



Évaluer les menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

Indice
Normandie 2023



ÉTUDE

EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Auteurs: Elena Lazarou et Branislav Stanicek
Service de recherche pour les députés
PE 751.422 — septembre 2023



Évaluer les menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

Indice Normandie 2023

Avec le retour de la guerre sur le continent européen, il est plus important que jamais de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde - comme le fait l'indice de Normandie. L'indice annuel a été présenté pour la première fois à l'occasion du Forum Normandie pour la Paix en juin 2019, à la suite d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci. Le présent document expose les conclusions de l'exercice 2023, qui s'appuie sur les données compilées en 2022, et explique comment utiliser l'indice pour comparer la paix - définie sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées - d'un pays et d'une région à l'autre. Il est complété par 61 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

AUTEURS

Éditeur: Étienne Bassot

Auteurs: Elena Lazarou et Branislav Stanicek, Service de recherche pour les députés

Graphiques de Györgyi Mácsai et Giulio Sabbati

Le présent document a été rédigé par le service de recherche pour les députés, au sein de la direction générale des services de recherche parlementaire (EPRS) du secrétariat général du Parlement européen. Les données utilisées ont été fournies par l'Institut pour l'économie et la paix. Naja Bentzen, Bruno Bilquin, Anna Caprile, Sebastian Clapp, Angelos Delivorias, Gisela Grieger, Beatrix Immenkamp, Ulrich Jochheim, Marc Jutten, Gabija Leclerc, Matthew Parry, Philippe Perchoc, Eric Pichon, Jakub Przetacznik, Rosamund Shreeves et Marcin Szczepanski ont rédigé les études de cas de cette édition de l'indice Normandie. Alessandra de Martini a fourni une assistance à la recherche.

L'indice Normandie est également disponible [en ligne](#). Le présent document a été finalisé en juillet 2023. Il met à jour et développe l'indice Normandie [2019](#), [2020](#), [2021](#) et [2022](#), également disponibles sur le site Think Tank du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: eprs@europarl.europa.eu

VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traduction: FR

Manuscrit achevé en juillet 2023.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

Bruxelles, © Union européenne, 2023.

Crédits photo: © peshkov / Adobe Stock.

PE 751.422

ISBN: 978-92-848-0905-9

ISSN: 2600-3465

DOI:10.2861/266384

QA-CK-23-001-FR-N

eprs@ep.europa.eu

<http://www.eprs.ep.parl.union.eu> (intranet)

<http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/home.html> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

Préface



L'année dernière nous a tragiquement rappelé que la paix et la démocratie ne peuvent jamais être considérées comme acquises. Plus d'un an après le début de la guerre injustifiée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, dont la fin n'est toujours pas en vue, la valeur et l'importance de la paix, de la liberté et de la démocratie restent à la base de toutes les politiques et stratégies élaborées par l'Union européenne. Dans le même temps, l'année écoulée a également rappelé notre force, notre solidarité et notre unité, notre capacité à lutter contre les forces malveillantes ainsi que la puissance que nous, l'Union européenne, avec nos partenaires, pouvons exercer lorsque nous agissons de concert, portés par une détermination collective.

La paix, et la recherche d'un monde où règne la paix, est au cœur de notre identité européenne; elle est l'essence de nos traités. Toutefois, comme le confirme cette étude, le monde a continué de se faire de moins en moins pacifique et sûr au cours de l'année écoulée. Jour après jour, en Ukraine, dans

notre voisinage même, nous avons vu des vies, des familles et des destins se déchirer. Ailleurs, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les victimes de conflits violents et d'autres types d'oppression fuient leur foyer. Dans certaines régions du monde, les droits fondamentaux des femmes sont remis en question. Les défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la vérité sont emprisonnés, voire pire.

Ces quelques exemples tragiques montrent que la paix est un concept aux multiples aspects et significations: il ne s'agit pas seulement de l'absence de conflit, comme le souligne cette étude. Mais il est vrai que l'absence de sécurité signifie assurément l'absence de paix. Et avec l'évolution de la notion de sécurité, les conditions préalables à la paix changent elles aussi.

Dans l'Union européenne, la définition de la sécurité s'est élargie pour inclure la sécurité climatique, la sécurité économique, la résilience face à la désinformation et la cybersécurité. En d'autres termes, ces considérations sont aujourd'hui inextricablement liées à nos politiques en matière de paix et de sécurité. Comme le montre la présente étude, notre réaction sur ces multiples défis ne se limite pas à l'Union européenne elle-même: nos partenaires dans le monde, y compris certains des pays les plus vulnérables, font l'objet de menaces dans ces domaines. Notre mission en tant qu'acteur des affaires internationales est de continuer à soutenir ces pays - sur le plan bilatéral et au moyen d'un système multilatéral solide - dans la lutte contre de telles menaces.

La guerre en Ukraine est un cataclysme qui a marqué notre époque. Un cataclysme qui a également démontré tout ce que nous pouvons réaliser lorsque nous agissons ensemble. Au cours de cette

année et demie écoulée, nous avons mobilisé de nombreux outils pour soutenir l'Ukraine: sur le plan politique, financier, militaire, humanitaire et par l'adoption de sanctions sévères à l'encontre de la Russie. Nous avons également inclus l'Ukraine dans l'une de nos politiques les plus fructueuses en faveur de la paix: l'élargissement

Dans le même temps, avec le soutien résolu du Parlement européen, l'Union européenne a renforcé son engagement auprès des régions et des pays du monde entier grâce au commerce, à l'assistance et à la diplomatie, en garantissant la promotion de la paix et de la démocratie. L'inclusion de normes en matière de climat, d'égalité entre les hommes et les femmes et de normes sociales dans les accords commerciaux; la décision d'imposer des sanctions en cas de violation des droits de l'homme; le soutien à l'élargissement - autant d'exemples d'actions en faveur de la paix.

C'est pourquoi, je le répète, je me réjouis de la publication de l'indice Normandie. Celui-ci, qui en est à sa cinquième édition, permet aux décideurs d'obtenir aisément une vue d'ensemble des principales menaces pesant sur les différents pays, en dépassant l'acceptation étroite de la notion de paix. Ses onze indicateurs associent l'analyse géopolitique, la sécurité, des facteurs politiques et économiques ainsi que le développement humain et la vulnérabilité aux menaces, telles que le changement climatique et les cyberattaques. Ils correspondent précisément à plusieurs des domaines clés sur lesquels nous continuons à travailler au sein de l'Union européenne et du Parlement européen, dans nos politiques internes et externes.

Lors de nos sessions plénières, des réunions de nos commissions et de nos délégations interparlementaires, nous continuons chaque jour à débattre et à décider de la manière dont l'Union européenne peut utiliser efficacement les outils qui sont à sa disposition pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité, construire et soutenir une paix durable en Europe, dans notre voisinage et dans le monde. La compréhension des menaces, le plus tôt possible, et l'anticipation de leurs conséquences destructrices demeurent la clé d'une paix pérenne et de la démocratie.

«La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent» est la première phrase emblématique de la déclaration Schuman. Plus de soixante-dix ans plus tard, il s'agit de la partie la plus importante de notre action. Je suis convaincue que l'indice Normandie de cette année fournira à nouveau des informations utiles et restera une source d'information et d'inspiration fiable pour la poursuite de cette action.

Roberta Metsola

Présidente du Parlement européen

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Préface | I |
| 1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus disputé et plus complexe | 1 |
| 1.1. Mesurer la paix | 2 |
| 1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques | 3 |
| 2. L'indice Normandie | 5 |
| 2.1. L'indice Normandie 2023: Conclusions et fonctions | 11 |
| 3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen | 15 |
| 4. La valeur ajoutée des études de cas | 17 |
| Afghanistan | 18 |
| Afrique du Sud | 19 |
| Albanie | 20 |
| Algérie | 21 |
| Arabie saoudite | 22 |
| Arménie | 23 |
| Australie | 24 |
| Azerbaïdjan | 25 |
| Biélorussie | 26 |
| Bolivie | 27 |
| Bosnie-Herzégovine | 28 |
| Brésil | 29 |
| Burkina Faso | 30 |
| Canada | 31 |
| Chine | 32 |
| Colombie | 33 |
| Corée du Nord | 34 |
| Corée du Sud | 35 |
| Costa Rica | 36 |
| Côte d'Ivoire | 37 |
| Égypte | 38 |
| Érythrée | 39 |
| États-Unis | 40 |
| Éthiopie | 41 |
| Géorgie | 42 |
| Inde | 43 |
| Indonésie | 44 |

| | |
|---|-----------|
| Iran | 45 |
| Iraq | ss46 |
| Israël | 47 |
| Kazakhstan | 48 |
| Liban | 49 |
| Libye | 50 |
| Macédoine du Nord | 51 |
| Mali | 52 |
| Maroc | 53 |
| Mauritanie | 54 |
| Mexique | 55 |
| Moldavie | 56 |
| Mongolie | 57 |
| Mozambique | 58 |
| Myanmar/Birmanie | 59 |
| Nigeria | 61 |
| Nouvelle-Zélande | 62 |
| Pakistan | 63 |
| Philippines | 64 |
| République centrafricaine | 65 |
| République démocratique du Congo | 66 |
| Royaume-Uni | 67 |
| Russie | 68 |
| Serbie | 69 |
| Somalie | 70 |
| Soudan | 71 |
| Syrie | 72 |
| Tchad | 73 |
| Thaïlande | 74 |
| Tunisie | 75 |
| Turquie | 76 |
| Ukraine | 77 |
| Venezuela | 78 |
| Yémen | 79 |
| 5. ANNEXE – L'indice Normandie: Méthode | 80 |
| 5.1. Méthode employée pour établir l'indice Normandie | 81 |

1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus disputé et plus complexe

La politique étrangère de l'Union européenne a longtemps fait l'objet de débats universitaires variés et animés, concernant tant la capacité et la légitimité de l'Union à agir que la nécessité pour elle de se doter d'une stratégie, d'une vision et d'objectifs clairs. Visant entre autres à répondre à certaines de ces questions, la stratégie globale de l'Union européenne, lancée en 2016 par la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne (HR/VP) de l'époque, Federica Mogherini¹, a présenté une vision structurée et cohérente de la politique étrangère de l'Union dans un environnement géopolitique et socio-économique mondial de plus en plus complexe. S'appuyant sur les dispositions des traités fondateurs de l'Union, en particulier du traité de Lisbonne, la stratégie globale définit le niveau d'ambition pour l'Union en tant qu'acteur de politique étrangère poursuivant les objectifs définis dans le traité, notamment l'objectif clé de la recherche de la paix, tant dans l'Union que dans le reste du monde.

Bien que la stratégie globale de l'Union européenne ne soit pas un exercice classique d'évaluation des menaces, elle saisit dans son approche un certain nombre de menaces pour la paix et la sécurité mondiales et va au-delà des conceptions traditionnelles de la sécurité en incluant dans ces menaces les problèmes traditionnels et émergents qui mettent la paix en péril. Elle s'intéresse également aux liens cruciaux entre les développements qui ont le potentiel d'exacerber, de catalyser et d'amplifier les menaces définies. Ainsi, en ce qui concerne la sécurité sanitaire (sans aucun doute la menace la plus notable pour la sécurité pour la période 2020-2021), si la stratégie n'a pas analysé explicitement l'approche de l'Union en matière de préparation aux pandémies, elle a indiqué que l'Union européenne redoublera d'efforts «en matière de prévention et de suivi des causes profondes telles que les violations des droits de l'homme, les inégalités, les pressions exercées sur les ressources et le changement climatique - lequel est un multiplicateur de menace qui renforce les pénuries alimentaires et en eau, les pandémies et les déplacements de populations». Elle s'est également engagée à travailler «plus efficacement pour la prévention, la détection et la réponse aux pandémies mondiales» par l'intermédiaire de structures de gouvernance mondiale.

En 2020, les 27 États membres de l'Union (UE-27) ont relevé le défi de réaliser la toute première analyse conjointe indépendante de l'ensemble des menaces et des difficultés auxquelles l'Union européenne est actuellement confrontée ou pourrait l'être dans un avenir proche, en tant que première partie du processus biennal de la boussole stratégique. La boussole, qui a été adoptée par le Conseil de l'Union européenne et approuvée lors du Conseil européen de mars 2022,² dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, vise à orienter la culture stratégique de l'Union européenne et définit un plan d'action ambitieux assorti de résultats concrets, en vue de renforcer la politique de sécurité et de défense de l'Union d'ici à 2030. L'analyse des menaces, qui figure actuellement dans la boussole, présente l'éventail des menaces ainsi que des enjeux auxquels l'Union sera confrontée au cours des cinq à dix prochaines années (dans le cadre de la boussole, les États membres s'engagent à reprendre périodiquement l'analyse des menaces, au moins tous les trois ans). La présentation des menaces est formulée selon quatre sections: la première décrit le retour d'une politique de rapports de force et un monde multipolaire disputé; la deuxième recense les menaces et les enjeux associés à des zones géographiques spécifiques à travers le monde (de la Chine à l'Amérique latine); la troisième fait état des menaces émergentes et transnationales; puis la quatrième et dernière partie conclut sur les conséquences stratégiques pour l'Union. Il est

¹ [Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), SEAE, novembre 2016.

² [Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), Conseil de l'Union européenne, mars 2022.

intéressant de noter que la troisième partie, dont la teneur aborde concrètement les types de menaces, coïncide largement avec les catégories définies dans la stratégie globale, tout en insistant sur les technologies émergentes et de rupture, la santé, les secteurs maritime et spatial en tant que domaines où la menace est prononcée. Elle constate également que la militarisation des ressources naturelles constitue une menace. À l'instar de la stratégie globale avant elle, l'analyse des menaces effectuée dans la boussole stratégique met en exergue les interconnexions entre les menaces et le caractère hybride de leur environnement. Une mise à jour de l'analyse commune des menaces a été effectuée en décembre 2022 afin de l'adapter à l'évolution du contexte stratégique et sécuritaire, y compris aux conséquences mondiales de l'agression russe contre l'Ukraine. À l'avenir, le premier rapport annuel du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la boussole stratégique envisage des mises à jour régulières avec le soutien d'une capacité unique renforcée d'analyse du renseignement³.

Suivant la logique de l'interconnexion des menaces, l'indice Normandie, fruit d'un mémorandum d'accord de 2018 entre la région de Normandie et le Parlement européen, vise à donner une image globale des régions et des pays du monde à travers le prisme de la recherche de la paix, celle-ci étant mesurée au regard des menaces définies explicitement dans la stratégie globale. Son objectif est de fournir aux décideurs de l'Union un outil leur permettant de concevoir des instruments d'action extérieure ciblés. Il est délibérément conçu pour être concis et aisément compréhensible, afin de servir également, auprès du grand public, d'outil de communication qui permette à la fois de mieux comprendre les menaces à travers le monde et de s'informer sur l'action extérieure de l'Union. Il complète la publication annuelle «Paix et sécurité» élaborée par le Service de recherche du Parlement européen.⁴

1.1. Mesurer la paix

La définition moderne de la paix ne se réfère pas seulement à l'absence de guerre mais inclut également des éléments de bien-être, d'ordre social et de justice pour les personnes: les gens attendent et exigent davantage de la paix.⁵ La paix englobe également le droit à l'intégrité physique et les droits liés aux valeurs morales et culturelles. Toute l'humanité a droit à la vie et aux moyens nécessaires au bon épanouissement de la vie. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer car elle correspond à un continuum qui va de la guerre entre États à des perceptions positives du public. Il comprend des violences internationales (ex: guerres, conflits hybrides) et intranationales (ex: violence des gangs ou violences policières, déplacements forcés et guerres civiles).⁶ Toute mesure de la paix doit dès lors tenir compte d'un grand nombre de dimensions. Un rapport de 2022 du SIPRI, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, affirme, entre autres, qu'une compréhension systémique de la paix est nécessaire pour comprendre les questions fondamentales liées à la consolidation de la paix, y compris «quelle version de la paix est-on en train de construire» et comment la rendre durable.⁷ Le même document postule également qu'«en raison de la complexité, les méthodes mixtes qui utilisent des données tant qualitatives que quantitatives,

³ [Rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), SEAE, mars 2023.

⁴ E. Lazarou, E. Pichon, [Peace and Security in 2023: Overview of EU action and outlook for the future](#), EPRS, Parlement européen, juillet 2023.

⁵ [Déclaration sur une culture de la paix](#) adoptée lors de la 107^e session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies, Bibliothèque numérique des Nations unies, septembre 1999.

⁶ M. Caparini, G. Milante, [Sustaining peace and sustainable development in dangerous places](#), SIPRI, 2017.

⁷ E. Brusset, G. Milante, M. Riquier, C. Delgado, [Measuring Peace Impact](#), SIPRI, 2022.

ainsi que la triangulation à partir de sources multiples constituent des éléments importants de la base factuelle permettant de mesurer l'impact sur la paix».

Une autre façon de mesurer la paix est de prendre en considération le niveau des menaces qui pèsent sur elle, afin de les combattre et d'éviter une éventuelle dégradation de la situation. En effet, plusieurs États du monde sont confrontés à des menaces multiples - qui non seulement pèsent sur la paix individuellement, mais peuvent aussi s'amalgamer pour faire naître de nouveaux dangers - ainsi qu'à des menaces hybrides. Dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de ses effets domino au niveau mondial, l'insécurité énergétique est réapparue comme l'une de ces menaces et comme un moteur de conflit et de détérioration de la qualité de la paix.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces, la raison d'être de l'indice Normandie est double. Premièrement, l'indice se concentre sur le domaine de l'action extérieure de l'Union européenne, en sélectionnant et en mesurant les menaces perçues comme telles par l'Union, et que l'action de l'Union vise à combattre, à éviter, à résorber ou à résoudre. Deuxièmement, l'indice Normandie vise à contrôler la probabilité (ou l'existence) d'un conflit (ou d'une déstabilisation de la paix et de la sécurité) dans un pays donné sur la base du niveau global de ces menaces.

1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques

Les indices peuvent être utilisés comme des systèmes d'alerte rapide conçus pour fournir aux décideurs des informations sur les risques potentiels et l'évolution des facteurs économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires et politiques. Les indices quantitatifs sont également de bons outils à des fins d'agrégation et de comparaison, tout en démontrant le changement, l'évolution et le degré de cette évolution de manière normalisée. En fonction de leur composition, ces indices peuvent quantifier la probabilité qu'un événement se produise dans un avenir proche ou prévisible, ce qui en fait des outils de prospective. La prospective, telle que définie dans le rapport du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) intitulé «Tendances mondiales à l'horizon 2030», est un «exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir [...] et à esquisser les chemins qui y mènent».⁸ En ce sens, la prospective est un outil aidant à déterminer et à choisir des axes d'intervention; c'est un «principe d'organisation sélectif». L'une des justifications invoquées par la Commission européenne pour intégrer la prospective stratégique dans l'élaboration des politiques est d'élaborer et d'utiliser une intelligence collective afin d'anticiper les évolutions et de se préparer plus tôt et plus efficacement aux nouvelles perspectives et aux nouveaux enjeux.⁹ Les indicateurs composites (ou indices) peuvent rassembler cette intelligence collective pour fournir aux décideurs une «vue d'ensemble», essentielle à l'élaboration des politiques.

Un indice peut également donner un aperçu général d'une situation sur la base d'un panier de facteurs qui contribuent à celle-ci. Les indices existants liés à la paix et à la sécurité proposent différentes versions de ces paniers de facteurs en tenant compte de variables déterminées pour élaborer leurs mesures des niveaux de conflit et de paix. Certains indices s'apparentent à des dispositifs de suivi des conflits, qui se concentrent spécifiquement sur la prévention de la violence létale et sur son importance particulière pour la politique étrangère d'une région ou d'un pays donnés.¹⁰ D'autres indices cherchent à renseigner de manière générale sur les niveaux d'une multitude de facteurs tels que la sûreté et la sécurité sociétales, les conflits internes et internationaux

⁸ [Global Trends to 2030](#), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS), avril 2019.

⁹ [Rapport de prospective stratégique](#), Commission européenne, septembre 2020.

¹⁰ [Global Conflict Tracker](#), Council on Foreign Relations, 2023.

ainsi que le degré de militarisation. Une troisième catégorie d'indices, parmi lesquels on peut citer l'indice des États fragiles, discerne les domaines de vulnérabilité qui contribuent au risque de fragilité de l'État. Les ressources, le temps et la politique sont autant de limites naturelles à la mise en œuvre des politiques. Pourtant, même rétrospectivement, les indices peuvent permettre de comprendre les éléments qui ont contribué à l'adéquation de la réponse des politiques menées pour faire face à des événements critiques. Par exemple, bien avant la pandémie de COVID-19, l'indice de sécurité sanitaire mondial indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie ou une pandémie de grande ampleur et démontrait que tous les pays présentaient des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire.

Globalement, ces ensembles de données et indicateurs visent à mesurer le niveau comparé de variables prédéfinies au sein d'une région ou à l'échelle mondiale; à proposer une évaluation des risques politiques pour l'avenir; et à contribuer à l'action des décideurs et d'autres acteurs de la politique étrangère. L'indice Normandie a pour rôle de mettre ces fonctions au service de la politique étrangère de l'Union, en cohérence avec les objectifs de cette dernière. Cette démarche est tout à fait d'actualité, étant donné les nouveaux enjeux et les nouvelles perspectives, tels que les demandes d'adhésion à l'Union européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, et la désignation consécutive de nouveaux pays candidats et pré-candidats en juin 2022. En outre, la bonne connaissance des pays du voisinage immédiat de l'Union fournit des informations supplémentaires aux décideurs et peut certainement faciliter l'intégration européenne de ces pays et la poursuite de la coopération avec les voisins du sud et de l'est. Au-delà du voisinage de l'Union européenne, l'indice Normandie offre une vision claire et stratégique de l'évolution des politiques mondiales, grâce à des approches géographiques et sectorielles transversales.

2. L'indice Normandie

L'indice Normandie se distingue des autres dans la mesure où il suit une approche établie par l'Union européenne et spécifiquement adaptée à son action. Il définit également le conflit et les nombreux états intermédiaires existant entre la paix parfaite et la guerre totale comme un produit de facteurs liés aux principales menaces que l'Union recense dans sa stratégie d'action extérieure. La stratégie globale de l'UE recense les 11 menaces suivantes en tant que principaux défis actuels pour la paix et la sécurité.¹¹

| | | | |
|------------------------|----------------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Terrorisme | Menaces hybrides | Crises économiques | Changement climatique |
| Insécurité énergétique | Conflits violents | Cybersécurité | Désinformation |
| États fragiles | Criminalité transfrontière | Armes de destruction massive (ADM) | |

L'indice s'appuie sur 9 de ces 11 menaces, auxquelles il attribue un poids égal dans le calcul du résultat final pour 137 pays des Nations unies (l'EU-27 étant comptabilisée comme une seule entité). L'une des principales innovations de l'indice consiste à associer des indicateurs géopolitiques et des données économiques et sociales. En 2021 et 2022, au vu des nouvelles menaces pour la paix, de nouveaux sous-indicateurs ont été ajoutés, mesurant les effets de la dette publique et de la consommation d'énergie. La hausse de l'inflation, consécutive à des décisions de politique monétaire non conventionnelles, ainsi que le niveau historiquement élevé de la dette publique aggravent les inquiétudes quant à la hausse des coûts d'emprunt mondiaux, à une crise de la balance des paiements et à la possibilité d'une vague de nouveaux défauts, après les défauts techniques de la Russie et de la Biélorussie en 2022. En juin 2022, l'agence de notation Fitch, qui surveille plus de 100 pays, a confirmé que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine accélère les problèmes, y compris l'inflation, les perturbations commerciales et énergétiques et l'affaiblissement des économies de marché émergentes, qui tous influent de façon négative sur les conditions de crédit souverain. Ces tendances se sont poursuivies en 2023, lorsque certaines devises, comme la lire turque, ont atteint des niveaux historiquement bas. La croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial a ralenti en 2022 pour s'établir à 3,2 %, soit plus de 1 point de pourcentage de moins que prévu à la fin de 2021, principalement sous l'effet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit une croissance mondiale de 2,6 % en 2023. La dette publique brute rapportée au PIB a également progressé sur la trajectoire à long terme: de 73,2 % il y a 10 ans, en 2013, à 112,4 % en 2023 pour les économies avancées; la dette des économies émergentes et en développement est passée de 49,7 % à 67,5 % (FMI, 2023).

Par conséquent, l'indice Normandie comprend désormais trois indicateurs composites: l'insécurité énergétique, la crise économique et la criminalité. En ce qui concerne la criminalité, bien qu'aucun ensemble de données solide mesurant la criminalité transfrontière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, le niveau de criminalité dans les 137 entités étudiées est évalué au moyen d'un indicateur qui consiste en une mesure globale du crime organisé: le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur la perception de la criminalité (25 %). La catégorie

¹¹ Il convient de noter que ces mêmes menaces sont également incluses dans l'analyse des menaces de la boussole stratégique de 2022, avec une seule différence: l'indicateur «criminalité transfrontière» est qualifié de «criminalité organisée».

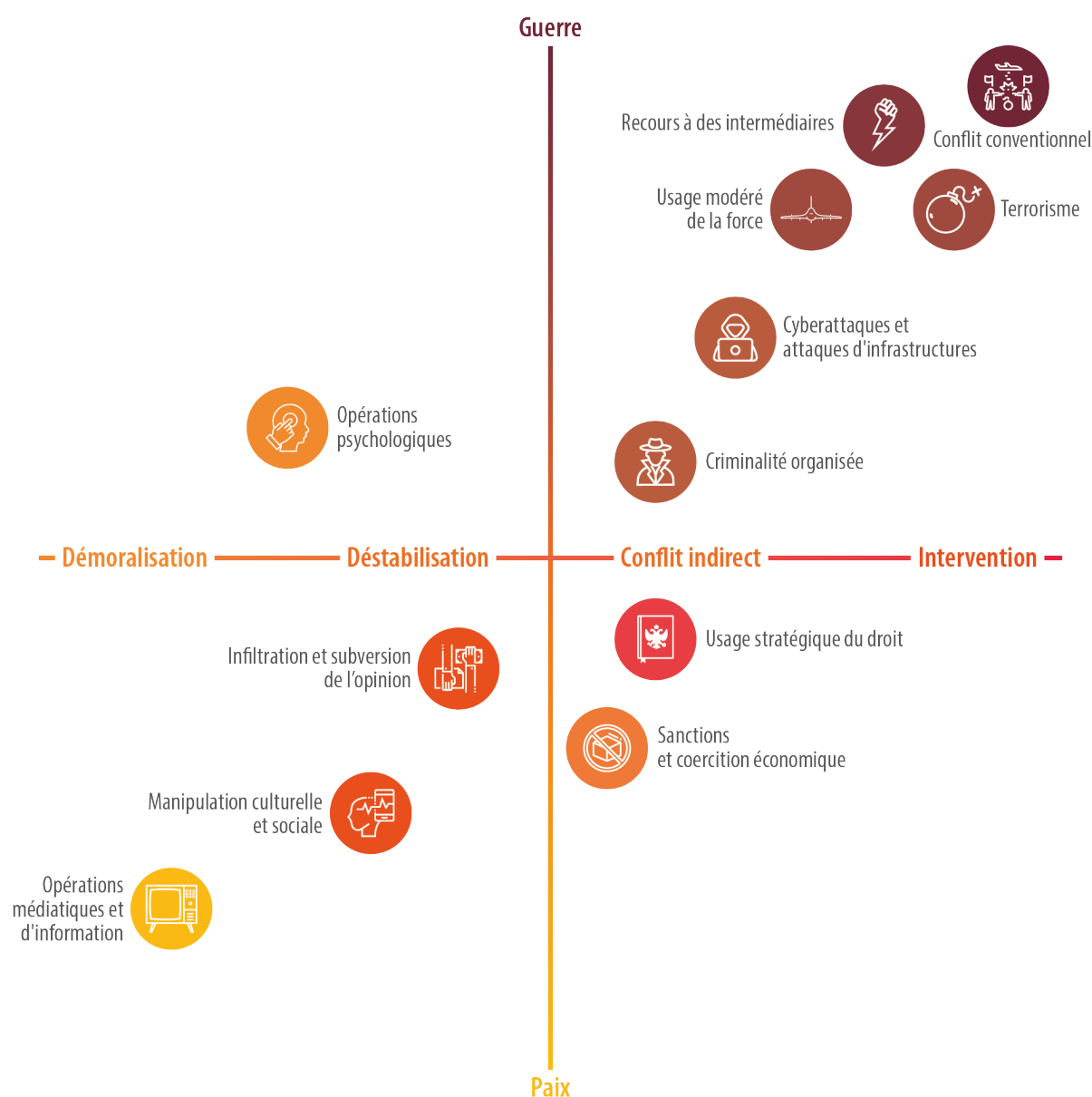
des menaces hybrides est exclue de l'indice Normandie, dans la mesure où ces menaces sont, par nature, à multiples facettes et consistent en une combinaison de plusieurs facteurs (voir figure 1).

C'est pourquoi l'indice appréhende les menaces hybrides de manière indirecte par la compilation de leurs différentes dimensions (insécurité énergétique, crises économiques, désinformation, cyberattaques), mais, pour éviter les répétitions, n'inclut pas explicitement une catégorie de «menaces hybrides». Dans sa version en ligne, l'indice Normandie permet à l'utilisateur de consulter un classement des 137 entités fondé sur le panier de menaces qui, ensemble, constituent des menaces «hybrides».¹² La quantification voire l'estimation du niveau de désinformation dans un pays donné continue de diviser les spécialistes, à mesure que de nouvelles connaissances continuent de voir le jour à ce propos. C'est pour cela que la première version de l'indice Normandie lui substituait un indicateur relatif à la «liberté de la presse», bien qu'il soit reconnu que le paysage médiatique n'est qu'un des nombreux facteurs ayant une incidence sur la résilience face à la désinformation. Des données sur la diffusion d'opinions trompeuses et de fausses informations par les gouvernements et les partis politiques sont disponibles grâce au projet Variétés de la démocratie (V-DEM). Sans qu'il s'agisse d'un inventaire exhaustif des sources de désinformation, les données recueillies par le V-DEM ont été utilisées pour mesurer la menace de désinformation dans l'indice Normandie.¹³

¹² [Indice Normandie pour la paix](#), EPRS, Parlement européen, 2023.

¹³ Il convient de noter que l'indice Normandie 2022 a été calculé rétroactivement pour inclure de nouveaux indicateurs sur les crises économiques (dette publique par rapport au PIB) ainsi qu'un calcul plus précis d'autres indicateurs, tels que l'insécurité énergétique (par le calcul de la consommation annuelle d'énergie électrique par habitant). Les calculs rétroactifs ont été utilisés dans tous les graphiques inclus dans cette publication. Pour plus d'informations sur l'approche méthodologique, consultez l'annexe de cette étude.

Figure 1 – Moyens de guerre hybride



Source: CEPA, 2021

Aux dix facteurs susmentionnés, l'indice Normandie ajoute la qualité du processus démocratique, le soutien à la démocratie constituant une dimension essentielle de l'action extérieure de l'Union européenne. En outre, il existe une forte corrélation entre, d'une part, la faiblesse des processus démocratiques et, d'autre part, les menaces à la paix et à la sécurité. Compte tenu de la complexité et du caractère multidimensionnel des domaines abordés, la méthode choisie pour l'indice Normandie se fonde sur la sélection d'un ou de plusieurs indicateurs représentatifs clés pour chacun des domaines, en fonction des publications officielles et universitaires actuelles ainsi que des données disponibles.

Tableau 1 – Résumé des domaines, des indicateurs et des sources

| Domaine | Indicateurs | Définition | Source | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|--------------------------------|---|---|---|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes. | Nations unies | 191 | 2023 |
| Cybersécurité | Indice de cybersécurité | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible. | Union internationale des télécommunications | 194 | 2020 |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative | Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays. | V-Dem | 179 | 2021 |
| Crises économiques | Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs. | Banque mondiale | 143 | 2021 |
| | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB) | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB) | Fonds monétaire international | 135 | 2022 |
| Insécurité énergétique | Importations d'énergie | Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie. | Banque mondiale, Enerdata | 143 | 2021 |
| | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant) | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant) | Banque mondiale | 142 | 2019 |
| États fragiles | Indice des États fragiles | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix | 179 | 2022 |
| Criminalité | Taux d'homicide pour 100 000 personnes | Taux d'homicide pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité | Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) | 192 | 2018 |
| | Perception de la criminalité en bande | Réponses à la question Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?» | Gallup/IEP | 163 | 2022 |
| Résilience à la désinformation | Résilience à la désinformation | Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis | V-Dem | 179 | 2021 |

| Domaine | Indicateurs | Définition | Source | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-------------------|--|---|-------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| | | politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays. | | | |
| Terrorisme | Indice mondial du terrorisme | Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme. | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2023 |
| Conflits violents | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix | Plus mauvais score des indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: (1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causé par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causé par les conflits externes. | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2022 |
| ADM | Indice de menace nucléaire | L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace. | EIU | 176 | 2018 |

Source: Institut pour l'économie et la paix et EPRS, 2023.

L'indice Normandie est donc un outil dont les décideurs de l'Union européenne peuvent se servir pour évaluer les pays les plus à risque dans le monde selon la stratégie globale de l'Union, et pour cibler l'action de cette dernière. Il ne s'agit pas d'un classement des pays en fonction de leur niveau de paix, mais plutôt d'un classement des menaces spécifiques pesant sur la paix par pays. Au fur et à mesure que de nouvelles données se font disponibles, l'indice Normandie évolue sur le plan de l'exactitude, de la répartition géographique et de la précision afin de servir les décideurs et les analystes dans leur travail de manière toujours plus efficace. En outre, des événements tels que la crise de la COVID-19 ou l'éclatement de nouveaux conflits armés à l'est de l'Europe peuvent amener les stratèges en matière de sécurité du monde entier à reconsidérer les outils politiques au regard de la sécurité et de la paix. Au fil des événements, l'indice Normandie s'adaptera à l'évolution de l'approche stratégique de l'Union en matière de paix et de sécurité, avec l'inclusion potentielle de nouvelles menaces dans les versions futures.

Comme indiqué précédemment, l'adoption de la boussole stratégique et d'un nouveau concept stratégique de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) renforcera la capacité des États européens en matière de sécurité et de défense.¹⁴ En avril 2023, la Finlande est devenue le 31^e membre de l'OTAN, tandis que la Suède a également présenté une demande d'adhésion. Toutefois, les menaces ne peuvent pas toutes être contrées par les seuls moyens militaires. Au-delà des stratégies classiques de défense, l'Union vise systématiquement à concevoir des capacités qui promeuvent la paix, la sécurité et la résilience, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, en recourant à un éventail de politiques. La pandémie et la guerre en Ukraine ont démontré que les outils de préservation de la paix dépassent largement les conceptions traditionnelles de sécurité,

¹⁴ [Concept stratégique de l'OTAN 2022](#), OTAN, juin 2022.

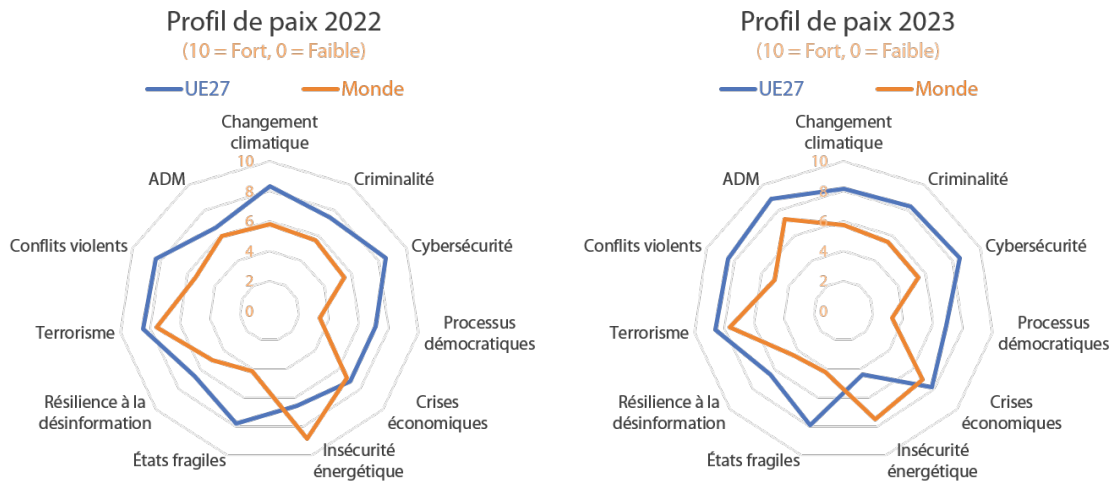
pour inclure, par exemple, les progrès vers une Union européenne de la santé et le pacte vert pour l'Europe afin de contrer les menaces de sécurité liées au climat, telles que la sécurité énergétique, entre autres. La nouvelle stratégie de sécurité économique dévoilée par la Commission européenne en juin 2023 répond également aux préoccupations relatives à la sécurité et à la démocratie. Pour la Commission, l'observation selon laquelle «les risques inhérents à certains liens économiques évoluent rapidement dans l'environnement géopolitique et technologique actuel et sont de plus en plus associés à des préoccupations en matière de sécurité» sous-tend l'esprit de réduction des risques de la stratégie.

Une autre qualité de l'indice Normandie réside dans sa capacité à déterminer les principales menaces auxquelles sont confrontés les pays et les régions évalués, ce qui permet de mieux comprendre le dosage politique nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité dans une région donnée. Les comparaisons entre régions, pays et périodes offertes par la version en ligne de l'indice Normandie permettront aux décideurs de l'Union européenne de déterminer les secteurs à prendre davantage en considération lorsqu'ils aident des partenaires du monde entier, que ce soit au niveau national ou régional, tout en surveillant éventuellement l'amélioration (ou l'absence d'amélioration) de la résilience face à ces menaces dans les pays où l'Union est déjà engagée.

2.1. L'indice Normandie 2023: Conclusions et fonctions

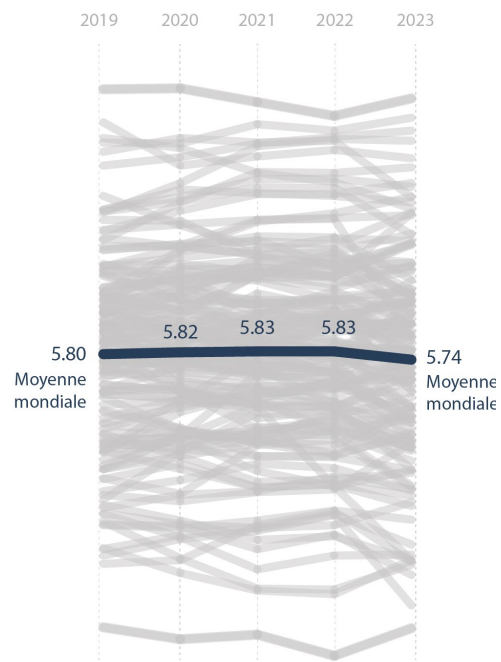
Pour chacun des 136 pays et pour l'UE-27, l'indice Normandie prend en considération les 11 menaces pour la paix et les compare aux 11 mêmes dimensions pour d'autres pays de la même région (ou du monde) car l'environnement régional est supposé jouer un rôle important dans la résilience des pays face aux menaces.

Figure 2 – EU-27 Profil des menaces à la paix de l'EU-27 pour 2022 et 2023



Source: Indice Normandie, 2022 et 2023.

Figure 3 – Moyenne mondiale, 2019-2023



Source des données: Indice Normandie.

Pour chacune des dimensions, 10 correspond à une absence de risques et 0 à une menace grave. Dans l'exemple ci-dessus (figure 2), l'UE-27 semble moins exposée aux risques pour 10 dimensions sur 11 en 2023, tout en étant plus exposée dans le domaine de la sécurité énergétique que le reste du monde. La comparaison entre les deux années indique que, pour l'UE-27, contrairement à d'autres pays et régions, aucun changement significatif dans le profil des menaces à la paix n'a été observé d'une année à l'autre¹⁵. Après une légère amélioration entre 2019 et 2022, le profil mondial des menaces à la paix (moyenne de 5,74 en 2023) s'est dégradé au cours de l'année écoulée, sans surprise compte tenu de l'impact déstabilisateur au niveau mondial de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine (les données utilisées pour la version de 2023 remontant à 2022).

¹⁵ Il convient de noter que la sécurité sanitaire n'est pas incluse dans l'indice Normandie car la menace n'est pas explicitement mentionnée dans la stratégie globale de l'Union européenne.

Figure 4 – Les pays les plus et les moins performants en 2023

| Les 10 pays les mieux classés | | | | Les 10 pays les moins bien classés | | | |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| pays | rang 2022 | rang 2023 | variation | pays | rang 2022 | rang 2023 | variation |
| Suisse | 1 | 1 | → 0 | Tchad | 129 | 128 | ↑ 1 |
| Norvège | 2 | 2 | → 0 | Somalie | 134 | 129 | ↑ 5 |
| Islande | 3 | 3 | → 0 | Mali | 124 | 130 | ↓ -6 |
| Australie | 4 | 4 | → 0 | Soudan du Sud | 133 | 131 | ↑ 2 |
| Nouvelle-Zélande | 6 | 5 | ↑ 1 | Syrie | 136 | 132 | ↑ 4 |
| Canada | 7 | 6 | ↑ 1 | Iraq | 128 | 133 | ↓ -5 |
| UE-27 | 11 | 7 | ↑ 4 | Yémen | 135 | 134 | ↑ 1 |
| Corée du Sud | 8 | 8 | → 0 | République démocratique du Congo | 132 | 135 | ↓ -3 |
| Malaisie | 13 | 9 | ↑ 4 | République centrafricaine | 130 | 136 | ↓ -6 |
| Singapour | 5 | 10 | ↓ -4 | Afghanistan | 137 | 137 | → 0 |

Source des données: Indice Normandie, 2022 et 2023.

Dans le même temps, les résultats de l'indice Normandie 2023 (figure 3) indiquent une moyenne stable pour les menaces mondiales, d'environ 6 (sur une échelle de 0 à 10), ce qui suggère que, malgré la pandémie de COVID-19 et d'autres crises, dont la hausse de l'inflation et la crise énergétique, les menaces pour la paix et la sécurité incluses dans l'ensemble de données n'ont pas changé de façon radicale. Toutefois, le lancement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a eu une incidence sur la sécurité et la paix mondiales: plus particulièrement, la moyenne mondiale en matière de sécurité énergétique a diminué, ce qui donne à penser que les menaces liées à l'énergie ont augmenté. En outre, en se concentrant sur les 10 premiers et les 10 derniers pays du classement (voir figure 4), il est évident que le changement est absent ou marginal pour les pays les plus performants et très lent pour les moins performants. Cela indique que le processus de transformation en matière de paix et de sécurité a lieu sur un intervalle généralement plus long que la période d'un an.

Figure 5 – Hausses ou chutes? Principaux changements du classement 2023

| 10 pays dont le classement augmente le plus | | | | 10 pays dont le classement baisse le plus | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|---|-----------|-----------|-----------|
| pays | rang 2022 | rang 2023 | variation | pays | rang 2022 | rang 2023 | variation |
| Népal | 79 | 38 | ↑ 41 | Jamaïque | 15 | 60 | ↓ -45 |
| Bahreïn | 86 | 53 | ↑ 33 | El Salvador | 44 | 86 | ↓ -42 |
| Malawi | 60 | 30 | ↑ 30 | Namibie | 52 | 80 | ↓ -28 |
| Turquie | 114 | 90 | ↑ 24 | Guinée | 79 | 106 | ↓ -27 |
| Chine | 68 | 46 | ↑ 22 | Eswatini | 76 | 102 | ↓ -26 |
| Zambie | 69 | 48 | ↑ 21 | Azerbaïdjan | 45 | 70 | ↓ -25 |
| Liberia | 79 | 58 | ↑ 21 | Guatemala | 66 | 91 | ↓ -25 |
| Bangladesh | 99 | 78 | ↑ 21 | Panama | 24 | 48 | ↓ -24 |
| Palestine | 115 | 94 | ↑ 21 | Guyana | 41 | 65 | ↓ -24 |
| Sri Lanka | 91 | 71 | ↑ 20 | Cuba | 39 | 61 | ↓ -22 |

Source des données: Indice Normandie, 2022 et 2023.

Un autre élément à observer est qu'il n'existe pas d'évolution ou de changement significatif parmi les pays qui obtiennent les scores les plus bas par rapport à ceux qui démontrent de hauts niveaux de paix et sécurité. Toutefois, l'explication pourrait être différente: les plus performants sont, par défaut, plus résilients et s'appuient sur leur réussite dans un processus de renforcement positif, tandis que les moins performants restent peut-être stables en raison d'une boucle de réaction négative qu'il est difficile de surmonter par une réforme interne ou des aides extérieures. Néanmoins, certains pays, tels que la Libye, la Turquie et la Syrie, signalent une évolution positive, en raison des processus de paix en cours, de la normalisation des relations bilatérales et de la réconciliation régionale. Cette observation justifie encore davantage l'accent mis par l'Union européenne sur le renforcement de la résilience, à la fois au niveau interne, dans son voisinage et au-delà. L'UE elle-même a gagné 4 places dans l'indice entre 2022 et 2023, ce qui suggère un impact

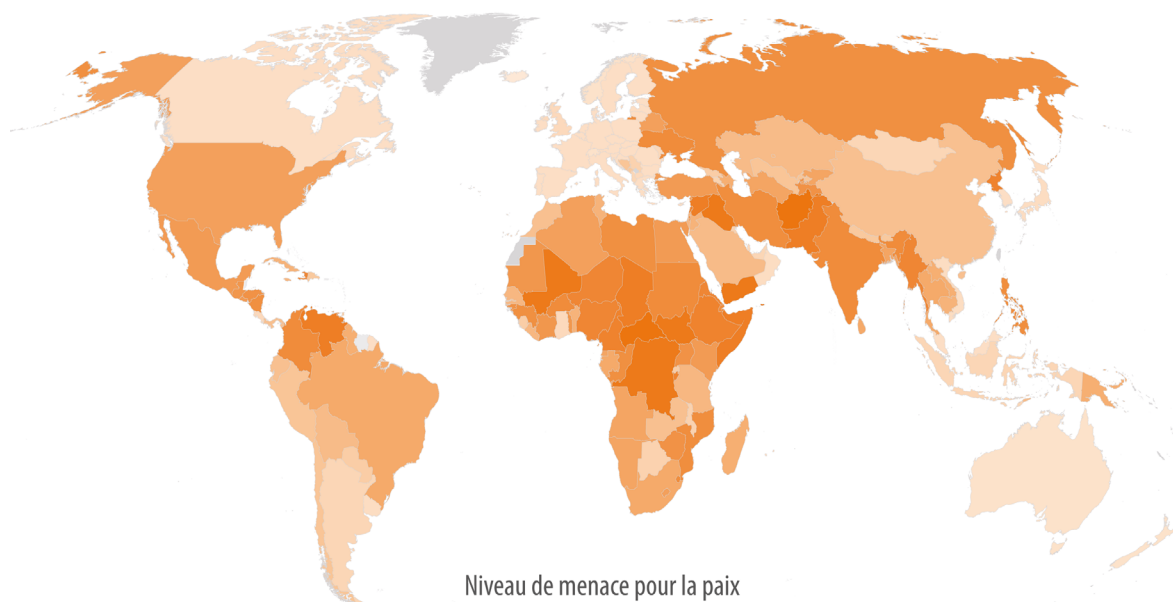
vérifiable des politiques mises en place au fil des ans pour contrer les menaces recensées dans l'indice.

Il est peut-être encore plus intéressant de se concentrer sur les pays dont le classement présente le plus grand mouvement positif ou négatif (figure 5). Dans le classement 2023, la Jamaïque et l'El Salvador se distinguent en perdant respectivement 45 et 42 places, tandis que le Népal et le Bahreïn progressent de 41 et 33 places. Certaines puissances mondiales et régionales, telles que la Chine et la Turquie, ont manifesté leur résilience dans des conditions défavorables, progressant de 22 et 24 places. La guerre en Ukraine a touché l'Ukraine (-11) plus négativement que la Fédération de Russie (-3) dans les catégories incluses dans l'indice. Un examen des facteurs individuels qui conduisent à ces changements de position (par exemple le changement brutal d'un indicateur spécifique ou simplement une stabilité relative par rapport à d'autres pays) peut être réalisé, d'une part, au moyen d'une déconstruction méticuleuse des indicateurs qui composent l'indice sur le site web de l'indice Normandie, et d'autre part, sur le plan qualitatif, au moyen de la production d'études individuelles par pays, telles que les 61 exemples inclus dans la présente étude.

La version interactive en ligne de l'indice Normandie offre également la possibilité d'établir une comparaison entre les pays (pays individuels et régions) et dans le temps. En outre, des classements de pays sur la base d'une ou plusieurs menaces seulement sont également disponibles, au moyen des indicateurs sources.¹⁶

¹⁶ [Indice Normandie pour la paix](#), EPRS, Parlement européen, 2023.

Figure 6 – Indice Normandie, 2023



| plus à risque | | | | risque modéré | | | | moins à risque | | | |
|---------------|------------------------|------|-----------|---------------|---------------------------|------|-----------|----------------|----------------------------------|------|-----------|
| Rang | Pays | IN | Variation | Rang | Pays | IN | Variation | Rang | Pays | IN | Variation |
| 1 | Suisse | 8.58 | 0 | 47 | Maroc | 6.24 | 8 | 91 | Mauritanie | 5.22 | -4 |
| 2 | Norvège | 8.37 | 0 | 48 | Zambie | 6.23 | 21 | 91 | Guatemala | 5.22 | -25 |
| 3 | Islande | 8.23 | 0 | 48 | Panama | 6.23 | -24 | 94 | Palestine | 5.19 | 21 |
| 4 | Australie | 8.12 | 0 | 50 | Équateur | 6.16 | 7 | 95 | Togo | 5.14 | -6 |
| 5 | Nouvelle-Zélande | 7.93 | 1 | 51 | Bolivie | 6.14 | 3 | 96 | Guinée-Bissau | 5.13 | -8 |
| 6 | Canada | 7.83 | 1 | 51 | Kazakhstan | 6.14 | -14 | 97 | Ouganda | 5.11 | -1 |
| 7 | UE-27 | 7.66 | 4 | 53 | Bahreïn | 6.13 | 33 | 98 | Zimbabwe | 5.10 | 7 |
| 8 | Corée du Sud | 7.62 | 0 | 53 | Timor-Oriental | 6.13 | 8 | 99 | Tadjikistan | 5.09 | 10 |
| 9 | Malaisie | 7.51 | 4 | 55 | Arabie saoudite | 6.12 | 18 | 100 | Honduras | 5.06 | -18 |
| 9 | Singapour | 7.51 | -4 | 56 | Tanzanie | 6.05 | -5 | 101 | Philippines | 5.05 | -4 |
| 11 | Maurice | 7.45 | 1 | 57 | Sénégal | 6.02 | -10 | 102 | Eswatini | 4.99 | -26 |
| 12 | Uruguay | 7.38 | -3 | 58 | Liberia | 6.01 | 21 | 103 | Mozambique | 4.95 | 14 |
| 13 | Viêt Nam | 7.34 | 5 | 59 | Israël | 6.00 | -2 | 104 | Iran | 4.92 | 12 |
| 14 | Oman | 7.33 | 18 | 60 | Jamaïque | 5.98 | -45 | 104 | Djibouti | 4.92 | -9 |
| 15 | Japon | 7.31 | -1 | 61 | Tunisie | 5.95 | -2 | 106 | Guinée | 4.87 | -27 |
| 16 | Royaume-Uni | 7.11 | 4 | 61 | Cuba | 5.95 | -22 | 107 | Congo | 4.86 | -3 |
| 17 | Costa Rica | 7.10 | -7 | 63 | Cambodge | 5.89 | 14 | 108 | Nicaragua | 4.84 | -7 |
| 18 | Macédoine du Nord | 7.03 | -1 | 64 | Jordanie | 5.86 | 2 | 109 | Libye | 4.83 | 17 |
| 19 | Qatar | 7.01 | 13 | 65 | Bénin | 5.84 | 0 | 109 | Russie | 4.83 | -3 |
| 19 | Ghana | 7.01 | 10 | 65 | Guyane | 5.84 | -24 | 111 | Soudan | 4.79 | -3 |
| 21 | Indonésie | 6.99 | 9 | 67 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 5.83 | -3 | 112 | Inde | 4.78 | -5 |
| 21 | Argentine | 6.99 | 3 | 67 | Laos | 5.83 | -19 | 113 | Ukraine | 4.77 | -11 |
| 23 | Mongolie | 6.80 | -1 | 69 | Madagascar | 5.75 | 4 | 114 | Burkina Faso | 4.75 | -5 |
| 24 | Albanie | 6.79 | 2 | | Moyenne mondiale | 5.74 | 0 | 115 | Colombie | 4.64 | -4 |
| 25 | Émirats arabes unis | 6.77 | 11 | 70 | Azerbaïdjan | 5.74 | -25 | 116 | Haiti | 4.55 | -19 |
| 26 | Serbie | 6.75 | 4 | 71 | Sri Lanka | 5.73 | 20 | 117 | Myanmar/Birmanie | 4.54 | 7 |
| 27 | Arménie | 6.72 | 0 | 72 | Thaïlande | 5.70 | 12 | 117 | Érythrée | 4.54 | 1 |
| 28 | Koweït | 6.70 | 7 | 73 | Gabon | 5.66 | 17 | 119 | Niger | 4.51 | 2 |
| 29 | Botswana | 6.61 | -13 | 73 | B Brésil | 5.66 | -10 | 120 | Nigeria | 4.37 | -8 |
| 30 | Malawi | 6.60 | 30 | 73 | Afrique du Sud | 5.66 | -11 | 121 | Liban | 4.35 | -8 |
| 31 | Paraguay | 6.51 | 11 | 76 | Kirghizstan | 5.61 | -5 | 122 | Cameroun | 4.33 | -2 |
| 32 | Moldavie | 6.50 | -11 | 77 | Angola | 5.59 | 15 | 123 | Burundi | 4.32 | -4 |
| 33 | Rwanda | 6.48 | 5 | 78 | Bangladesh | 5.58 | 21 | 124 | Éthiopie | 4.26 | -2 |
| 34 | Sierra Leone | 6.46 | 19 | 78 | Turkménistan | 5.58 | -7 | 125 | Corée du Nord | 4.19 | 6 |
| 35 | Géorgie | 6.45 | -7 | 80 | Namibie | 5.54 | -28 | 126 | Venezuela | 4.15 | -3 |
| 35 | République dominicaine | 6.45 | -13 | 81 | Guinée équatoriale | 5.52 | 4 | 127 | Pakistan | 4.00 | 0 |
| 37 | Trinité-et-Tobago | 6.42 | -18 | 81 | États-Unis | 5.52 | 1 | 128 | Tchad | 3.73 | 1 |
| 38 | Népal | 6.41 | 41 | 83 | Algérie | 5.51 | 16 | 129 | Somalie | 3.62 | 5 |
| 39 | Bhoutan | 6.40 | 16 | 84 | Biélorussie | 5.47 | -9 | 130 | Syrie | 3.56 | 6 |
| 40 | Monténégro | 6.37 | -6 | 85 | Lesotho | 5.43 | -15 | 130 | Soudan du Sud | 3.56 | 3 |
| 41 | Gambie | 6.36 | 7 | 86 | El Salvador | 5.40 | -42 | 130 | Mali | 3.56 | -6 |
| 41 | Ouzbékistan | 6.36 | 5 | 87 | Kenya | 5.38 | 6 | 133 | Iraq | 3.54 | -5 |
| 43 | Chili | 6.35 | -4 | 88 | Égypte | 5.33 | 15 | 134 | Yémen | 3.51 | 1 |
| 44 | Bosnie-Herzégovine | 6.32 | 4 | 89 | Mexique | 5.24 | -11 | 135 | République démocratique du Congo | 3.40 | -3 |
| 45 | Pérou | 6.30 | -3 | 90 | Turquie | 5.23 | 24 | 136 | République centrafricaine | 3.07 | -6 |
| 46 | Chine | 6.26 | 22 | 91 | Côte d'Ivoire | 5.22 | 3 | 137 | Afghanistan | 2.82 | 0 |

3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen

Selon des enquêtes Eurobaromètre, une majorité de citoyens européens souhaiterait que l'Union européenne intervienne davantage dans tous les domaines liés à la paix et à la sécurité. L'Eurobaromètre le plus récent (printemps 2023)¹⁷ illustre l'attachement continu des citoyens aux valeurs démocratiques. Environ 71 % des Européens affirment que les actions de l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne. Les actions de l'UE dont les citoyens sont le plus satisfaits sont le soutien à l'Ukraine (69 %), les droits démocratiques et le respect de l'état de droit (64 %) et la politique étrangère (54 %). 77 % des citoyens de l'UE souhaiteraient une politique de sécurité et de défense commune parmi les États membres de l'UE.

Bien que la politique étrangère et de sécurité de l'Union demeure, dans une bien plus large mesure que d'autres domaines d'action, dans la sphère intergouvernementale, le traité de Lisbonne a contribué à une augmentation considérable de la participation des institutions supranationales de l'Union à ce domaine. Pour le Parlement européen, les dispositions les plus importantes à cet égard ont trait à la consultation, au contrôle, à la reddition de comptes et aux fonctions budgétaires. L'article 36 du traité sur l'Union européenne (traité UE) impose au Haut-représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission européenne (HR/VP) de consulter régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et choix de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ainsi que de l'informer de l'évolution de ces politiques, en veillant à ce que les vues du Parlement soient « dûment prises en considération ». C'est pourquoi le Parlement européen organise chaque année des débats sur l'état d'avancement de la PESC et de la PSDC, sur la base de rapports annuels concernant l'évolution de la mise en œuvre de ces politiques. Le Parlement se prononce également sur deux rapports d'initiative annuels (INI) relatifs à la mise en œuvre, respectivement, de la PESC et de la PSDC, pose des questions au HR/VP (y compris lors de l'heure des questions consacrée à cet effet pendant les séances plénières) et formule des recommandations à son intention et à celle du Conseil sur les sujets relevant de ce domaine. Le Parlement exerce son autorité sur les questions de sécurité et de défense en sa qualité d'autorité budgétaire. Surtout peut-être, il supervise les aspects civils de la PSDC qui sont financés par le budget de l'Union (article 41 du traité UE).

L'indice Normandie vise à aider le Parlement européen à assumer son rôle de contrôle de la politique étrangère. Il fournit aux députés du Parlement un indicateur des menaces pesant sur la paix dans le monde qui est cohérent avec la stratégie globale de l'Union et, comme cela a été montré, avec la boussole stratégique. Il sert par conséquent d'outil pour répondre à la demande accrue de responsabilisation des acteurs de la PESC et de la PSDC, ainsi que d'argument empirique sur la nécessité d'accorder aux régions et pays à risques toute l'attention requise. En cette période d'exigence toujours plus pressante de légitimité et de transparence des institutions européennes, la participation grandissante du Parlement européen à la PESC a contribué à accroître le contrôle démocratique dans ce domaine. Bien que le Parlement européen ne dispose officiellement que de prérogatives relativement limitées en ce qui concerne la PESC, il exerce une influence croissante en tant qu'« entrepreneur de normes » en matière de droits de l'homme et de démocratie, en relation avec le HR/VP et en tant qu'acteur diplomatique, grâce à ses délégations, son activité de médiation et sa diplomatie parlementaire. Il est important de signaler que, dans d'autres domaines d'élaboration des politiques en rapport croissant avec la paix, tels que la recherche (par exemple sur

¹⁷ [Enquête de printemps 2023: Démocratie en action — Un an avant les élections européennes](#), Eurobaromètre, Parlement européen, juin 2023.

les technologies de la défense ou de l'énergie) et le climat, le Parlement européen est pleinement habilité à colégiférer.

Enfin, la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui a conclu ses travaux le 9 mai 2022, a offert une occasion unique de dialoguer avec les citoyens européens. Leurs recommandations en matière de politique étrangère ont démontré que les citoyens souhaitent que l'Union européenne s'affirme en tant qu'acteur géopolitique, en favorisant le dialogue politique, le multilatéralisme, les droits de l'homme et la coopération internationale, pour traiter des questions d'intérêt commun et renforcer la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen.¹⁸

¹⁸ [Conférence sur l'avenir de l'Europe. Rapport sur le résultat final](#), Union européenne, mai 2022.

4. La valeur ajoutée des études de cas

Afin d'illustrer l'utilité et le potentiel de l'indice Normandie, 61 études de cas sont présentées dans les pages qui suivent. Pour chaque étude de cas, le lecteur trouvera une analyse des facteurs traditionnels d'instabilité et de menaces pour la paix, une représentation graphique de la situation du pays par rapport à d'autres pays de la même région, ainsi que des points d'intérêt notables concernant la performance du pays dans l'indice. Une attention particulière est par ailleurs accordée aux nouvelles sources d'insécurité, ainsi qu'à une analyse de la contribution et du soutien qu'apporte l'Union européenne au renforcement de la résilience grâce à son action dans le pays en question.

Cette action peut revêtir différentes formes (coopération au développement, soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, coopération dans le cadre de la politique européenne de voisinage ou coopération régionale, aide de préadhésion, maintien de la paix, accords commerciaux et désormais fourniture d'équipements militaires également) et varie en fonction du pays, selon le degré et le type de coopération mis en place avec le pays concerné. Les études de cas ont été choisies pour représenter les principaux partenaires de l'Union européenne (partenaires stratégiques ou partenaires commerciaux), les pays dans lesquels l'Union mène des missions militaires ou civiles, les pays qui font partie du G20 et les pays présentant des vulnérabilités ou des résultats notables dans une ou plusieurs des variables de l'indice Normandie. De nouvelles études de cas ont été ajoutées, l'objectif étant d'augmenter leur nombre chaque année.

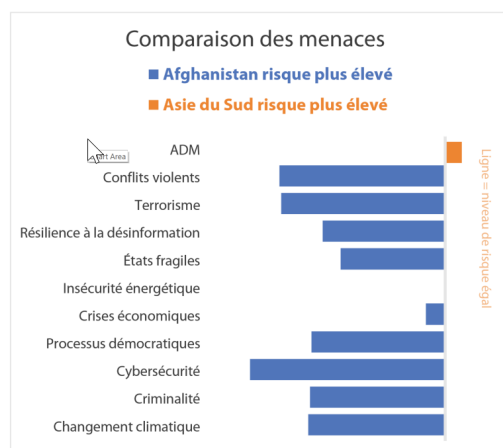
Toutes les études de cas sont disponibles sous forme interactive sur le site web de l'indice Normandie. Le site web offre aux utilisateurs la possibilité de produire des graphiques comparatifs pour chacune des 137 entités étudiées.

Afghanistan

L'Afghanistan occupe la 137^e et dernière place de l'indice Normandie. À la suite de la prise du pouvoir par les talibans, en août 2021, et du retrait consécutif des troupes américaines et de l'OTAN, le pays souffre d'une grande instabilité et subit un effondrement de son économie. La crise est aggravée par les effets du changement climatique et le pays est menacé d'une famine généralisée.

Contexte et principaux enjeux

La guerre froide a vu une invasion prolongée et infructueuse de l'Afghanistan par les forces soviétiques, qui s'est terminée par le retrait des troupes soviétiques en 1989 après 10 ans de guerre. Néanmoins, le conflit entre le gouvernement afghan, soutenu par l'Union soviétique, et les moudjahidines s'est poursuivi, conduisant à la [montée des talibans](#) qui ont pris le pouvoir en 1995, sur la promesse d'apporter la paix. Les événements du 11 septembre 2001 et la réaction des talibans à cette attaque ont relancé un conflit très violent, avec l'invasion du pays par les forces américaines pour tenter de chasser les talibans. Pendant 20 ans, des gouvernements appuyés par les États-Unis ont été au pouvoir dans le pays. Mais après une nouvelle prise de contrôle de la capitale, Kaboul, par les talibans en août 2021, les forces américaines et alliées de l'OTAN ont quitté l'Afghanistan. Aucun pays n'a reconnu le gouvernement taliban et d'importants fonds du gouvernement afghan à l'étranger restent gelés. L'économie afghane est en chute libre et la situation politique a entraîné une crise humanitaire considérée comme l'une des plus graves dans le monde, avec, selon les estimations, 28,3 millions de personnes [nécessitant](#) une aide humanitaire en 2023. Quelque 4 Afghans sur 10 sont confrontés à une faim aiguë.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afghanistan souffre de plus en plus des conséquences du changement climatique et des risques naturels, qui exacerbent les tensions existantes. Il s'agit du huitième pays le plus vulnérable au changement climatique selon l'[indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2021](#). Depuis 2018, le pays a été confronté à plusieurs catastrophes liées au climat, telles qu'une [sécheresse extrême](#) et des [crues éclair](#): deux facteurs importants de déplacement de population et d'insécurité alimentaire. Les événements météorologiques extrêmes et les conflits ont entraîné le [déplacement interne](#) de plus de 5,8 millions de personnes depuis 2012. En 2020, selon les données du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), [80 %](#) du conflit afghan portait sur la terre, l'eau et les ressources. En 2023, l'Afghanistan est resté le pays le plus touché par le [terrorisme](#) pour la quatrième année consécutive, malgré une baisse des attentats et des morts de respectivement 75 % et 58 %.

Intervention de l'Union européenne

Pendant des décennies, l'Union européenne [a soutenu](#) l'Afghanistan en lui octroyant une aide au développement et une aide humanitaire. Depuis le retour du régime des talibans à la mi-août 2021, elle a modifié les conditions de son engagement. Tout en excluant de reconnaître le nouveau gouvernement taliban, l'Union a [établi](#) une présence minimale sur le terrain à Kaboul en janvier 2022. Cela étant, l'UE a suspendu son aide régulière au développement mais continue de fournir une aide humanitaire, des moyens de subsistance et un soutien aux besoins fondamentaux, en coordination avec les partenaires internationaux, en particulier les Nations unies et leurs agences. En ce qui concerne l'[engagement](#) opérationnel de l'Union, celui-ci dépend du comportement du nouveau gouvernement afghan - mesuré selon cinq critères, dont l'engagement du gouvernement afghan à ce que l'Afghanistan ne serve pas de base à l'exportation du terrorisme vers d'autres pays; et le respect des droits de l'homme, en particulier des [droits des femmes](#), de l'état de droit et de la liberté des médias.

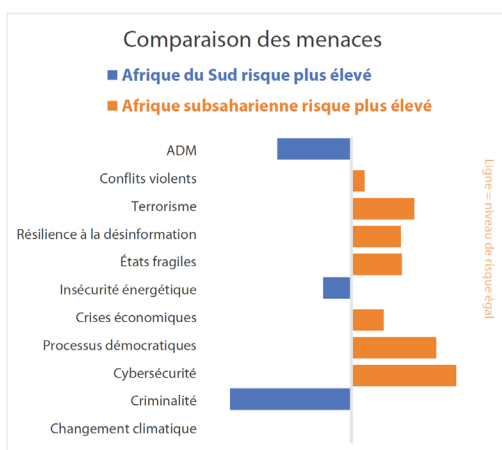
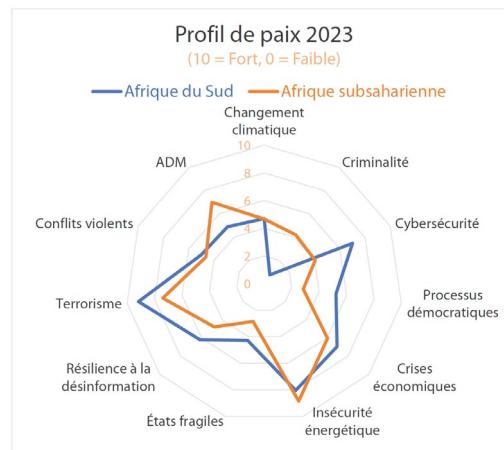
Afrique du Sud

L'Afrique du Sud occupe la 73^e place de l'indice Normandie, au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais a perdu 11 places depuis 2022. Bien que ce pays soit considéré comme à faible risque, et malgré la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud reste en proie à de très importantes inégalités, à un taux de criminalité élevé et à une forte vulnérabilité face au changement climatique.

Contexte et principaux enjeux

L'Afrique du Sud figure régulièrement parmi les pays les plus inégalitaires au monde en matière de revenus. Environ 25 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des processus démocratiques solides et son statut de deuxième économie africaine, ce pays reste donc à la 78^e place dans l'[indice des États fragiles 2023](#) (79^e en 2022). La fragilité du pays est aussi aggravée par la forte prévalence de crimes violents. Le taux d'homicides est en hausse: des [projections](#) montrent qu'il pourrait dépasser 44 homicides par 100 000 habitants en 2022/2023, ce qui ferait de l'Afrique du Sud [l'un des pays](#) les plus touchés par ce phénomène parmi les États qui ne sont pas en guerre et disposent de statistiques fiables.

Le pays a été classé à la 79^e place de [l'indice mondial du terrorisme](#) 2023, ne présentant aucun risque particulier. En 1991, l'Afrique du Sud a été le premier pays à mettre volontairement fin à son programme d'armement nucléaire. Si la [sécurité énergétique](#) y est généralement bien meilleure que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, le pays fait pourtant face à une crise énergétique, notamment à des délestages électriques, du fait d'une mauvaise gestion de l'entreprise d'État, Eskom, et d'une capacité de production vieillissante.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afrique du Sud est très résiliente face à la désinformation, notamment parce que son système politique est pluraliste. Elle occupe la 35^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2022](#), et obtient un relativement bon score par rapport à l'Afrique subsaharienne en matière de cybersécurité. Les changements climatiques représentent un enjeu particulier pour l'Afrique du Sud, car les canicules, les sécheresses, les inondations et les feux de brousse menacent les zones agricoles et urbaines du pays. L'Afrique du Sud a été classée à la 95^e place de [l'indice de vulnérabilité climatique 2022](#). En 2021, l'Afrique du Sud [s'est engagée](#) à atteindre la neutralité en matière d'émissions de carbone d'ici à 2050. En juin 2023, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a mené une [délégation](#) de six chefs d'État africains à Kiev et à Moscou, qui devaient servir de médiateurs pour trouver une solution diplomatique négociée à la guerre en Ukraine. Cette mission n'a pas [abouti](#).

Rôle de l'Union européenne

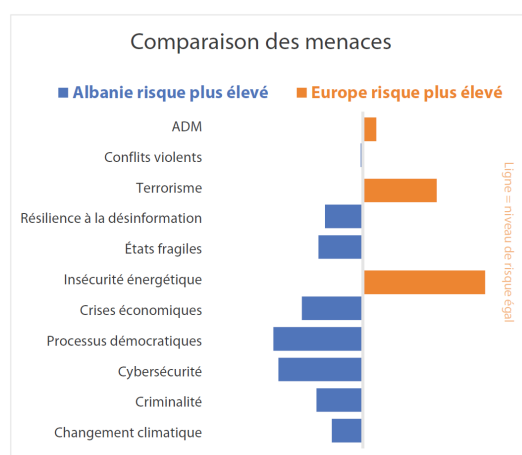
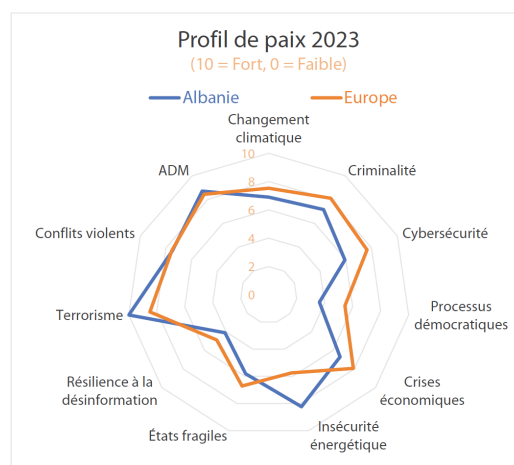
L'Union européenne [place](#) l'Afrique du Sud parmi ses dix partenaires stratégiques au niveau mondial. Leurs étroites relations sont fondées sur l'[accord sur le commerce, le développement et la coopération](#) (2000) ainsi que sur l'[accord de partenariat économique UE-CDAA](#) (provisoirement en vigueur depuis 2016). En 2021, et pour les sept prochaines années, l'Union européenne et l'Afrique du Sud ont convenu des [objectifs communs](#) suivants pour leur coopération au développement: une croissance durable, résiliente, transformatrice et inclusive; la réduction des inégalités; ainsi que les partenariats. Le troisième objectif comporte les dimensions paix/sécurité de la promotion de l'état de droit, des partenariats et des alliances en vue d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, les négociations de paix et la criminalité internationale.

Albanie

L'Albanie occupe la 24^e place de l'indice Normandie. Depuis la fin des guerres des Balkans, au début des années 1990, le pays a réalisé des progrès significatifs en matière de réformes politiques et économiques, à tel point qu'il a rejoint l'OTAN en avril 2009 et ouvert des pourparlers avec l'Union européenne en vue de son adhésion en mars 2020. L'Albanie est un exemple manifeste de tolérance et de diversité religieuses. Malgré cela, le pays est toujours confronté à d'importants obstacles économiques et démocratiques, ainsi qu'à des défis liés aux processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

Engluée dans les guerres des Balkans de 1990 à 1993, l'Albanie a continué à souffrir de [troubles civils internes](#) qui ont éclaté en 1997 lors de la «crise pyramidale», parallèlement à la participation militaire au conflit du Kosovo contre la Serbie. L'Albanie est également une plaque tournante du crime organisé, avec l'un des taux de traite des êtres humains les plus élevés d'Europe. La nature clandestine de la traite des êtres humains signifie toutefois que l'Albanie manque de [données](#) fiables sur le phénomène. Néanmoins, l'Albanie a été classée par Eurostat parmi les dix pays comptant le plus de victimes de la traite des êtres humains pendant plusieurs années consécutives. En 2019, la valeur du seul trafic de marijuana a été [estimée](#) à environ la moitié du PIB de l'Albanie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le [recul démocratique](#) est évident depuis que les élections de 2017 ont été jugées frauduleuses, ce qui a conduit à une flambée de protestations antigouvernementales tout au long de 2018 et de 2019. Des élections locales ont eu lieu le 14 mai 2023. Une nouvelle stratégie de décentralisation au-delà de 2022 doit encore être adoptée et une consultation en amont au niveau local sera essentielle. En novembre 2022, [Reporters sans frontières](#) a noté que la liberté des médias dans le pays continuait de se détériorer, mais s'est félicité des initiatives prises récemment par le gouvernement pour y remédier. En 2022, l'Albanie a connu une [cyberattaque majeure](#) attribuée à l'Iran; elle prévoit d'achever la création d'une unité militaire de cyberdéfense en 2023.

Intervention de l'Union européenne

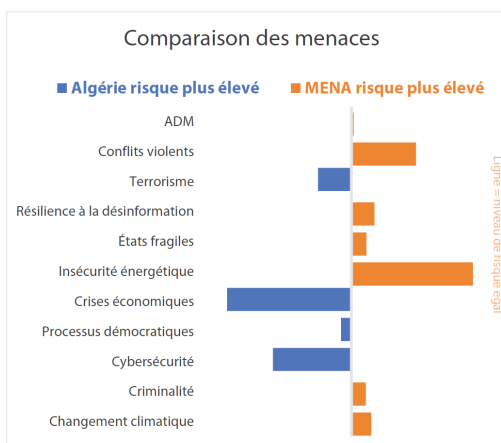
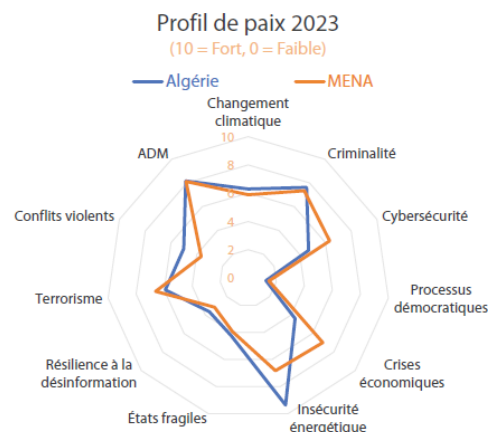
L'Albanie a été désignée comme un [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union européenne dès le sommet UE-Balkans occidentaux de Thessalonique en 2003 et elle est devenue un pays candidat en juin 2014. En mars 2020, un accord politique a été conclu pour [ouvrir des négociations d'adhésion](#), après que le pays eut accompli des progrès vers le respect des critères politiques et des cinq priorités essentielles qui doivent être remplies pour devenir un État membre de l'Union. Les négociations [ont débuté](#) le 19 juillet 2022. L'Albanie participe aux sommets UE-Balkans occidentaux, le dernier en date ayant eu lieu en juin 2022. L'Union européenne est le principal fournisseur d'[aide financière](#) au pays. En octobre 2020, la Commission a approuvé le [plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux](#) (9 milliards EUR). En sa qualité de membre non permanent depuis janvier 2022, l'Albanie a participé activement aux travaux du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris en tant que corédactrice de résolutions condamnant l'agression russe contre l'Ukraine, s'alignant ainsi sur la position de l'UE lors du co-parrainage et du vote des résolutions des Nations unies sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie et son incidence humanitaire, ainsi que lors du vote sur la suspension de la Russie au sein du Conseil des droits de l'homme.

Algérie

L'Algérie occupe la 83^e place de l'indice Normandie, avec un score inférieur à la moyenne des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en matière de crises économiques, de terrorisme et de criminalité. La vie politique en Algérie est depuis longtemps dominée par une élite fermée basée dans l'armée et le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN). Bien qu'il existe plusieurs partis d'opposition au Parlement, les élections sont faussées par la fraude et les processus électoraux ne sont pas transparents. Parmi les autres sujets de préoccupation figurent la répression des manifestations de rue, les restrictions juridiques à la liberté des médias et la corruption généralisée.

Contexte et principaux enjeux

L'Algérie a souffert d'une instabilité politique interne et de la détérioration de ses relations bilatérales avec plusieurs pays, notamment le Maroc. Les élections présidentielles de 2019 ont été marquées par des fraudes; Wassini Bouazza, ancien directeur de la sécurité intérieure, a été [condamné](#) à 16 ans d'emprisonnement pour fraude. En novembre 2020, la présidence algérienne a [annoncé](#) que le référendum constitutionnel de 2020 avait été une réussite, avec un taux d'approbation de 66,8%. Bien que la réforme constitutionnelle ait été l'une des principales revendications du [mouvement contestataire](#) «Hirak», l'absence apparente de consultation des représentants des manifestants, dont beaucoup sont toujours détenus, risque de renforcer la perception, parmi ces derniers, d'un gouvernement réticent et incapable de répondre à leurs demandes. En 2023, l'Algérie a [renforcé](#) ses relations avec la Fédération de Russie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le 30 octobre 2021, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a [ordonné](#) la cessation des relations commerciales entre la Sonatrach algérienne et l'Office marocain de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) et a annoncé son intention de mettre fin à l'accord sur le gazoduc Europe-Maghreb avec le Maroc. En avril 2022, l'Algérie a officiellement menacé de [rompre](#) son accord d'exportation de gaz avec l'Espagne, en représailles à l'approbation par le Premier ministre Pedro Sanchez du plan du Maroc pour l'autonomie du Sahara occidental. Depuis lors, l'Algérie a réduit ses livraisons de gaz à l'Espagne. Amnesty International a [mis en évidence](#) des violations du droit à un procès équitable (y compris dans des affaires de condamnation à mort) et des allégations de torture signalées par des militants. L'extradition de [Mohamed Benhalima](#), dissident et lanceur d'alerte qui a fui le

pays en 2019 après avoir participé aux manifestations du Hirak et a ensuite été visé par des accusations de terrorisme douteuses et condamné à 12 ans de prison en août 2022, a reçu une attention médiatique importante dans ce contexte.

Intervention de l'Union européenne

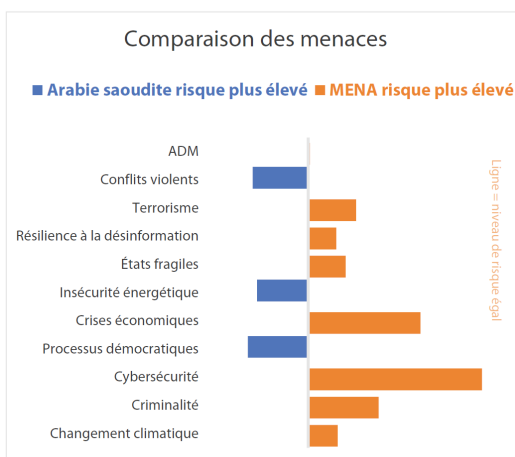
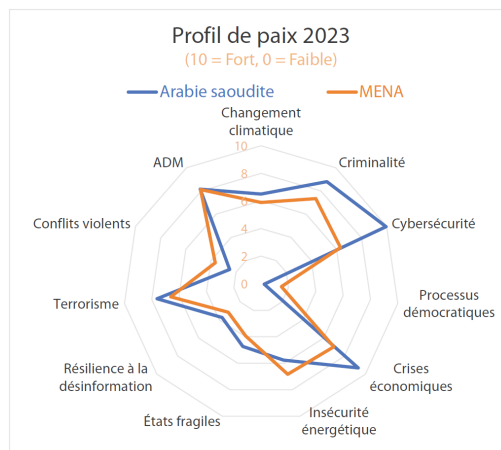
L'[accord d'association](#) (AA) UE-Algérie, signé en 2002, est entré en vigueur en 2005. Le 13 mars 2017, l'Union européenne et l'Algérie ont [adopté](#) de nouvelles priorités de partenariat dans le cadre de la politique européenne renouvelée de voisinage. Parallèlement à l'évaluation conjointe de la mise en application de l'accord d'association, les priorités de partenariat ont recensé des domaines communs de coopération et orienté le dialogue entre l'Union européenne et ses États membres et l'Algérie jusqu'en 2020. L'Union et l'Algérie poursuivent un dialogue à haut niveau sur les secteurs de l'énergie et de la sécurité, ainsi qu'un dialogue informel sur les migrations. Le 9 février 2021, une stratégie révisée pour le voisinage méridional a été [adoptée](#). Elle est accompagnée d'un [plan économique et d'investissement pour les voisins méridionaux](#), qui soutient l'Algérie dans le domaine du climat et de l'efficacité énergétique. Dans le cadre de son [instrument contribuant à la stabilité et à la paix \(IcSP\)](#) en Algérie, l'Union a financé trois projets, y compris en matière de lutte contre le terrorisme. L'UE reçoit près des deux tiers des exportations de l'Algérie, ce qui en fait le principal partenaire commercial de ce pays.

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite occupe la 55^e place de l'indice Normandie et a ainsi grimpé de 18 places en un an. En avril 2023, tirant parti de l'amélioration des relations avec l'Iran, l'Arabie saoudite a persuadé le gouvernement de coalition yéménite de convenir d'un cessez-le-feu de huit mois avec les rebelles houthistes, parallèlement aux pourparlers de paix menés sous l'égide des Nations unies au sujet de l'avenir du pays.

Contexte et principaux enjeux

L'Arabie saoudite est engagée dans une [guerre par procuration de plusieurs décennies avec l'Iran](#) depuis la révolution iranienne de 1979. Les relations ont été rompues en 2016, après que des manifestants ont envahi l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran à la suite de l'exécution d'un religieux chiite saoudien dissident. La réconciliation, sous l'impulsion du prince héritier saoudien de 37 ans Mohammed Ben Salman et de l'ayatollah Ali Khamenei, dirigeant suprême iranien de 83 ans, a été officiellement [annoncée](#) en Chine le 10 mars 2023, lorsque les deux parties ont présenté un plan sur deux mois visant à normaliser leurs relations diplomatiques et économiques. En juin 2023, l'ambassade iranienne à Riyad a [rouvert](#) pour la première fois depuis 2016. Des fonctionnaires saoudiens se sont également rendus en Iran pour discuter des procédures de réouverture de l'ambassade saoudienne à Téhéran. Le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite a eu des retombées positives sur les conflits au Yémen, au Liban et en Syrie, mais constitue un problème potentiel pour Israël. Israël craint que l'accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran n'[entrave](#) ses efforts visant à former une coalition régionale anti-Iran, l'un des principaux moteurs des [accords d'Abraham](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Prince héritier depuis 2017, Mohammed Ben Salman a lancé plusieurs réformes économiques et sociales, dont le vaste plan [«Vision 2030»](#) géré par le [Conseil des affaires économiques et du développement](#). L'espoir était réel chez de nombreuses personnes que les réformes déboucheraient également sur une plus grande liberté démocratique. Toutefois, cela ne s'est [pas concrétisé](#) jusqu'à présent. Le Royaume, dont la [situation des droits de l'homme](#) est défavorable, a fait l'objet d'un examen minutieux, à plusieurs reprises, quant à la manière dont il traite les dissidents, les militants des droits de l'homme, y compris les militants des droits des femmes, et les religieux indépendants. Le pays n'autorise aucun média indépendant et se classe au 170^e rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#).

Intervention de l'Union européenne

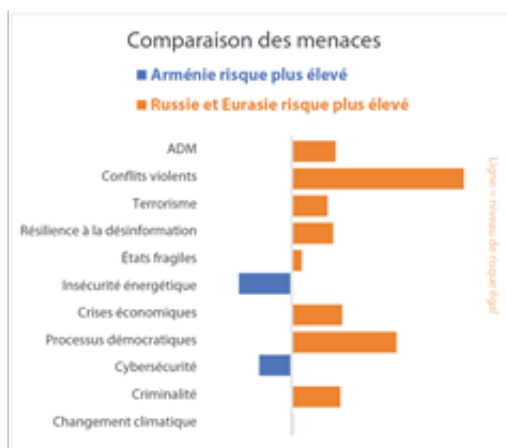
En 1988, l'Union a conclu un [accord de coopération](#) avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU). Un dialogue régulier entre l'Union et le CCG vise à renforcer la stabilité des pays de la région stratégiquement importante du Golfe, à élargir la coopération économique et technique ainsi qu'à renforcer la coopération existante dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des services, de l'agriculture, de la pêche, des investissements, de la science, de la technologie ainsi que de l'environnement. En 2021, l'Union et l'Arabie saoudite [ont signé un accord de coopération](#). Par ailleurs, en mai 2022, l'Union a adopté un ensemble de plans prévoyant la création d'un [partenariat stratégique](#) avec les pays du CCG, qui vise à renforcer les relations dans six domaines essentiels, dont la transition écologique et la sécurité énergétique durable, ainsi que la stabilité régionale et la sécurité mondiale. L'Union, et le [Parlement européen](#) en particulier, ont critiqué le bilan de l'Arabie saoudite en matière de [droits de l'homme](#) et ont condamné le rôle joué par l'[Arabie saoudite au Yémen](#) et exprimé de vives préoccupations à ce sujet.

Arménie

L'Arménie occupe la 27^e place de l'indice Normandie. Le conflit entre le pays et son voisin azerbaïdjanais au sujet de la région du Haut-Karabakh se poursuit. L'Arménie reste fragile en matière de sécurité énergétique et de cybersécurité et elle est confrontée à un certain nombre de menaces hybrides, bien que des progrès aient été accomplis récemment dans les négociations de paix menées sous la médiation de l'Union et des États-Unis.

Contexte et principaux enjeux

Depuis la fin de la guerre froide, l'Arménie est en [conflit](#) avec l'Azerbaïdjan à propos de la région du Haut-Karabakh, ce qui constitue [le plus long](#) conflit de toute la zone post-soviétique. Deux épisodes sanglants, en 1992 et en 2020, ont alterné avec des périodes de [conflit gelé](#) pendant trois décennies, dans le contexte de l'incapacité de la communauté internationale à parvenir à un règlement politique. Un [cessez-le-feu](#) négocié par la Russie a mis fin à la guerre de 2020 après 44 jours et plus de 6 000 victimes. L'[accord](#) du 9 novembre 2020 a imposé à l'Arménie de rendre à l'Azerbaïdjan sept districts précédemment placés sous le contrôle de l'Arménie et prévu que les troupes de maintien de la paix de la Fédération de Russie resteraient dans la zone de conflit du Haut-Karabakh jusqu'en 2025 (avec possibilité de prorogation pour des périodes ultérieures de cinq ans). Des affrontements violents en septembre 2022, y compris une incursion de l'Azerbaïdjan sur le territoire arménien, témoignent de la fragilité de l'accord de novembre 2020. Le [blocus](#), depuis décembre 2022, du corridor de Lachin (seul itinéraire reliant l'Arménie au Haut-Karabakh) par des militants pro-azerbaïdjanais, suivi de la mise en place par l'Azerbaïdjan d'un [point de contrôle](#) dans le corridor en avril 2023, crée une pression supplémentaire. Bien que les négociations de paix aient repris sous la direction de l'Union et des États-Unis, les tensions persistent.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a soulevé de nouveaux défis en matière de sécurité pour l'Arménie, allié traditionnel de la Russie. Le rôle de la Russie en tant que garant de la sécurité est remis en question, l'Arménie [menaçant](#) de quitter l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). La guerre de 2020 avait déjà mis en évidence le rôle croissant des menaces hybrides dans les conflits, notamment dans l'[espace](#) de l'information. L'Arménie a fait l'objet de campagnes de [désinformation](#) importantes et le conflit se déroule de plus en plus dans le [cyberespace](#). Une enquête récente a mis en évidence l'utilisation massive du [logiciel espion Pegasus](#) en Arménie et en Azerbaïdjan. L'Arménie est également dans le bas du classement en matière de sécurité énergétique, ce qui reflète sa [dépendance](#) à l'égard de l'énergie russe, à laquelle la [stratégie](#)

[à long terme en matière de sécurité énergétique](#) s'efforce de remédier. Le pays obtient un score élevé (supérieur à la moyenne régionale) pour sa résilience économique et face à la menace terroriste. L'Arménie obtient également un score élevé en matière de processus démocratique, avec des [améliorations](#) en matière de gouvernance démocratique, de processus électoral et de cadre judiciaire.

Intervention de l'Union européenne

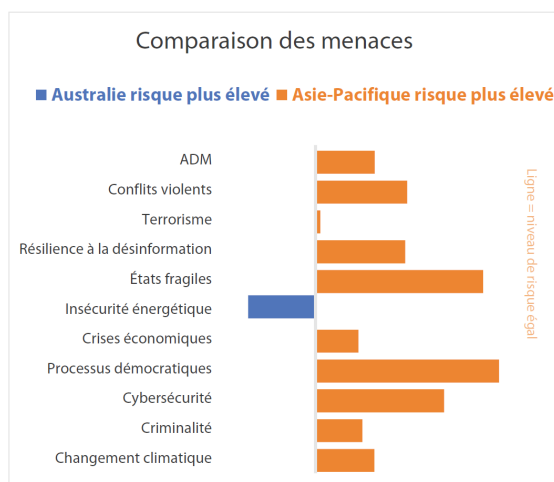
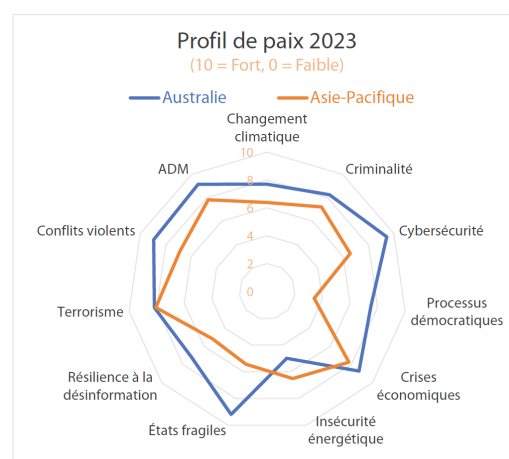
L'UE a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris l'Arménie, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union, et elle a considérablement renforcé sa présence dans la région, vu l'affaiblissement de la Russie dans son rôle de garant de la sécurité. Une nouvelle mission civile à part entière a été déployée en Arménie (EUMA Armenia) en février 2023. Sous la médiation de l'UE, les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sont convenus, le 14 mai 2023, d'un plan de négociation à plus long terme en vue d'un accord de paix global. Les relations entre l'Arménie et l'Union européenne sont fondées sur l'accord de partenariat global et renforcé (CEPA) qui est entré en vigueur en 2021.

Australie

L'Australie occupe la 4^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays est particulièrement performant en matière de processus démocratiques, de résilience étatique et de gestion des crises économiques, grâce à son système démocratique solide. Toutefois, les événements géopolitiques récents ont accru son insécurité énergétique.

Contexte et principaux enjeux

La tradition démocratique de l'Australie est solidement ancrée dans un système parlementaire et renforcée par un haut niveau d'éducation et un PIB par habitant élevé. L'[indice de développement humain](#) 2021 la classait au 5^e rang des 191 pays mesurés. Selon l'[indice de démocratie](#) 2022 de l'Economist Intelligence Unit, l'Australie se classe globalement au 15^e rang, après l'Allemagne et avant le Japon. Par ailleurs, l'Australie est le sixième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une intervention extérieure minimale. L'Australie obtient de bons résultats pour la majorité des indicateurs de conflits traditionnels. Toutefois, la [tendance](#) des années précédentes à la hausse des [températures et des précipitations](#) s'est maintenue, ce qui témoigne de la menace croissante que représente le changement climatique.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En raison de ses institutions démocratiques résilientes, de son niveau de vie élevé et de ses services publics de qualité, ainsi que de son relatif éloignement par rapport aux régions les plus densément peuplées du monde, l'Australie a longtemps été quelque peu préservée des menaces traditionnelles de sécurité et des menaces hybrides. Les changements climatiques [aggravent](#) toutefois la pression exercée sur les ressources et les risques d'incendie dans un climat déjà aride. En outre, ces dernières années, les relations avec son principal partenaire commercial, la Chine, sont devenues plus complexes, et la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et la Chine pourrait avoir des répercussions dans le Pacifique Sud, rendant l'environnement stratégique immédiat de l'Australie moins clément.

Intervention de l'Union européenne

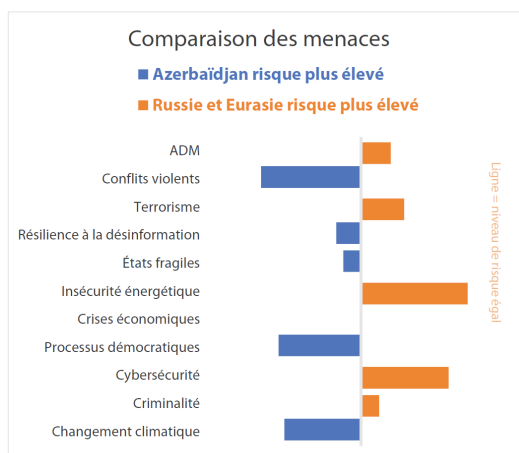
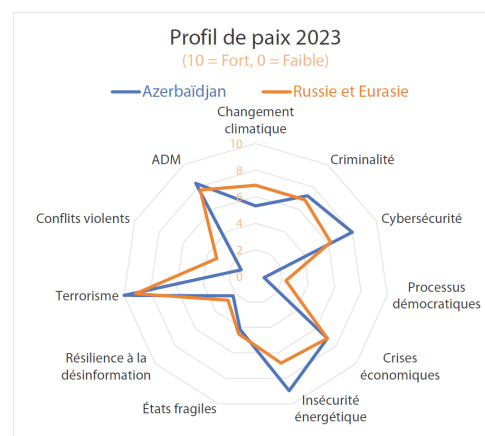
Les relations politiques bilatérales entre l'Union et l'Australie sont fondées sur l'accord-cadre conclu entre les deux parties en 2017 (actuellement d'application provisoire). Cet accord s'appuie sur la coopération scientifique, technique, commerciale, aérienne et douanière existante pour permettre l'expansion des relations. En 2018, l'Union européenne a engagé avec l'Australie des négociations portant sur un [accord de libre-échange](#) bilatéral, dont le dernier cycle s'est tenu en juin 2023. L'Union est le troisième [partenaire commercial](#) de l'Australie, après la Chine et le Japon et constitue le troisième investisseur du pays. Un [accord de reconnaissance mutuelle](#) a été conclu entre l'Union européenne et l'Australie en vue de faciliter le commerce des produits industriels par la diminution des obstacles techniques. L'accord instaure une reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité, réduisant ainsi le coût des contrôles et de la certification des exportations et des importations. L'Australie a [contribué](#) à la mission visant au renforcement des capacités maritimes de l'Union (EUCAP NESTOR - aujourd'hui EUCAP Somalia), une mission de renforcement des capacités maritimes dirigée par l'Union européenne dans la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien occidental, ainsi qu'à la mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq). L'Australie est désignée comme un partenaire régional de la [stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique](#). Une coopération a également lieu entre les parlements européen et australien.

Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan occupe la 70^e place de l'indice Normandie. Pays dont les processus démocratiques sont faibles, il reste en proie à un conflit avec son voisin arménien au sujet de la région du Haut-Karabakh et il est confronté à un certain nombre d'attaques hybrides, bien que des progrès aient été accomplis récemment dans les négociations de paix sous la médiation de l'Union et des États-Unis.

Contexte et principaux enjeux

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, l'[Azerbaïdjan](#) est en [conflit](#) avec son voisin, l'Arménie, à propos de la région du Haut-Karabakh. En septembre 2020, une guerre à part entière a éclaté une nouvelle fois pour une durée de 44 jours. À la suite d'un nouveau [cessez-le-feu](#) négocié par la Russie, l'Azerbaïdjan est sorti clairement vainqueur et a repris le contrôle de plusieurs districts qui étaient sous contrôle arménien depuis 26 ans. L'Azerbaïdjan détient désormais une partie du Haut-Karabakh, tandis que les forces de maintien de la paix russes patrouillent dans le reste de la région. Le cessez-le-feu est très [fragile](#) et une série d'embrassements continue de le mettre à rude épreuve. En mars 2022, l'Azerbaïdjan s'est [emparé](#) d'un village peuplé d'Arméniens. Cette longue histoire de conflits explique le classement qu'occupe le pays dans l'indice de risque de conflits violents (92^e). Toutefois, l'Union européenne étant intervenue pour remplacer la Russie en tant que médiateur, les parties disposent désormais, pour la [première](#) fois depuis des années, d'une certaine latitude dans les négociations de paix.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En septembre 2020, le retour à une guerre à part entière a accentué l'utilisation croissante des tactiques de guerre hybride dans le conflit. L'Azerbaïdjan a été victime de [campagnes de désinformation](#), principalement sur Twitter qui est utilisé comme un outil de [guerre](#) de l'information. Le conflit donne également lieu à de plus en plus de cyberattaques. Ainsi, en septembre 2020, des pirates ont mis [hors service](#) une pléthore de sites gouvernementaux azerbaidjanais et ont également [piraté](#) des responsables gouvernementaux du pays. Une enquête récente a mis en évidence l'utilisation massive du [logiciel espion Pegasus](#) en Arménie et en Azerbaïdjan. La situation des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Azerbaïdjan reste préoccupante, comme l'[indique](#) le rapport annuel de l'Union

européenne sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde. Par conséquent, le pays obtient un score très faible de 0,81, en matière de processus démocratiques (122^e place à l'échelle mondiale). Toutefois, en raison de ses importantes [sources](#) d'énergie, l'Azerbaïdjan obtient un score élevé en matière de sécurité énergétique. Le pays obtient également un score élevé pour la résilience face au terrorisme, occupant le 93^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2022.

Intervention de l'Union européenne

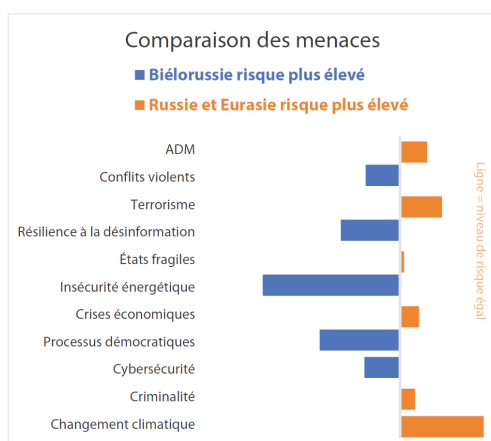
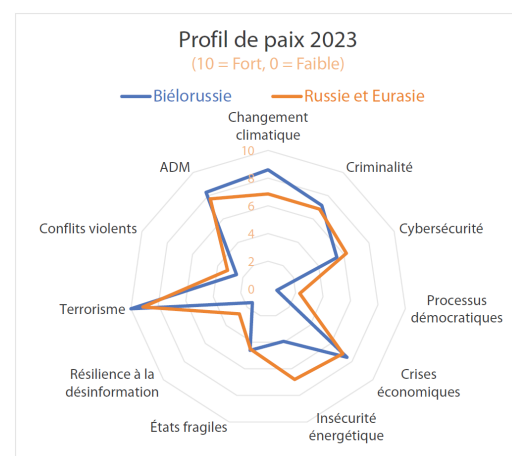
L'UE a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris l'Azerbaïdjan, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union, et elle a considérablement renforcé sa présence dans la région, vu l'affaiblissement de la Russie dans son rôle de garant de la sécurité. Une nouvelle mission civile à part entière a été déployée en Arménie ([EUMA](#) Armenia) en février 2023. Sous la médiation de l'UE, les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sont convenus, le 14 mai 2023, d'un plan de négociation à plus long terme en vue d'un accord de paix global. Les relations entre l'UE et l'Azerbaïdjan reposent sur l'accord de partenariat et de coopération UE-Azerbaïdjan, en vigueur depuis 1999, et les [négociations](#) relatives à un nouvel accord global ont été lancées en 2017. Le 18 juillet 2022, la Commission européenne [a signé](#) avec le pays un protocole d'accord visant à doubler les importations de gaz naturel azéri pour atteindre au moins 20 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2027.

Biélorussie

La Biélorussie occupe la 84^e place de l'indice Normandie. Les facteurs déterminants pour son profil de menaces à la paix sont notamment le rôle du pays dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, après la répression brutale des citoyens biélorusses contestataires de la fraude électorale, ainsi que la dépendance du régime à l'égard du soutien de la Russie.

Contexte et principaux enjeux

La Biélorussie a acquis son indépendance en 1991, lors de la signature du traité de dissolution de l'Union soviétique. En 1994, Alexandre Loukachenko a été élu président pour un premier mandat. Puis, après de nombreuses années de piètres résultats en matière de droits de l'homme, les [élections présidentielles](#) truquées d'août 2020 ont été suivies d'une [répression](#) violente à l'encontre des manifestants, au prix de vies humaines. La poursuite et l'intensification de la répression à l'encontre de la société civile et des [médias](#) indépendants biélorusses, ainsi que le [soutien](#) du régime de Loukachenko à la guerre menée par la Russie en Ukraine, ont entraîné un risque élevé de conflits violents et un score extrêmement bas quant aux processus démocratiques du pays. Les médias d'État reprenant la propagande gouvernementale, souvent alignée sur la Russie, le pays se classe également assez bas dans la catégorie relative à la résilience face à la désinformation. La situation géographique enclavée de la Biélorussie, dans la partie nord de l'Europe, lui permet d'obtenir un score élevé en matière de résilience aux changements climatiques.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le rôle de la Biélorussie dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine consiste notamment à autoriser le tir de missiles balistiques depuis son territoire ainsi que le transport de troupes et d'équipements militaires russes, lesquels ont permis à l'origine à la Russie d'attaquer Kiev par le nord. Le [référendum](#) constitutionnel du 27 février 2022 a permis, entre autres [changements](#), la [suppression](#) d'un [paragraphe](#) disposant que la République de Biélorussie vise à faire de son territoire une zone dénucléarisée et garantissant la neutralité de l'État. En mars 2023, la Russie a [annoncé](#) sa décision de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie. Si Vladimir [Poutine](#) et Alexandre Loukachenko ont déclaré que le transport d'ogives nucléaires avait commencé, cela n'a [pas](#) été confirmé par les services de renseignement occidentaux au moment de la rédaction du présent document. En outre, si la présence de combattants du groupe Wagner devait être confirmée, cela créerait

des défis supplémentaires en matière de sécurité pour le [régime](#) actuel. Une nouvelle déstabilisation en Russie pourrait entraîner une [évolution](#) rapide et potentiellement violente de la situation intérieure en Biélorussie.

Intervention de l'Union européenne

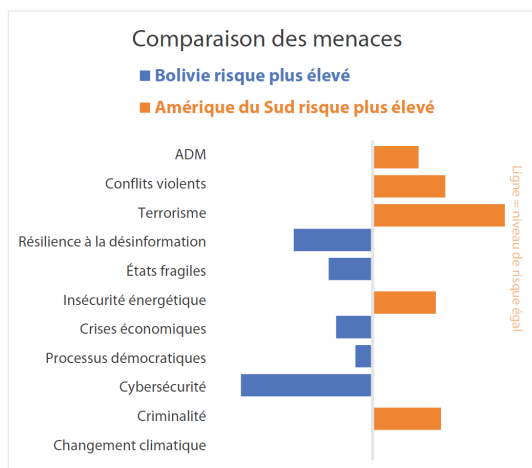
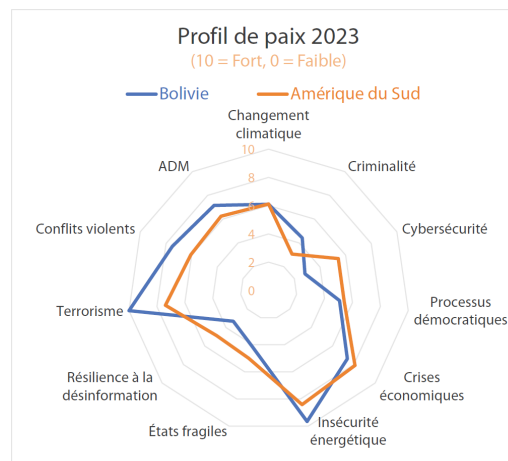
L'Union européenne [ne reconnaît pas](#) les résultats des élections d'août 2020. Par conséquent, l'Union a progressivement [sanctionné](#) la Biélorussie pour ses violations croissantes des droits de l'homme après les élections. L'Union européenne [a condamné](#) la participation du pays à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et lui a imposé de nouvelles sanctions [économiques](#), beaucoup plus sévères. L'Union [soutient](#) la société civile biélorusse et [a tracé les contours](#) d'un [train de mesures de soutien économique](#) d'un montant de 3 milliards d'euros, en faveur d'un futur régime démocratique biélorusse. Ce soutien sera disponible dans la foulée de la transition démocratique du pays. Sous réserve de cette dernière condition, les initiatives phares de l'ensemble de ces mesures sont également incluses dans le programme du [Partenariat oriental](#) au-delà de 2020 (la Biélorussie ayant suspendu sa participation au Partenariat oriental en juin 2021). Dans sa déclaration de février 2022, le HR/VP [a critiqué](#) la suppression dans la Constitution biélorusse de la référence au statut non nucléaire du pays, ce qui constitue un autre élément inquiétant. Le [Parlement européen](#) a demandé aux institutions de l'Union de soutenir les poursuites internationales à l'encontre du régime de Loukachenko pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité liés à la guerre de la Russie en Ukraine. Le Parlement européen [dénonce](#) la répression exercée par le régime à l'encontre du peuple biélorusse et [demande](#) à l'Union de permettre aux forces démocratiques et à la société civile biélorusses d'occuper les sièges vides précédemment occupés par des représentants des autorités biélorusses.

Bolivie

La Bolivie occupe la 51^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à l'instabilité et à la polarisation politique et sociale, en particulier depuis 2019, lorsque les résultats des élections présidentielles ont été annulés à la suite d'importants troubles sociaux. Les manifestations et protestations ont perduré longtemps après les nouvelles élections de 2020, qui ont abouti à la victoire du candidat du parti d'Evo Morales, Luis Arce. La drogue est un facteur d'instabilité majeur. La violence reste élevée, en particulier à l'encontre des personnes vulnérables, comme les communautés indigènes et les femmes.

Contexte et principaux enjeux

La Bolivie reste fortement divisée, tant sur le plan politique que sur celui des différences ethniques, entre sa population indigène, ses paysans et ceux qui sont considérés comme d'origine coloniale espagnole, y compris les riches propriétaires d'entreprises agricoles. Les droits sur les terres et sur les ressources naturelles demeurent des moteurs de conflit, liés à des enjeux en matière de pouvoir et d'identité. La marginalisation des [36 groupes d'habitants indigènes](#) de la Bolivie remonte à loin, les droits des indigènes n'ayant été officiellement reconnus qu'en [1994](#). En 2005, la situation s'est toutefois modifiée avec l'élection d'Evo Morales, le premier président élu indigène d'Amérique du Sud. Celui-ci a introduit des réformes de redistribution des terres et des droits, en redistribuant des terres au détriment des Boliviens non indigènes et des [agriculteurs commerciaux](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les élections présidentielles d'octobre 2019 ont été entachées d'accusations de fraude, lesquelles restent [contestées](#). De nouvelles élections se sont tenues calmement le 18 octobre 2020, pour aboutir à la victoire du candidat du parti de Morales, [Luis Arce](#). En mars 2021, le gouvernement a arrêté Jeanine Áñez, qui s'était proclamée présidente par intérim de la Bolivie en novembre 2019. Placée en détention provisoire jusqu'au 10 juin 2022, un tribunal bolivien l'a reconnue coupable d'avoir organisé un coup d'État contre Morales et l'a condamnée à [10 ans](#) d'emprisonnement. [Human Rights Watch](#) n'a pu établir aucune preuve de ces accusations. Tout comme une grande partie de cette région, la Bolivie est très vulnérable aux [cyberattaques](#) et doit faire face aux enjeux posés par la [désinformation](#). Le pays se classe à la 129^e place

dans l'[indice de vulnérabilité climatique](#) (mise à jour du 21 février 2023). Une opération massive de lutte contre la drogue a eu lieu en mai 2023, entraînant la destruction de laboratoires et d'usines de drogue, et portant atteinte à un trafic de drogue d'environ 2 millions de dollars US, dans le cadre de ce qui a été officiellement présenté comme la plus [grande opération](#) jamais menée dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue dans le pays.

Intervention de l'Union européenne

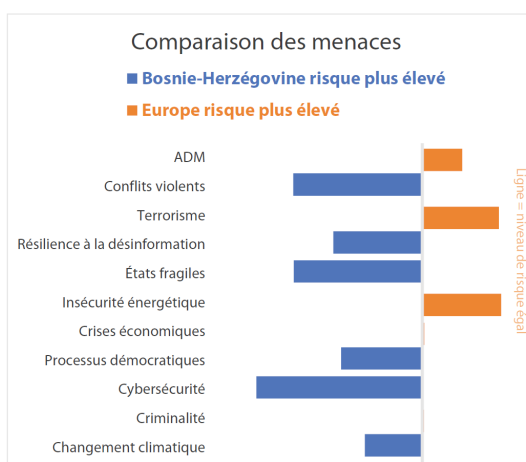
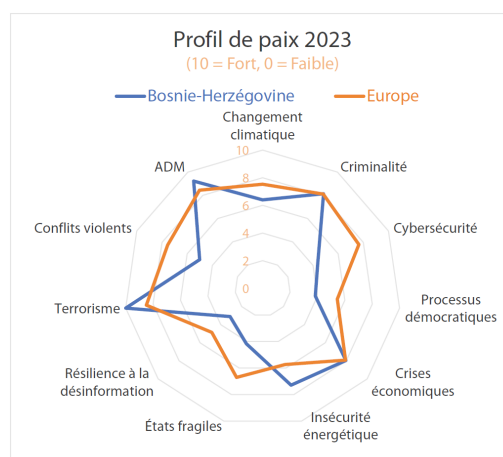
La Bolivie bénéficie de programmes de coopération régionale de l'Union européenne, axés sur l'[interdépendance entre sécurité et développement](#). Le pays est aussi bénéficiaire du système de préférences généralisées Plus (SPG+) de l'Union. L'[instrument de l'Union contribuant à la stabilité et à la paix](#) a financé quatre projets en cours en Bolivie. Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, le programme indicatif pluriannuel actuel (PIP) pour la Bolivie prévoit une allocation de 104 millions d'euros pour la période 2021-2024, répartis entre les domaines suivants: l'environnement, le changement climatique et le développement économique inclusif axé sur le travail pour les femmes et les jeunes (83 millions d'euros, 80%) ainsi que la gouvernance et les droits de l'homme (14 millions d'euros, 13,5%). Après l'interruption en 2018 des réunions bilatérales régulières, le [huitième dialogue](#) de haut niveau entre la Bolivie et l'Union européenne a repris à La Paz, le 31 mai 2022.

Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine occupe la 44^e place de l'indice Normandie, et demeure plus vulnérable que la moyenne européenne. Le pays se trouve en effet largement en dessous de la moyenne européenne dans les rubriques de processus démocratiques et d'États fragiles, mais affiche néanmoins de bons résultats en matière de sécurité énergétique.

Contexte et principaux enjeux

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine a connu des conflits armés qui ont déclenché le déploiement de plusieurs missions internationales de maintien de la paix. En 1995, l'accord de paix de Dayton a engendré un système de gouvernement décentralisé, divisant le pays en deux unités fédérales semi-indépendantes, la Republika Srpska (République serbe) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Ce système de gouvernance décentralisée est l'une des raisons pour lesquelles la Bosnie-Herzégovine est classée avant-dernière dans l'[indice des États fragiles](#) en Europe. La coopération efficace entre les entités constitutionnelles du pays est freinée par la méfiance entre groupes ethniques et partis politiques, ainsi que par une orientation différente de la politique étrangère. Le pays, qui [dépend fortement du charbon](#), soit 54 % de la production totale d'électricité, investit toutefois dans les énergies renouvelables et présente un potentiel majeur en matière d'énergie renouvelable hydraulique et non hydraulique.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Bosnie-Herzégovine est relativement vulnérable aux nouvelles menaces qui pèsent sur sa sécurité, en raison de ressources encore allouées à la reconstruction après le conflit et d'une structure étatique très décentralisée. En 2021, Milorad Dodik, membre serbe de la présidence tripartite de la Bosnie-Herzégovine et chef du parti de l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD), [a menacé](#) de retirer les Serbes de Bosnie des principales institutions du pays. Les 21 et 27 juin 2023, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a [adopté](#) la loi sur les amendements à la loi sur la publication des lois et autres textes réglementaires et la loi sur la non-application des décisions de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine. Christian Schmidt, haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine, a décidé de révoquer ces deux lois. Un

autre risque réside dans l'inachèvement des [réformes électorales et constitutionnelles](#). Le pays est également très vulnérable à la désinformation et occupe la 67^e place sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2022](#). [L'immigration clandestine](#) a mis les autorités locales et nationales à rude épreuve, en particulier dans les régions qui assument la plus grande partie de la prise en charge de la gestion des migrations.

Intervention de l'Union européenne

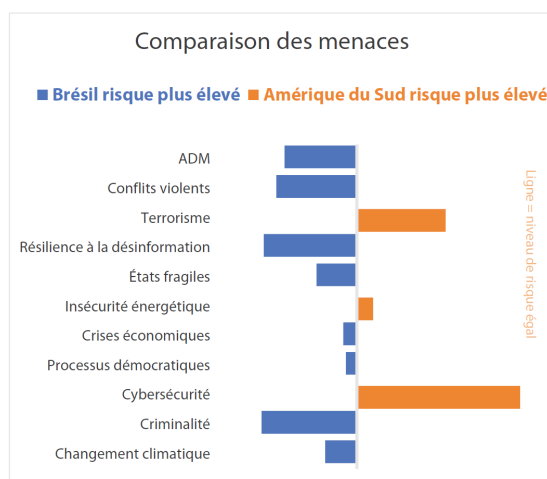
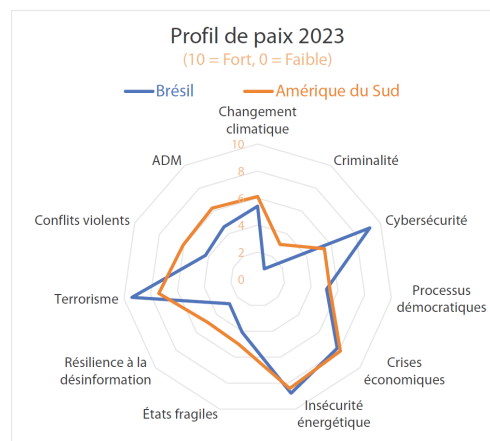
Les dirigeants de l'Union européenne ont décidé à l'unanimité d'accorder le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE à la Bosnie-Herzégovine le 15 décembre 2022. Depuis 2004, l'opération EUFOR [Althea](#) soutient le pays dans ses efforts visant à garantir la paix, à la suite de l'[accord de paix de Dayton](#). Dans son avis sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la Bosnie, la Commission européenne a recommandé de se diriger vers l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne. Parmi les autres priorités figure la nécessité d'assurer une coordination efficace des capacités de gestion des frontières et des migrations ainsi que de garantir le fonctionnement du système d'asile. L'Union européenne [vient en aide](#) au pays au moyen de programmes de jumelage et de renforcement des capacités. Elle soutient également sa transition écologique et climatique au moyen de l'[instrument de préadhésion](#). L'Union a engagé [plus de 80 millions d'euros](#) pour relever les défis liés à la pandémie dans le pays, notamment celui de la désinformation. Au cours de la période 2021-2023, l'Union européenne a [contribué](#) aux capacités militaires et médicales du pays, financées au titre de la facilité européenne pour la paix.

Brésil

Le Brésil figure à la 63^e position de l'indice Normandie, en légère détérioration par rapport aux années précédentes. Le pays obtient des résultats inférieurs à la moyenne sud-américaine en ce qui concerne les indicateurs de changement climatique, de criminalité, de conflits violents et de désinformation.

Contexte et principaux enjeux

La profonde récession économique qu'a connue le Brésil entre 2014 et 2017 a exacerbé des inégalités sociales profondément enracinées et s'est traduite par une forte augmentation des homicides: le pays a le 16^e [taux d'homicides](#) le plus élevé au monde, avec 27,38 décès pour 100 000 personnes. Les niveaux élevés d'homicides et de crimes violents sont également liés à la [criminalité organisée](#), la plupart des homicides survenant à proximité des principales routes de la drogue. Le Brésil obtient un bon score pour ce qui est des processus démocratiques, avec le 28^e score le plus élevé au monde.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

À l'échelle mondiale, et en particulier en ce qui concerne la cybersécurité, les performances du pays sont supérieures à la moyenne. En parallèle, la [désinformation](#) reste un risque présent, et un nouveau projet de loi portant sur la [désinformation](#) et les fausses informations a suscité l'inquiétude des groupes de défense des droits de l'homme ainsi que celle des milieux d'affaires. La [déforestation de l'Amazonie](#) représente également un risque, car elle favorise le changement climatique, et met en péril la sécurité énergétique et en eau du pays. Human Rights Watch a récemment [signalé](#) que l'administration précédente était responsable de [la plus importante déforestation annuelle](#) de la forêt amazonienne brésilienne de ces 15 dernières années. En outre, malgré les mesures prises par le nouveau

gouvernement pour inverser les politiques préjudiciables à l'environnement et réactiver le Fonds pour l'Amazonie afin de lutter contre la déforestation, les chiffres pour 2022 et début 2023 montrent que le [problème est toujours d'actualité](#) dans le pays.

Intervention de l'Union européenne

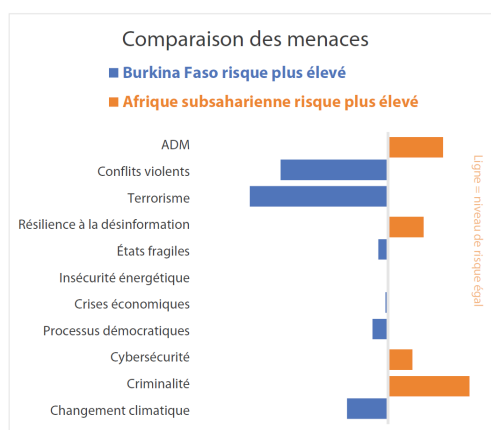
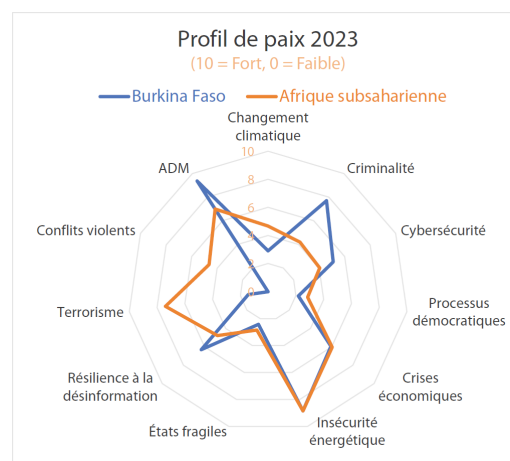
L'Union européenne et le Brésil ont conclu un partenariat stratégique en 2007. Au moyen d'un vaste éventail de [dialogues sectoriels](#), l'Union européenne [aide](#) le Brésil, entre autres, à renforcer la protection des [défenseurs des droits de l'homme](#) ainsi que des droits des groupes les plus vulnérables <https://www.sectordialogues.org/projetos/-promocao-e-protecao-dos-direitos-da-populacao-em-situacao-de-rua>, et à lutter contre la violence, notamment la [violence domestique](#) à l'égard des [femmes](#). En vue de renforcer la résilience des Brésiliens face à la désinformation, l'Union européenne finance des [projets de lutte contre les informations fallacieuses](#) et promeut la transparence dans des domaines tels que les [marchés publics](#). L'instrument de partenariat de l'Union [finance](#) un large éventail de projets de développement durable au Brésil. En outre, le Brésil bénéficie également du programme de l'Union pour l'Amérique latine [EUROCLIMA+](#). En juin 2019, l'Union européenne et les quatre membres fondateurs du MERCOSUR, dont le Brésil, ont conclu un accord de principe sur un [accord commercial](#) global. Début juin 2023, le HR/VP et la Commission ont adopté une communication conjointe définissant un nouveau [programme pour les relations](#) entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans le prolongement de cette communication, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'est rendue au Brésil quelques jours plus tard, dans le cadre d'un voyage plus vaste en Amérique latine afin de renforcer les relations avec les principaux partenaires de la région avant le sommet UE-CELAC de juillet 2023 à Bruxelles.

Burkina Faso

Le Burkina Faso occupe la 114^e place de l'indice Normandie. Le pays a subi deux coups d'État en 2022 et est devenu un nouvel épicode d'activités extrémistes islamistes, les groupes terroristes régionaux s'infiltrant dans le pays en profitant des conflits locaux.

Contexte et principaux enjeux

Le Burkina Faso a connu une période de sécurité et de stabilité relative au prix d'un espace démocratique restreint et d'abus généralisés dans le secteur de la sécurité, qui ont fini par aboutir au renversement du président Blaise Compaoré (au pouvoir de 1987 à 2014). Le démantèlement des structures de sécurité du président Compaoré a entraîné une série d'attaques militantes violentes sous Roch Marc Christian Kaboré (au pouvoir de 2015 à 2022). L'incapacité du président en exercice à remédier à la détérioration de la sécurité a été la raison invoquée pour deux coups d'État militaires successifs en janvier et septembre 2022.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Burkina Faso est confronté à une menace écrasante d'extrémisme violent. Les [groupes djihadistes](#) établis au Mali, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une coalition-cadre des mouvements affiliés à Al-Qaïda, et les groupes de terrorisme intérieurs comme Ansar ul Islam prospèrent et commettent un nombre croissant d'attentats. Les groupes armés islamistes contrôlent [environ 40%](#) du territoire du pays. Selon le [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#), l'insécurité grave avait contraint 1,4 million de personnes à quitter leur foyer en décembre 2022. Le président par intérim Ibrahim Traoré a mis fin à la coopération militaire

avec la France en janvier 2023.

Intervention de l'Union européenne

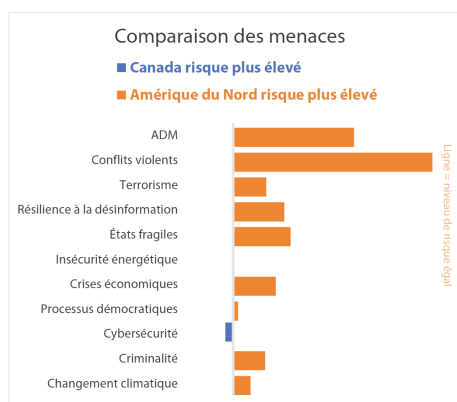
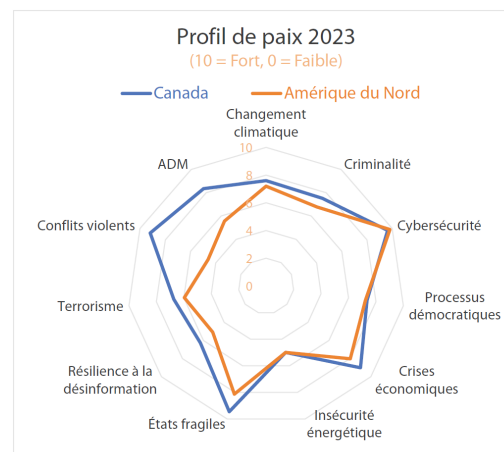
Une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) a été adoptée en avril 2021, laquelle renforce la dimension politique du partenariat noué entre l'Union et les pays du G5 Sahel, dont le Burkina Faso. Elle accentue également l'importance accordée à un développement durable, qui dépasse le soutien militaire. L'Union européenne soutient le Burkina Faso par un ensemble d'initiatives nationales et régionales, certaines axées sur la sécurité et d'autres portant sur un vaste objectif de développement, en vue de parvenir à une paix et une sécurité durables. Le soutien direct aux populations les plus vulnérables, en faveur du renforcement des capacités institutionnelles et de la culture démocratique à l'appui du processus de transition démocratique, et en faveur de la mise en place de mécanismes de réaction contre les campagnes de désinformation visant à compromettre l'action de l'UE figure parmi les objectifs du [plan d'action pluriannuel 2023-2025 pour le Burkina Faso](#). En 2022, l'Union européenne a alloué 58,7 millions d'euros pour les actions humanitaires au Burkina Faso; en 2023, les dotations humanitaires s'élèvent à 25,5 millions d'euros (au 6 février). Dans plusieurs résolutions, notamment en [octobre 2022](#), le Parlement européen a condamné les coups d'État et appelé à un retour à l'ordre constitutionnel. Il a également invité l'UE et les États membres à accroître leur soutien, notamment en faveur des personnes déplacées. Le Parlement fait part de ses préoccupations concernant les campagnes de désinformation russes et l'implication de la société de sécurité privée russe Wagner dans les violations flagrantes des droits de l'homme au Burkina Faso.

Canada

Le Canada occupe la 6^e place dans l'indice Normandie, indiquant ainsi un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour presque tous les indicateurs, et en particulier en matière de processus démocratiques et de cybersécurité.

Contexte et principaux enjeux

Le Canada possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés. L'[indice de développement humain](#) 2021-2022 classe le Canada au 15^e rang des 191 pays mesurés. En ce qui concerne l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de «The Economist», le Canada obtient la 12^e place, avec des résultats exceptionnels en matière de processus électoral, de pluralisme et de participation politique. Son score a toutefois été revu à la baisse en raison des restrictions des libertés civiles imposées en réaction à la pandémie. Le Canada est le cinquième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Si le Canada obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels, il s'est cependant classé au 54^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023. En 2022, le Canada n'a enregistré aucun attentat ni décès lié au terrorisme pour la première fois depuis 2013.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Canada présente des niveaux élevés de développement économique et de capital humain. Le pays représente la [neuvième plus grande économie](#) (en dollars US actuels) et la deuxième économie la plus stable au monde, comme démontré par l'indicateur de crises économiques. Le Canada est l'un des rares pays développés à être un exportateur net d'énergie. La société canadienne jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisque le pays occupe la 15^e place du [classement de la liberté de la presse](#) 2023. La [cybercriminalité](#), sous forme de fraude en ligne et de tentatives de vol d'informations personnelles, financières et d'entreprise, reste la menace la plus importante à la cybersécurité du Canada. Selon [Human Rights Watch](#), des violations très répandues

des droits des peuples autochtones figurent parmi les défis à relever.

Intervention de l'Union européenne

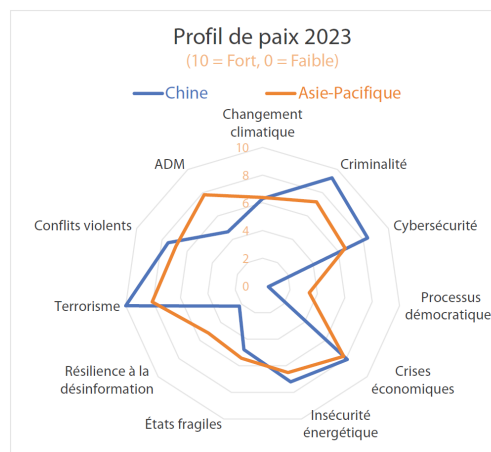
Le Canada est un [partenaire stratégique](#) officiel de l'Union européenne depuis 2016. Depuis lors, les deux partenaires ont renforcé leur [coopération sectorielle et en matière de politique étrangère](#), dans le but de maintenir leur engagement commun à faire progresser les principes démocratiques et les droits de l'homme ainsi que d'œuvrer ensemble au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et d'un multilatéralisme fondé sur des règles. En tant que l'un des principaux contributeurs à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), le Canada a rejoint le projet de mobilité militaire de la coopération structurée permanente (CSP) en 2021 et a progressé dans son adhésion au projet CSP «réseau de plateformes logistiques en Europe et d'appui aux opérations» de la CSP en 2023. Les deux partenaires ont également conclu un accord sur la sécurité des informations pour l'échange d'informations classifiées entre l'Union et le Canada. Ce sont également de puissants partenaires économiques. En 2017, l'[accord économique et commercial global](#) (AECG) entre l'Union européenne et le Canada est provisoirement entré en vigueur et vise à fixer des normes élevées pour les chapitres de développement durable dans les accords commerciaux. En 2021, les deux parties ont également mis en place un [partenariat stratégique](#) sur les matières premières. En mars 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la présidente de la Commission européenne et le Premier ministre du Canada ont créé un groupe de travail spécifique sur la transition écologique et le gaz naturel liquéfié (GNL), afin de contribuer à une plus grande durabilité et à garantir la sécurité énergétique. Enfin, l'Union et le Canada unissent leurs forces en tant que chefs de file dans la lutte internationale contre le changement climatique, notamment en organisant conjointement avec la Chine des réunions ministérielles sur l'action pour le climat (la dernière en date a eu lieu en 2022).

Chine

Depuis la dernière édition de l'indice Normandie, la Chine a progressé de 22 places et se classe désormais à la 46^e place; elle n'est maintenant pas plus menacée que la moyenne Asie-Pacifique. Depuis le début des réformes économiques en 1978, la Chine est devenue la deuxième plus grande économie du monde en produit intérieur brut nominal, après les États-Unis. Il y a toutefois de plus en plus de signes indiquant que les défis structurels croissants auxquels est confrontée l'économie chinoise entraîneront une croissance (beaucoup) plus modérée à moyen terme.

Contexte et principaux enjeux

La Chine est toujours enlisée dans des différends frontaliers avec deux de ses voisins, l'Inde et le Bhoutan. En outre, les revendications de la Chine relatives à la souveraineté sur Taïwan et sur plusieurs zones maritimes dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale sont de plus en plus vigoureusement contestées. Pour appuyer ces revendications, la Chine dispose de la première armée du monde et du deuxième plus gros budget pour la défense. La Chine possède également des armes nucléaires actives. Si la Chine est considérée comme moins fragile que par le passé, elle obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les critères «droits de l'homme et état de droit» et «légitimité de l'État» dans l'indice des États fragiles. Cette situation s'explique en grande partie par la répression autoritaire d'État menée par le gouvernement chinois à Hong Kong ainsi que par l'oppression de minorités religieuses et ethniques, en particulier au Tibet et dans la province du Xinjiang, que certains États ont qualifiée de génocide.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La croissance économique rapide de la Chine a eu des répercussions négatives sur ses ressources naturelles et son environnement, nuisant gravement à la qualité de l'eau et entraînant une érosion et une pollution généralisée. La dépendance encore élevée de la Chine au charbon a des incidences dangereuses sur l'environnement et sur la santé humaine, la combustion du charbon étant la plus grande source de répercussions sur la santé liées à la pollution de l'air dans le pays. En amont de la COP26 de novembre 2021, la Chine a officiellement présenté son objectif de neutralité carbone «avant 2060» mais n'est pas allée plus loin lors de la COP27 à la fin de l'année 2022. La Chine s'appuie sur les nouvelles technologies pour imposer son modèle autoritaire de surveillance et de conformité sociales, qu'elle présente comme une alternative aux modèles de gouvernance libérale. Par conséquent, le pays se place au 179^e rang (sur 180) du

classement mondial de la liberté de la presse 2023. État à parti unique, le score obtenu pour le critère «Processus démocratiques» (0,42) est nettement inférieur à la moyenne Asie-Pacifique (8,07), le pays se classant au 131^e rang (sur 138 pays examinés) au niveau mondial.

Intervention de l'Union européenne

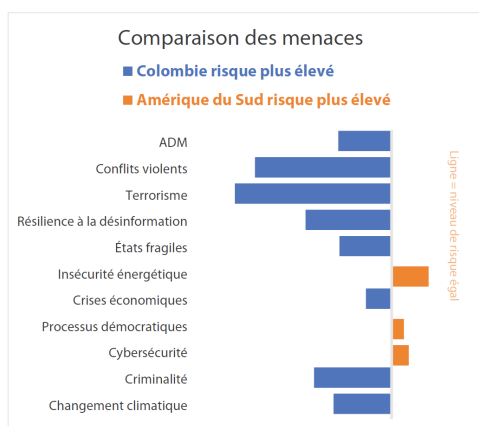
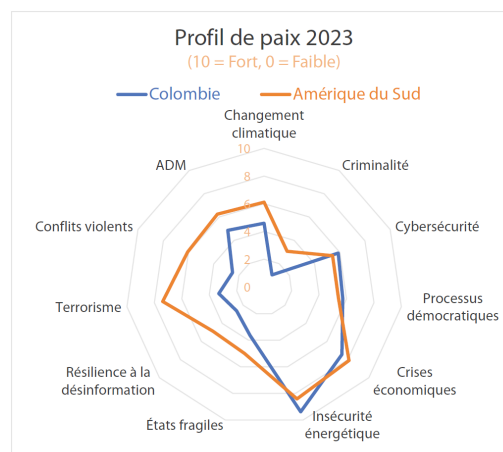
En 2003, l'Union et la Chine ont conclu un partenariat stratégique en développant plus de 60 formes de dialogue, notamment pour examiner les questions de la non-prolifération et du désarmement. Ces dialogues ont contribué à la mise en œuvre de l'agenda stratégique de coopération UE-Chine 2020. Le dialogue régulier entre l'Union et la Chine sur les droits de l'homme permet également d'aborder différents points, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, bien que les progrès sur ces points soient très limités. En 2019, les institutions européennes ont publié une communication conjointe sur les relations UE-Chine – Une vision stratégique, dans laquelle la Chine est décrite simultanément comme un «partenaire de coopération [...], un concurrent économique [...] et un rival systémique». En décembre 2020, l'Union et la Chine ont conclu un accord global sur les investissements (AGI). Cet accord de principe est actuellement «gelé». En mars 2021, l'Union a imposé des sanctions à l'encontre de responsables chinois accusés de violations des droits de l'homme contre la minorité ouïgoure du Xinjiang. Le 9 juin 2022, le Parlement européen a adopté une résolution portant sur la situation des droits de l'homme au Xinjiang; le 7 juillet 2022, une résolution sur l'arrestation du cardinal Zen à Hong Kong; et le 15 septembre 2022, une résolution sur la situation dans le détroit de Taïwan.

Colombie

La Colombie occupe la 115^e place de l'indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne régionale sud-américaine, et se situe en dessous de la moyenne régionale en matière de terrorisme, de conflits violents et de résilience à la désinformation.

Contexte et principaux enjeux

En 2016, le gouvernement a signé un accord de paix avec le plus grand groupe terroriste du pays, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC). Cependant, selon les [estimations](#), environ 2 500 dissidents des FARC sont toujours actifs. Entre juin 2021 et mai 2022, il y a eu 147 [déplacements massifs](#), qui ont touché près de 60 000 personnes, les principales causes de ces déplacements étant les conflits armés et la question des terres, souvent liées à la violence de la criminalité organisée. La deuxième organisation terroriste restante, l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN), est également à l'origine d'importantes violences et déplacements, tant en Colombie qu'au Venezuela voisin. Le président de gauche de la Colombie, [Gustavo Petro](#), arrivé au pouvoir en août 2022, a promis d'apporter la paix et la réconciliation au pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En Colombie, le [taux d'homicides](#) est le 18^e plus élevé dans le monde. La Colombie se situe en dessous de la moyenne régionale sud-américaine dans le domaine des nouvelles menaces sécuritaires. Elle fait néanmoins preuve de résilience dans un certain nombre de domaines, notamment celui de la sécurité énergétique. En 2021, le pays constituait le [premier producteur de charbon](#) et le deuxième producteur de pétrole d'Amérique du Sud. La Colombie se situe également au-dessus de la moyenne régionale sud-américaine en matière de cybersécurité. Elle occupe ainsi la 145^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2022](#), en raison du nombre élevé de menaces de mort proférées à l'encontre des journalistes et de l'autocensure qui en résulte.

Intervention de l'Union européenne

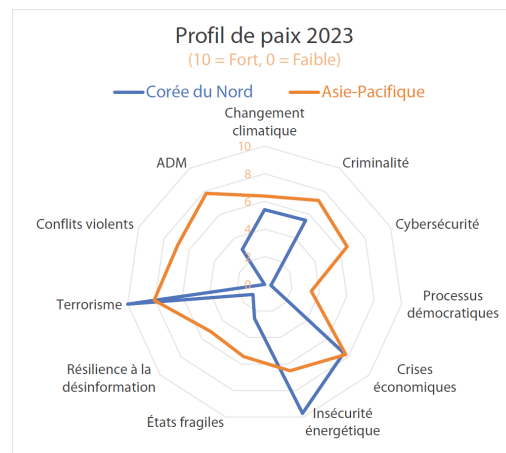
L'Union européenne [a soutenu](#) le processus de paix en Colombie avec un investissement global de plus de [645 millions d'euros](#). Cela comprend des actions telles que le projet de laboratoires de paix et de territoires de paix, le [fonds fiduciaire](#) en faveur de la Colombie (auquel 21 États membres de l'Union européenne et le Chili ont promis [125 millions d'euros](#)), les prêts de la Banque européenne d'investissement, et l'IcSP, qui a mobilisé [40 millions d'euros supplémentaires](#) pour des éléments critiques du processus de paix, tels que la justice transitionnelle. La coopération de l'Union concerne des domaines tels que les droits des victimes, la réintégration d'anciens combattants des FARC dans la vie civile, le déminage, le développement rural, la restitution des terres, l'environnement, la résolution des conflits, les projets de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, mais aussi la mise en place d'une unité spéciale d'enquête du parquet général visant à lutter contre la criminalité et à protéger les militants. [Famon Gilmore](#), envoyé spécial de l'UE de 2015 à 2019, a estimé que l'intervention de l'Union dans le processus de paix était une réussite. La [coopération au développement](#) entre l'Union et la Colombie s'est élevée à 127 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Union a par ailleurs conclu un [accord commercial global](#) avec la Colombie, le Pérou et l'Équateur, appliqué à titre provisoire depuis 2013. La coopération régionale entre l'Union et la Communauté andine a pour objectif de promouvoir les liens régionaux dans le voisinage de la Colombie. Le 26 avril 2021, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur le cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie pour demander un soutien politique et financier accru de l'Union à ce processus. La mission d'observation du Parlement a qualifié les élections générales de 2022 de [transparentes et crédibles](#). Le HR/VP [s'est rendu](#) du 25 au 30 avril 2023 à la conférence internationale sur le Venezuela pour représenter l'UE, et a participé à des discussions bilatérales avec le président Petro.

Corée du Nord

La Corée du Nord occupe la 125^e place de l'indice Normandie, affichant un score global bien inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Les négociations menées depuis 1948 en vue d'une réunification de la péninsule coréenne ont systématiquement échoué. Le pays enregistre des scores très faibles en matière de processus démocratiques, de fragilité de l'État, de désinformation et d'armes de destruction massive.

Contexte et principaux enjeux

Vestige de sa politique de «l'armée d'abord», la Corée du Nord possède la [troisième plus grande](#) armée en activité au monde, avec [1 469 000](#) militaires permanents. Cette stratégie a laissé place en 2013 à la «politique des progrès parallèles», qui vise à faire progresser de front la croissance économique et la sécurité du pays vis-à-vis des velléités sud-coréennes et américaines, et ce au moyen du développement nucléaire. Le pays possède des [armes nucléaires](#) et des [programmes](#) de missiles balistiques et disposerait de capacités d'armes chimiques et biologiques. Ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) à [capacité nucléaire](#) sont considérés comme capables d'[atteindre](#) le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis. La Corée du Nord continue à développer son [arsenal nucléaire](#) et [multiplie les essais de missiles](#). Le pays a recouru à des cyberattaques et à des cybervols pour amasser [jusqu'à 1,3 milliard de dollars](#) en devises étrangères et virtuelles, en contournant ainsi les sanctions internationales. La Corée du Nord se classe à la 37^e place de [l'indice des États fragiles 2023](#) et enregistre un score particulièrement faible en matière de légitimité de l'État. Son gouvernement est 171^e sur 180 dans [l'indice mondial de perception de la corruption 2022](#). On sait que des milliers de prisonniers politiques sont [détenus](#) dans des camps de prisonniers.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Corée du Nord se trouve en bas (180^e place) du [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). L'important dispositif de sécurité de l'État exerce un contrôle étendu sur le domicile, les déplacements, l'emploi, l'habillement, l'apparence, l'alimentation et la vie de famille de ses citoyens. La population est classée en fonction de son «[Songbun](#)», un système de statut qui évalue la loyauté d'un citoyen envers le gouvernement en se basant principalement sur l'histoire de sa famille (jusqu'à la troisième génération). En outre, l'importance accordée au programme nucléaire et à l'[idéologie](#) de l'autosuffisance, ainsi que la mauvaise gestion et la corruption entravent considérablement la croissance à long terme et se traduisent par une difficulté permanente du pays à atteindre ses objectifs de développement. Le 14 juillet 2022, la Corée du Nord a [reconnu](#) les zones de Donetsk et de Louhansk non contrôlées par le gouvernement

dans l'est de l'Ukraine comme des États indépendants (troisième pays seulement à le faire, après la Russie et la Syrie).

Intervention de l'Union européenne

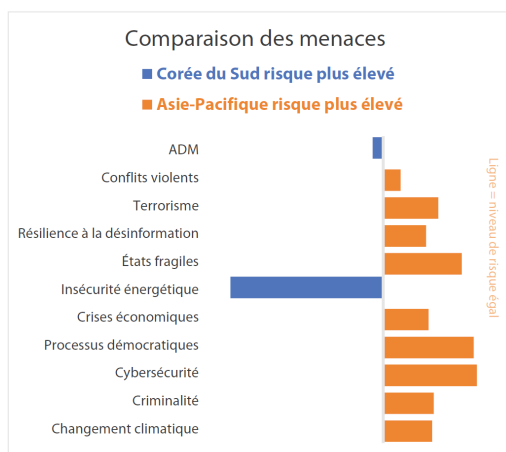
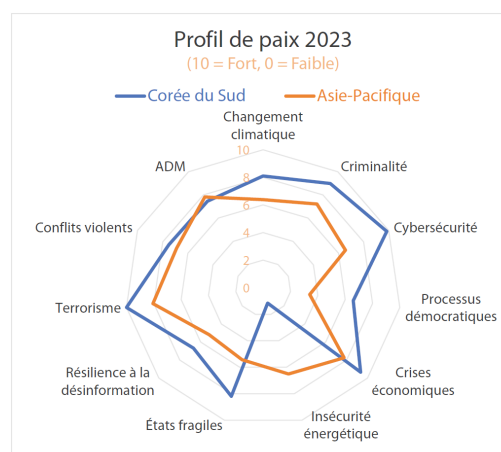
L'Union applique une politique de «dialogue critique» à l'égard de la Corée du Nord dans l'objectif d'apaiser les tensions au sein de la péninsule coréenne, d'encourager la non-prolifération nucléaire et d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme. Elle exerce des [sanctions](#) à l'égard de Pyongyang en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et en adoptant des mesures restrictives autonomes (la [dernière en date](#) le 21 avril 2022). Parallèlement, l'Union a versé plus de 135,7 millions d'euros d'[aide à la Corée du Nord](#) depuis 1995, principalement au titre de l'aide alimentaire, mais aussi du secours en cas de catastrophe et de la lutte contre la pauvreté. Les échanges de marchandises entre l'Union et la Corée du Nord ont chuté de façon spectaculaire après 2013. En 2019, dernière année avant la pandémie, les échanges s'élevaient à seulement [7 millions d'euros](#) (0,2 % du commerce extérieur de la Corée du Nord). L'Union entretient des relations diplomatiques avec la Corée du Nord depuis 2001 mais ne dispose pas de délégation à Pyongyang. Le 30 mai 2022, les pays du G7 et le HRVP de l'Union [ont condamné](#) «dans les termes les plus forts» un nouvel essai de missile balistique intercontinental (ICBM) effectué le 25 mai 2022.

Corée du Sud

La Corée du Sud occupe la 8^e place de l'indice Normandie, soit le deuxième pays le plus performant d'Asie après Singapour. Le pays enregistre de très bons résultats, particulièrement en matière de changement climatique, de criminalité, de cybersécurité et d'économie. Toutefois, en raison du niveau élevé d'importation de pétrole brut et de gaz naturel, la Corée du Sud est vulnérable face à l'insécurité énergétique.

Contexte et principaux enjeux

En 1953, à la fin de la guerre de Corée, la République de Corée comptait parmi les pays les plus **pauvres** du monde. Selon les données de la [Banque mondiale](#), son PIB par habitant a toutefois atteint 34 757 euros en 2021. Le pays se classe à la 19^e position pour l'[indice de développement humain](#) et au 47^e rang dans le [classement de l'indice mondial de liberté de la presse](#). La Corée du Sud occupe également la 24^e place dans l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de *The Economist*. La première [contribution déterminée au niveau national](#) du pays, annoncée lors de la COP26 et présentée lors de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en décembre 2021, fixe un [objectif de réduction des émissions nationales](#) de 40 %, par rapport aux niveaux de 2018, d'ici à 2030. Depuis, aucun nouvel objectif majeur n'a été annoncé. La loi révisée sur les énergies renouvelables, adoptée en mars 2021, renforce la norme sud-coréenne en matière de portefeuille d'énergies renouvelables, exigeant des principaux services publics d'électricité une augmentation de leur part d'énergies renouvelables, qui doit passer de 10 % en 2023 à 25 % en 2034. Confrontée à la menace militaire permanente de la Corée du Nord (dont l'armée mobilise en permanence [1 469 000 militaires](#)), la Corée du Sud dispose d'une [armée permanente](#) de 613 000 militaires et consacre environ [2,8 % de son PIB](#) à la défense.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En matière de cybersécurité, le bon positionnement de la Corée du Sud dans l'[indice de l'Union internationale des télécommunications \(UIT\)](#) s'explique par l'obtention du meilleur score pour les mesures juridiques, le renforcement des capacités et les actions de coopération, ainsi que par son très bon score en matière de mesures techniques et organisationnelles. Selon le [V-Dem](#), la Corée du Sud est par ailleurs l'un des rares pays à ne pas avoir enregistré de violations des normes démocratiques durant la pandémie. En outre, le 29 septembre 2021, le Parti démocrate, qui détient actuellement une nette majorité au sein de l'Assemblée nationale coréenne, a [décidé](#) de ne pas poursuivre la révision de la loi sur la presse, qui porterait atteinte à la liberté des médias. La Corée du Sud présente une certaine vulnérabilité dans le [secteur de l'énergie](#), puisqu'elle importe près de 93,5 % de sa consommation d'énergie et de ressources naturelles. En 2022, le pays a dépensé 190,8 milliards de dollars américains pour ses importations

d'énergie et de ressources, ce qui représente près de 26,1 % du montant total de ses importations.

Intervention de l'Union européenne

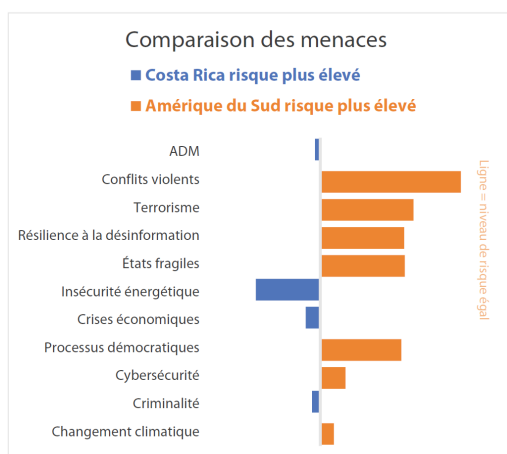
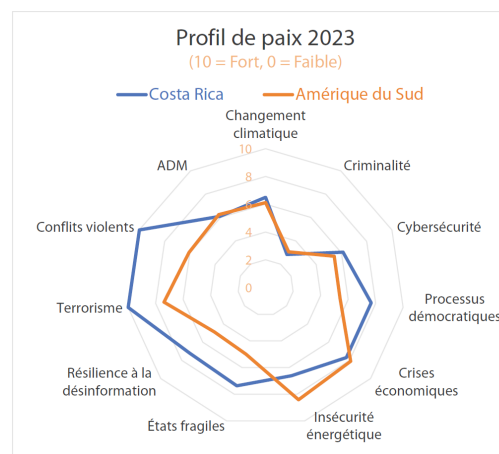
Les relations commerciales et [diplomatiques](#) entre l'Union européenne et la Corée du Sud remontent à 1963. Depuis 2010, le pays est également l'un des partenaires stratégiques de l'Union en Asie. L'[accord de libre-échange entre l'Union et la Corée du Sud](#) constitue non seulement le premier des accords commerciaux de nouvelle génération de l'Union européenne, mais également le premier qui ait été [soumis à l'approbation du Parlement européen](#) sur le fondement du traité de Lisbonne. Il est [entré en vigueur](#) le 13 décembre 2015 (après avoir été appliqué à titre provisoire depuis juillet 2011). La Corée du Sud représente la [neuvième destination](#) des exportations de marchandises de l'Union, tandis que cette dernière est le troisième marché d'exportation de la Corée du Sud. En 2019, en données cumulées, l'Union européenne a été le [premier investisseur étranger](#) en Corée du Sud, avec 122,8 milliards de dollars américains d'investissements. L'Union et la Corée du Sud partagent un vif intérêt en faveur d'une péninsule coréenne dénucléarisée et travaillent ensemble à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Un accord fixant un cadre pour la participation de la Corée du Sud aux opérations de gestion des crises par l'Union a été [signé](#) en 2014. La République de Corée est l'un des [partenaires prioritaires](#) de l'Union en Asie pour le renforcement de la coopération en matière de sécurité. Les deux parties collaborent plus étroitement sur les opérations de gestion des crises, la sécurité maritime, la cybersécurité et la lutte contre le terrorisme.

Costa Rica

Le Costa Rica figure à la 17^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Par rapport à plusieurs autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Costa Rica jouit d'un niveau élevé de paix et de stabilité politique. Le Costa Rica bénéficie d'une démocratie stable et ininterrompue, avec 14 élections présidentielles depuis 1948. Il partage cependant le taux de criminalité élevé de la région.

Contexte et principaux enjeux

Le Costa Rica a supprimé son armée en 1948, à l'issue d'une guerre civile intense, ce qui a eu des répercussions positives sur les résultats obtenus en matière de conflits violents et d'armes de destruction massive. Le risque de conflit armé interne est faible et le pays entretient de bonnes relations avec les États voisins. En outre, il se classe parmi les pays les moins touchés par le terrorisme. Bien qu'il affiche de bons résultats dans d'autres indicateurs de conflit traditionnel, le Costa Rica présente un [taux d'homicides](#) relativement élevé, [taux](#) attribué à la [criminalité organisée](#), qui touche également de nombreux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Costa Rica présente un niveau relativement élevé de résilience aux nouvelles menaces pour la sécurité. Il jouit d'une démocratie stable et de longue date et bénéficie de niveaux élevés en matière de liberté de la presse et de droits de l'homme. Le pays occupe la 18^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2022](#), en raison des faibles niveaux de violence à l'égard des journalistes et d'ingérence de l'État. À ce titre, il obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les indicateurs «processus démocratiques» et «États fragiles». Bien que le Costa Rica obtienne de meilleurs résultats que la moyenne régionale en matière de changement

climatique, il occupe la 61^e place parmi les pays les plus [vulnérables aux changements climatiques](#); le pays le plus vulnérable d'entre eux étant classé 182^e. Le Costa Rica déploie des efforts considérables pour atteindre la neutralité carbone et est le seul pays à avoir mené à bien l'ensemble des cinq mesures de stabilité environnementale du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il [produit](#) déjà la totalité de l'électricité qu'il consomme à partir de sources renouvelables.

Intervention de l'Union européenne

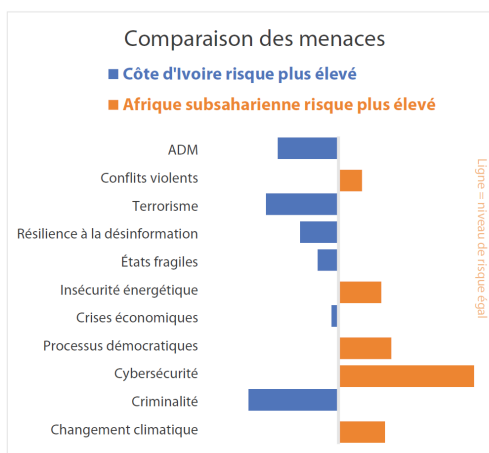
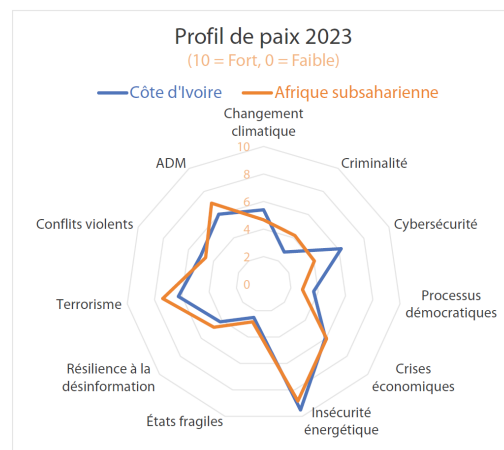
L'Union européenne entretient depuis toujours de solides relations avec le Costa Rica au niveau politique. Les deux parties ont participé activement au [dialogue de San José](#) de 1984, en soutien au processus de paix et aux initiatives de démocratisation déployées en Amérique centrale. Des accords de coopération entre les deux régions ont été conclus en 1985 et en 1993, de même qu'un accord de dialogue politique et de coopération en 2003. Le [troisième dialogue de haut niveau UE-Costa Rica](#) s'est tenu en novembre 2019. Le [Costa Rica](#) est également signataire de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Amérique centrale en 2012. Dans le cadre du [programme indicatif pluriannuel](#) (PIP) régional 2021-2027 pour les Amériques et les Caraïbes, le Costa Rica bénéficie d'un soutien de l'UE pour trois priorités, parmi lesquelles la décarbonation et le changement climatique, la transition numérique et la gestion des migrations. Dans le cadre de son programme [EUROSociAL+](#), l'UE [soutient](#) les politiques publiques au Costa Rica visant à améliorer la cohésion sociale et à réduire les inégalités. L'initiative «[Global Gateway](#)» de l'UE encourage spécifiquement la production d'hydrogène vert au Costa Rica, la conversion des bus urbains vers l'électrique et le développement de la production de vaccins. L'Union soutient également de nouvelles approches régionales au moyen de programmes de coopération triangulaire; elle travaille par exemple avec le Costa Rica, la Colombie et le Mexique sur le renforcement de la [justice réparatrice](#).

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire figure à la 91^e position de l'indice Normandie, et se situe pratiquement au même rang que celui de la région d'Afrique subsaharienne, dont elle fait partie. Le pays est confronté à une polarisation politique et aux risques liés au changement climatique, tandis que le terrorisme et les conflits violents restent des sujets de préoccupation majeure.

Contexte et principaux enjeux

Au cours des premières décennies qui ont suivi son indépendance, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus stables et les plus prospères d'Afrique. À la suite du décès de son premier président en 1993, Félix Houphouët-Boigny, le pays a plongé dans une spirale d'instabilité et de conflits violents opposant le sud chrétien et le nord musulman. En 2010, la victoire électorale de l'actuel président [Alassane Ouattara](#), qui a eu besoin du soutien des Nations unies et des troupes françaises pour assumer ses fonctions, a mis fin au conflit civil. Le président Ouattara poursuit sa réconciliation avec des responsables politiques rivaux, afin d'éviter les troubles sociaux avant les élections de 2025. La Côte d'Ivoire est confrontée à une menace d'[insurgés islamistes](#) le long de ses frontières. Le climat essentiellement équatorial de la Côte d'Ivoire expose potentiellement le pays aux inondations. La Côte d'Ivoire est la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria et le principal fournisseur mondial de cacao.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La participation, pour la première fois depuis 2010, des forces d'opposition aux [élections](#) législatives de mars 2021 et le [retour](#) au pays de l'ancien président Laurent Gbagbo, après son acquittement par la Cour pénale internationale, constituent des [étapes](#) importantes vers la réconciliation nationale. Les tensions politiques engendrées par la réélection, en novembre 2020, du président Alassane Ouattara pour un troisième mandat controversé se sont largement [apaisées](#). En revanche, le risque d'attaques terroristes d'organisations djihadistes, telles que les groupes Ansar al-Dine (AAD) et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) basés au Mali, s'est accru, avec un [risque](#) de radicalisation locale également présent. En 2016, le pays a connu ses premiers [attentats](#) terroristes majeurs, dans la station balnéaire de Grand-Bassam. Depuis 2020, les [djihadistes](#) ont attaqué à plusieurs reprises les forces de

sécurité à la frontière nord avec le Burkina Faso. Ces nouvelles menaces créent également des [tensions](#) entre communautés. En raison de son emplacement géographique, le pays est vulnérable à la criminalité organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic de drogues, ainsi qu'à la [piraterie maritime](#) dans le golfe de Guinée. La Côte d'Ivoire a commencé l'exploitation des réserves de gaz et de pétrole offshore, et en raison de son [potentiel](#) espère devenir un important producteur.

Intervention de l'Union européenne

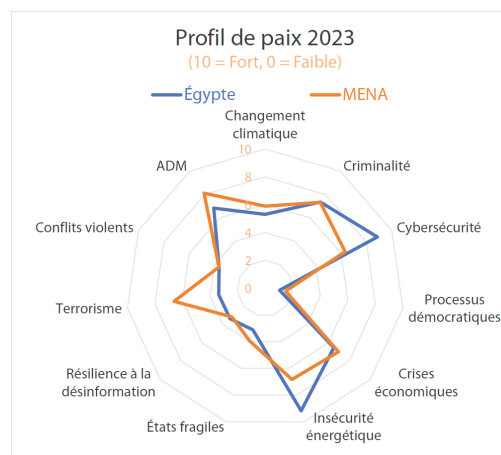
Le [programme indicatif pluriannuel](#) (PIP) de l'UE pour la Côte d'Ivoire pour la période 2021-2024 s'élève à 228 millions d'euros. Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, et en vue de structurer le flux d'aide au développement apporté, l'Union européenne a convenu de [trois grandes priorités](#) avec le pays: le développement du capital humain, la promotion d'une croissance durable, inclusive et numérique, ainsi que le renforcement de l'état de droit, la gouvernance démocratique et le maintien de la paix et de la sécurité. La troisième priorité est financée à hauteur de 45,60 millions d'euros (20 %) pour la période 2021-2024. L'aide de l'Union vise à consolider le rôle de la Côte d'Ivoire en tant que pôle de stabilité majeur dans la région de l'Afrique de l'Ouest, tout en cherchant à renforcer la participation des femmes aux questions de paix et de sécurité. D'autres fonds consacrés à la paix sont accordés dans le cadre de l'initiative «Paix et stabilité» de l'Équipe Europe, pour un montant total de 149,1 millions d'euros: l'Union européenne contribue à hauteur de 29,4 millions d'euros, avec comme autres contributeurs principaux la France, l'Allemagne et l'Italie. Depuis 2016, la Côte d'Ivoire est l'un des deux seuls pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre un [accord de partenariat économique](#) avec l'Union européenne, lequel vise à libéraliser les échanges commerciaux ainsi qu'à promouvoir la diversification et le développement économiques du pays.

Égypte

L'Égypte occupe la 88^e place de l'indice Normandie. Le président Abdel Fattah al-Sissi a été élu en 2014 et réélu en 2018. L'Égypte est riche en ressources en hydrocarbures et jouit d'une forte sécurité énergétique. Les problématiques touchant à la sécurité, et tout particulièrement la menace terroriste islamique dans le gouvernorat du Sinaï du Nord, restent préoccupantes.

Contexte et principaux enjeux

L'Égypte est 50^e dans l'[indice des États fragiles 2023](#), notamment en raison de son bilan en matière de droits de l'homme et de terrorisme islamique. L'[armée](#) demeure la force politique prédominante du pays. Depuis 2014, le [groupe terroriste](#) Wilayat Sinaï, ou «Province du Sinaï», section de l'EIL/Daech dans la péninsule du Sinaï, mène une insurrection permanente contre les autorités égyptiennes. En 2022, la juridiction pénale du Caire ainsi que la Cour suprême de sûreté de l'État ont [condamné](#) l'ancien candidat à la présidence, Abdel Moneim Aboul Fotouh, ainsi que l'ancien guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, Mahmoud Ezzat, à 15 ans de prison. L'Égypte détient 2,186 trillions de mètres cubes de [réserves prouvées de gaz](#), ce qui la place au 16^e rang mondial. Conformément au [plan REPowerEU](#), l'Union européenne et l'Égypte vont accélérer et intensifier leur [partenariat énergétique](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les [menaces permanentes qui pèsent sur la sécurité intérieure](#) de l'Égypte ont entraîné la détention et la condamnation de journalistes et d'opposants politiques au gouvernement. Le pays est l'un des plus grands geôliers de journalistes, puisque l'Égypte se classe 166^e sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). La grande majorité (98 %) des quelque 95 millions d'Égyptiens se concentrent autour de la vallée et du delta du Nil, qui n'offrent que 3 % de l'ensemble des terres émergées du pays. La [salinisation des sols](#) menace également 15 % des terres agricoles du pays. Le président al-Sisi a fait avancer les réformes économiques et politiques, au cœur desquelles la [vision pour l'Égypte 2030](#). La réforme économique et les importants investissements en matière de développement urbain et vert ont permis de protéger relativement bien le pays pour la période 2020-2021, avec une croissance du PIB de 3,6 % et 3,3 % respectivement. Toutefois, les tensions

inflationnistes (l'inflation annuelle sous-jacente a atteint 40,3 % en mai 2023) laissent présager un avenir difficile. Pour atténuer ces risques, la Banque centrale égyptienne a [dévalué](#) la livre de 17 % et relevé son taux d'intérêt directeur en 2022. En mai 2023, la [Banque centrale](#) a laissé son taux de prêt à 19,25 % et son taux de dépôt à 18,25 %. Le 19 juillet 2023, le président al-Sissi a gracié deux éminents militants des droits de l'homme, Patrick George Zaki et Mohammed el-Baker.

Intervention de l'Union européenne

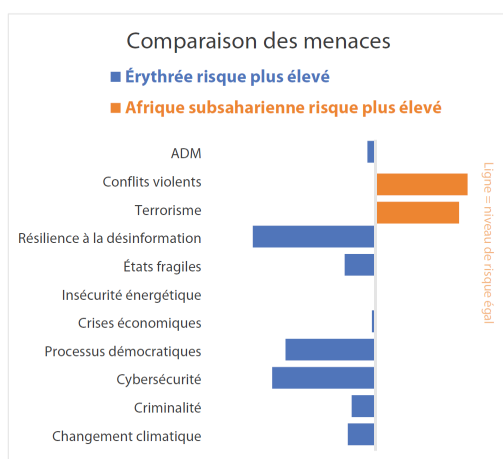
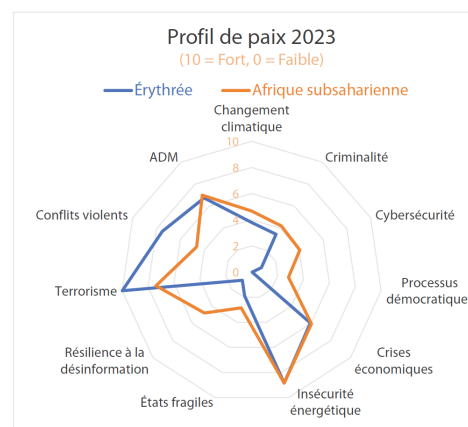
Un accord d'association de 2001, entré en vigueur en juin 2004, constitue la base juridique des relations entre l'Union et l'Égypte. Ces relations ont été par la suite renforcées grâce au [plan d'action UE-Égypte](#), adopté conjointement en 2007, qui a contribué à développer les relations bilatérales sur le plan politique, social et économique. Dans le cadre de la [politique européenne de voisinage révisée](#), l'Union et l'Égypte ont adopté des [priorités de partenariat](#) qui ont guidé le partenariat pour la période 2017-2020. L'[aide](#) de l'Union à l'Égypte sera à présent axée sur la modernisation économique, les énergies durables et l'environnement, la protection sociale et son développement, ainsi que la gouvernance. En février 2021, l'Union a adopté un [nouveau programme pour la Méditerranée](#), comprenant un plan d'investissement de 7 milliards d'euros pour la région. Le 19 juin 2022, lors de la 9^e réunion du [Conseil d'association UE-Égypte](#), de nouvelles priorités de partenariat ont été adoptées en vue d'orienter les relations des deux parties jusqu'en 2027, et ce conformément au nouveau programme pour la Méditerranée et à son plan économique et d'investissement, ainsi qu'à la stratégie de développement durable de la vision pour l'Égypte 2030. Le HR/VP [s'est rendu en Égypte](#) du 17 au 19 juin 2023, et a tenu des réunions de haut niveau avec le président al-Sissi, le ministre des affaires étrangères Sameh Hassan Shoukry et d'autres hauts responsables.

Érythrée

L'Érythrée occupe la 117^e place de l'indice Normandie. Malgré l'accord de paix historique signé avec l'Éthiopie en 2018, l'Érythrée, en tant que pays fragile, souffre d'une absence totale de liberté politique et continue de faire preuve de peu de tolérance à l'égard de la liberté de la presse et des pratiques démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

Le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie a repris en 1998 en raison d'un différend frontalier. Un état de [conflit gelé](#) s'est ensuivi pendant 20 ans, jusqu'en 2018. Malgré l'accord de paix signé avec l'Éthiopie en 2018 et d'autres signes indiquant que l'Érythrée sortait de l'isolement diplomatique international, la répression intérieure reste intense. Les espoirs que les Érythréens avaient d'un assouplissement des mesures de sécurité de l'État et d'une ouverture des libertés individuelles se sont évanouis, ce qui a conduit de nombreux citoyens à [exprimer leurs critiques](#) dans les lieux publics. La révolution au Soudan voisin en 2019, qui a conduit au renversement de Omar al-Bashir, et les réformes démocratiques qui ont suivi (bien qu'elles ne soient pas sans problèmes), ont conduit certains à suggérer qu'un [soulèvement populaire](#) similaire pourrait avoir lieu en Érythrée et que le président Isaias Afwerki était préoccupé par une telle éventualité.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Érythrée demeure un État [autoritaire militarisé](#), qui n'a jamais organisé d'élections nationales depuis son indépendance à l'égard de l'Éthiopie en 1993. Le Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ), dirigé par le président Afwerki, constitue l'unique parti politique. La [détention arbitraire](#) est fréquente et les citoyens sont tenus d'effectuer un service national, et ce souvent pendant toute la durée de leur vie professionnelle. En 2001, le gouvernement a fait fermer tous les médias indépendants. Dans son rapport de 2021, la [Freedom House](#) a attribué un score de trois points sur cent à l'Érythrée, en soulignant la persécution religieuse dont les chrétiens évangéliques et les orthodoxes sont victimes dans le pays. En mai 2021, le gouvernement est intervenu dans le fonctionnement de l'Église orthodoxe érythréenne (EOC) en y nommant un nouveau patriarche. L'Érythrée se classe au 19^e rang

des pays les plus fragiles selon l'[indice des États fragiles 2023](#). Le pays est 174^e sur 180 dans le [classement mondial 2023 de la liberté de la presse](#). Le score désastreux de l'Érythrée en matière de processus démocratiques reflète une [absence totale de liberté politique](#). Son faible score en matière d'insécurité énergétique est dû à sa dépendance à l'égard des importations de pétrole. Moins de la moitié de la population du pays a [accès](#) à l'électricité. En juin 2023, l'Érythrée a [rejoint](#) l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est, organisation qu'elle avait quittée en 2007 pour protester contre le déploiement de troupes éthiopiennes en Somalie pour se débarrasser des combattants d'Al-Shabab; l'IGAD [coopère](#) avec les Nations unies, notamment en ce qui concerne les migrations et le changement climatique.

Intervention de l'Union européenne

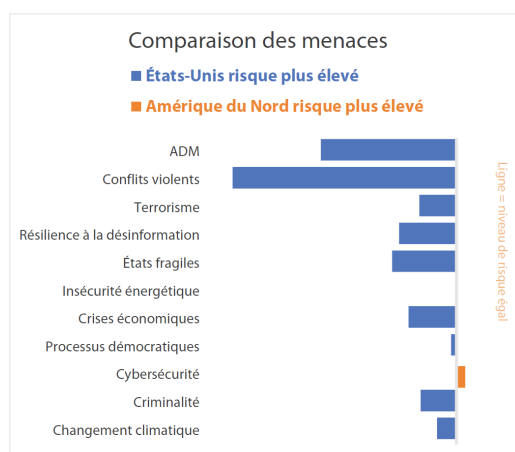
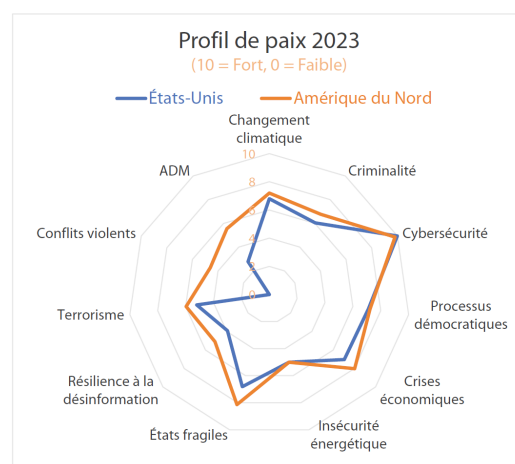
Dans le cadre de sa [stratégie globale pour la Corne de l'Afrique](#), l'Union européenne encourage la coopération régionale sur les migrations et les déplacements, la sécurité et la lutte contre l'extrémisme violent. L'Union européenne et l'Érythrée font partie de l'[initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique](#), un dialogue stratégique sur la lutte contre la migration irrégulière. À la suite de l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 2018, l'Union européenne et l'Érythrée ont redéfini les domaines de coopération prioritaires pour soutenir la paix, l'intégration régionale et le développement durable. L'Érythrée bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tout sauf les armes](#)». La nouvelle [stratégie de coopération au développement pour 2019-2020](#) a été axée sur le développement socioéconomique. L'Union européenne a alloué un financement de 10,7 millions d'euros au moyen de l'IcSP 2015-2020, pour des projets de préparation et de réaction aux crises. Depuis 2016, le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique a [contribué](#) à hauteur de 151 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance et à la prévention des conflits, ainsi qu'au soutien de la résilience et des projets économiques.

États-Unis

Les États-Unis occupent la 81^e place de l'indice Normandie. Ils affrontent de nouvelles menaces dans le domaine des armes de destruction massive, depuis que la Russie a suspendu sa participation au nouveau traité sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (Nouveau START). Par ailleurs, ils continuent de connaître une augmentation du terrorisme de droite et du terrorisme solitaire.

Contexte et principaux enjeux

Les États-Unis se classent 129^e sur 163 pays dans l'[indice mondial de la paix](#) 2022, leur classement ayant chuté de la 122^e place depuis 2021. L'importance des dépenses militaires par rapport au PIB, l'engagement continu dans des conflits extérieurs, les niveaux élevés d'importation et d'exportation d'armes, les taux d'incarcération considérables et des désaccords permanents sur le fonctionnement des institutions démocratiques du pays, sont autant de facteurs qui contribuent à la persistance d'un faible niveau de paix par rapport aux autres pays à revenu élevé. Les États-Unis présentent le [taux de violence armée le plus élevé](#) dans cette catégorie de pays. En 2022, [20 270 homicides par arme à feu](#) et 646 tueries de masse ont été commis sur le territoire des États-Unis, soit une légère baisse par rapport aux niveaux de 2021.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les États-Unis sont une puissance nucléaire et ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Leur retrait du [traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#) avec la Russie, en 2019, puis du [traité de 1992 sur le régime «ciel ouvert»](#), en 2020, constitue des événements alarmants. Bien que l'administration Biden ait prolongé le [Nouveau START](#) avec la Russie, cette dernière [a suspendu](#) sa participation au traité en février 2023 et les deux pays ne partagent plus de données sur les armes nucléaires. Depuis 2002, les États-Unis ont connu une diminution globale du nombre de décès dus au terrorisme, mais également une [augmentation](#) du terrorisme intérieur, principalement animé par des motivations raciales ou ethniques. Les États-Unis prennent la cybersécurité très au sérieux. En 2023, ils ont publié une [stratégie sur la cybersécurité](#) en plus de leur [stratégie nationale de sécurité](#) adoptée en 2022.

Rôle de l'Union européenne

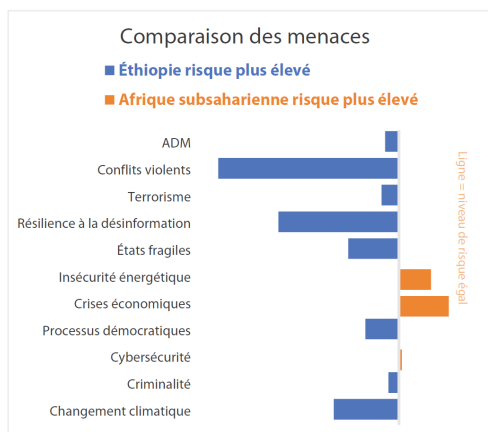
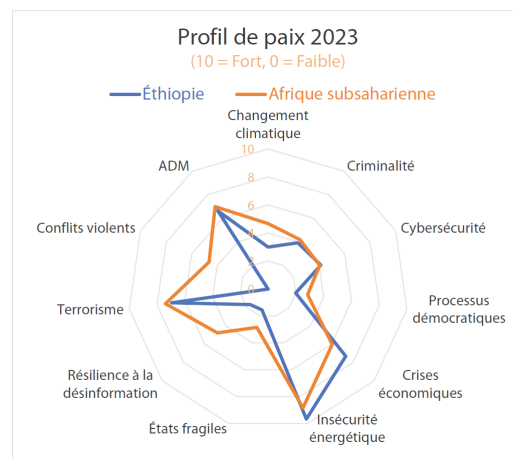
Les États-Unis constituent un [partenaire](#) stratégique de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. En 2011, les États-Unis ont signé un [accord-cadre de partenariat](#) sur la participation aux opérations de la PSDC et, le 26 avril 2023, l'Agence européenne de défense et le département de la défense américain ont [signé](#) un [accord administratif](#) prévoyant une coopération transatlantique renforcée dans des domaines spécifiques de la défense. Les États-Unis ont assumé un rôle de [premier plan](#) dans la livraison d'armes à l'Ukraine. La coopération entre les États-Unis et l'Union européenne se fait également par l'intermédiaire de l'OTAN dans les domaines définis par la déclaration conjointe [UE-OTAN](#). En matière de lutte contre le terrorisme, les accords bilatéraux comprennent: un [accord opérationnel](#) entre les États-Unis et Europol, l'[accord](#) UE-États-Unis sur le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) et l'[accord](#) UE-États-Unis sur les dossiers passagers (PNR). L'[accord-cadre](#) entre l'Union et les États-Unis fournit un cadre de règles régissant l'échange de données transatlantique. En mars 2022, un [accord de principe](#) sur un nouveau cadre de protection des données UE-États-Unis a été annoncé. En octobre 2022, le président Biden a signé le [décret 14086](#), qui introduit de nouvelles règles pour traiter les points soulevés dans l'[arrêt Schrems II](#) de la Cour de justice de l'Union européenne de 2020. Au niveau parlementaire, l'Union européenne et les États-Unis échangent régulièrement dans le cadre du [dialogue transatlantique des législateurs](#). En décembre 2020, l'Union a publié un nouveau [programme transatlantique pour un changement planétaire](#), qui comprend de nouvelles formes de coopération en matière de commerce et de technologies, de démocratie, de sécurité et d'environnement. Le [Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis](#), le [dialogue UE-États-Unis sur la sécurité et la défense](#), le dialogue sur la Chine et les consultations sur la région indo-pacifique ont été lancés en 2021, le premier dialogue sur la Russie ayant suivi en 2022. Le groupe de travail UE-États-Unis sur la sécurité énergétique, [annoncé](#) en mars 2022, s'appuie sur une coopération transatlantique de longue date dans le cadre du Conseil «Énergie» UE-États-Unis. Il [a contribué](#) à réduire la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis de l'énergie russe.

Éthiopie

L'Éthiopie occupe la 124^e place de l'indice Normandie. Si le Premier ministre Abiy Ahmed s'est efforcé, au cours des premiers mois qui ont suivi sa prise de fonctions, de résoudre les différends persistants avec l'Érythrée et d'engager des réformes ambitieuses sur les plans politique et économique, le conflit armé dans la région du Tigré a gravement perturbé le niveau de risque du pays.

Contexte et principaux enjeux

Avec plus de [80 groupes ethniques différents](#), parlant autant de langues, la politique éthiopienne est structurée autour de la notion de fédéralisme ethnique. Le Premier ministre Abiy Ahmed a [recu le prix Nobel](#) de la paix en 2019 pour ses efforts visant à résoudre des différends de longue date avec l'Érythrée. Toutefois, après l'organisation d'une élection régionale par le Tigré en septembre 2020, jugée illégale par le parlement fédéral, le gouvernement fédéral a réduit les dotations budgétaires au Tigré. Le 3 novembre 2020, Abiy Ahmed a ordonné une offensive militaire contre les forces du Tigré, qui avaient pris le commandement du quartier général militaire à Mekelle, capitale régionale du Tigré. Le conflit s'est transformé en [guerre civile](#), avec un nombre de décès potentiellement supérieur à un demi-million. Près de 3 millions de personnes ont été déplacées, que ce soit à l'intérieur du pays ou vers les pays voisins. Le conflit a entraîné une grave détérioration de la situation déjà fragile au Tigré et dans le nord de l'Éthiopie, tandis que dans l'ensemble de l'Éthiopie, 20 millions de personnes avaient déjà besoin d'aide en raison de la violence, de l'invasion de criquets, de la sécheresse ou des inondations.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En dépit de l'[accord de paix](#) signé entre le gouvernement éthiopien et les forces du Tigré en novembre 2022 et de certaines mesures de mise en œuvre, plusieurs questions importantes [restent en suspens](#): l'ampleur du désarmement des forces du Tigré n'est pas claire; les efforts visant à mettre en place une justice transitionnelle posent problème; et il est difficile de répondre à d'immenses besoins en matière de reconstruction et d'aide humanitaire. La tentative du gouvernement fédéral de démanteler les forces de sécurité régionales a entraîné de violentes manifestations dans la région d'[Amhara](#) depuis avril 2023. Le remplissage du [Grand barrage de la Renaissance éthiopienne](#) sur le Nil reste un point de tension avec l'[Égypte](#), tandis que le Soudan espère que ce barrage contribuera à réguler

les inondations.

Intervention de l'Union européenne

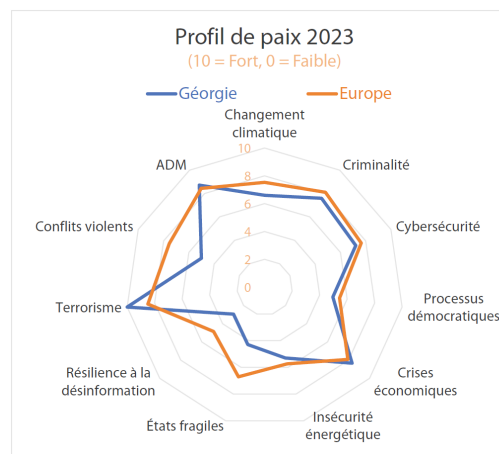
L'Éthiopie est un partenaire clé de la [stratégie renouvelée de l'UE dans la Corne de l'Afrique](#), adoptée en mars 2021, mais préparée avant l'éclatement du conflit du Tigré. Le partenariat de l'UE avec l'Éthiopie repose sur un [accord d'engagement stratégique commun](#) de 2016, qui prévoit des réunions ministérielles annuelles et un dialogue à haut niveau dans six secteurs: paix et sécurité régionales; lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente; migration et développement socioéconomique; investissement et commerce; gouvernance et droits de l'homme; changement climatique et coopération en matière environnementale. En raison du conflit au Tigré, l'Union a [suspendu](#) son aide budgétaire de 88 millions d'euros à l'Éthiopie, et accru en parallèle les financements humanitaires. Le 24 avril 2023, le Conseil de l'UE a annoncé que l'UE reprendrait progressivement son dialogue avec l'Éthiopie, à la hauteur de la mise en œuvre de l'accord de paix par cette dernière. L'aide humanitaire totale en faveur de l'Éthiopie en 2022 s'est élevée à 76 millions d'euros. Une enveloppe supplémentaire de 82,5 millions d'euros a été allouée au 2 mai 2023. Le Parlement européen a fait part de sa condamnation et de son inquiétude concernant la situation humanitaire dans plusieurs [résolutions](#) depuis le début du conflit au Tigré. Une [délégation de députés](#) a discuté de la situation dans le pays avec des représentants éthiopiens en septembre 2022.

Géorgie

La Géorgie se classe à la 35^e position de l'indice Normandie, soit une baisse significative par rapport à l'année précédente, où elle occupait la 28^e place. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne régionale en ce qui concerne les indicateurs tels que le terrorisme et la crise économique, tandis qu'il obtient de mauvais résultats en ce qui concerne les indicateurs de conflits violents, en raison du conflit en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Contexte et principaux enjeux

Depuis que la Géorgie est devenue indépendante de l'Union soviétique en 1991, son gouvernement central a été confronté à une forte résistance en Abkhazie et en Ossétie du Sud. En août 2008, la Russie a mené une [guerre](#) contre la Géorgie sous le prétexte de protéger les séparatistes. Bien que les combats aient pris fin après quelques jours, les causes du conflit n'ont pas été résolues et la Géorgie a perdu le contrôle effectif de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, [reconnues](#) par la Fédération de Russie comme des entités souveraines. Au cours des cinq dernières années, le pays a connu un niveau de terrorisme relativement faible, ce qui explique sa 93^e place dans l'[indice mondial du terrorisme](#) 2022. La Géorgie subit une [instabilité politique](#) depuis les élections législatives contestées de novembre 2020, au cours desquelles le parti au pouvoir, le Rêve géorgien (au pouvoir depuis 2012), a conservé sa majorité. Les manifestations de mars 2023 ont contraint le gouvernement à [retirer](#) le projet de loi sur la transparence de l'influence étrangère, inspiré d'une loi russe similaire, dénoncé par des organisations de défense des droits de l'homme et considéré comme [incompatible](#) avec les valeurs et les normes de l'Union.



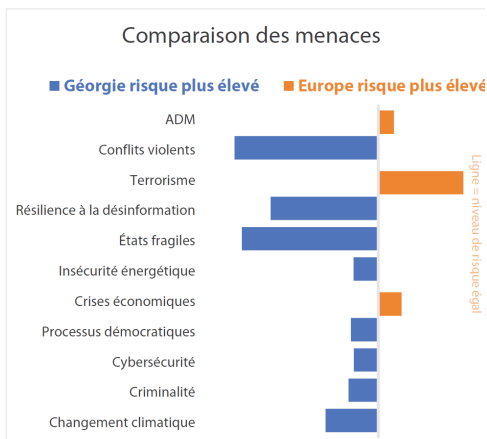
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Géorgie affiche le meilleur score des pays du partenariat oriental pour l'indicateur de crise économique, et son économie, bien que durement touchée par la pandémie, est résiliente. Au cours des 15 dernières années, les [réformes](#) se sont concentrées sur la mondialisation des entreprises et l'augmentation de la croissance économique. Au cours de la dernière décennie, la Géorgie a également diversifié ses relations commerciales. Si les pays voisins que sont la Russie, la Bulgarie, l'Azerbaïdjan et la Turquie accueillent toujours la majorité de ses exportations, la Géorgie a développé ses relations avec la Chine, a renforcé ses liens avec l'Union européenne grâce à un [accord d'association](#), comprenant une zone de libre-échange approfondi et complet, et s'est engagée dans la force de réaction de l'OTAN. La Géorgie a également renforcé sa résilience dans d'autres domaines, tels que celui de la cybersécurité. L'invasion de l'Ukraine par

la Russie en février 2022 a suscité des [craintes en matière de sécurité](#) en Géorgie, qui a adopté une approche [prudente](#) et pragmatique à l'égard de la Russie. La Géorgie a [fait bloc](#) avec l'UE dans les résolutions des Nations unies contre la Russie, mais a jusqu'à présent [refusé](#) d'appliquer les sanctions de l'UE. La Géorgie a ainsi [demandé](#) à adhérer à l'Union européenne et a obtenu le statut de pays potentiellement candidat en juin 2022.

Intervention de l'Union européenne

L'UE continue de [soutenir](#) fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, notamment par les efforts déployés par le représentant spécial de l'UE (RSUE) pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, la mission d'observation de l'Union européenne (EUMM) et par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix (12,75 millions d'euros) pour contribuer au renforcement des unités médicales, techniques et logistiques de l'armée géorgienne. La Géorgie s'est vu accorder le statut de candidat potentiel en juin 2022 à la suite de l'[avis](#) de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de la Géorgie à l'UE. Grâce à l'accord d'association et à la zone de libre-échange approfondi et complet [UE-Géorgie](#), l'Union soutient la modernisation de l'économie géorgienne et de ses institutions. Depuis l'entrée en vigueur du régime d'exemption de visa en 2017, les citoyens géorgiens titulaires d'un passeport biométrique peuvent entrer sans visa dans l'espace Schengen. Le [financement](#) de l'UE en faveur de la Géorgie, pour la période 2017-2020, s'est élevé à 453 millions d'euros, dont 183 millions d'euros pour aider à remédier aux conséquences de la pandémie de COVID-19.

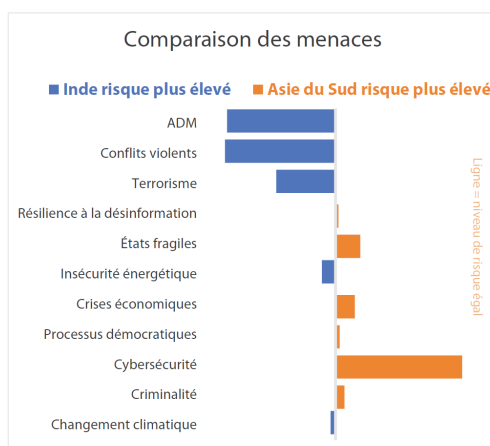
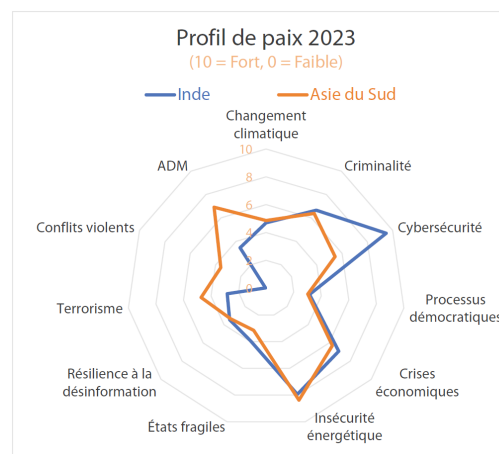


Inde

L'Inde occupe la 112^e place de l'indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne de l'Asie du Sud, excepté en matière de cybersécurité et de processus démocratiques. Les différends territoriaux non résolus avec la Chine et le Pakistan, deux puissances nucléaires, expliquent en grande partie le classement relativement bas de l'Inde.

Contexte et principaux enjeux

Malgré une forte croissance économique et une modernisation depuis les années 1990, on [estime](#) que 44 millions d'Indiens vivent dans une extrême pauvreté. Sur le plan intérieur, l'Inde est actuellement confrontée à des [conflits](#) interreligieux, intercastes et interethniques, tels que les affrontements dans l'État du [Manipur](#). L'[inégalité entre les hommes et les femmes](#) constitue également un problème. En 2023, l'Inde se classe parmi les 50 % les plus pauvres de l'[indice de démocratie libérale](#), après avoir subi une [baisse](#) substantielle de la liberté démocratique au cours de la dernière décennie en raison de politiques discriminatoires touchant la population [musulmane](#) et d'obstacles à l'opposition politique. Du point de vue des relations étrangères, le [litige](#) au sujet de la frontière himalayenne avec la Chine et les [tensions](#) avec le Pakistan, et plus particulièrement au sujet de la région du Jammu-et-Cachemire, ont également donné lieu à des actions de groupes terroristes islamistes opérant depuis le territoire pakistanais. L'Inde figure à la 13^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#). L'Inde refusant de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ainsi que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), elle obtient un faible score pour ce qui est de l'indicateur d'armes de destruction massive (ADM). Enfin, l'Inde, qui importe la plupart de ses armes depuis la Russie et demeure le [plus grand importateur](#) d'armes russes, n'a toujours [pas condamné](#) l'invasion de l'Ukraine. Les importations de pétrole russe en Inde ont été [multipliées](#) par dix en 2022.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les efforts déployés par le gouvernement pour limiter les discours «antinationaux» ont conduit l'Inde à se classer à la 161^e place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). Si l'Inde est la cible de cyberattaques, elle obtient de [bons résultats](#) en matière de cybersécurité, avec une [infrastructure](#) de cybersécurité plus forte que la moyenne de l'Asie du Sud. L'Inde est exposée à un [risque élevé](#) découlant du changement climatique, [certaines régions](#) et certains secteurs, tels que l'[agriculture](#), étant particulièrement vulnérables aux inondations, à la hausse des températures et à la diminution des précipitations. L'Inde occupe la 8^e place parmi les meilleurs pays de l'[indice de performance en matière de changement climatique](#) pour 2023, avec des notes élevées dans les catégories d'[émissions](#) et de consommation d'énergie. Lors du sommet de la COP26, qui s'est tenu en 2021, l'Inde (à l'instar de la Chine et de pays insulaires) a réussi à faire modifier le texte du [pacte de Glasgow pour le climat](#) afin d'appeler à la «réduction progressive», plutôt qu'à l'«élimination progressive», des [centrales au charbon sans dispositif d'atténuation](#).

Intervention de l'Union européenne

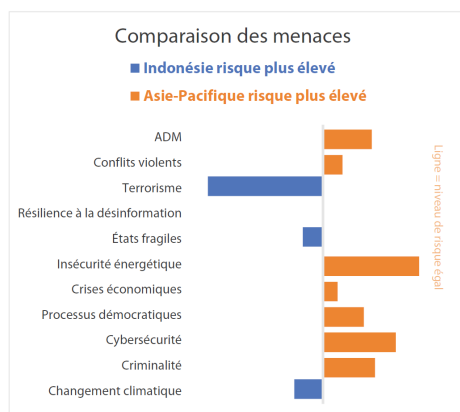
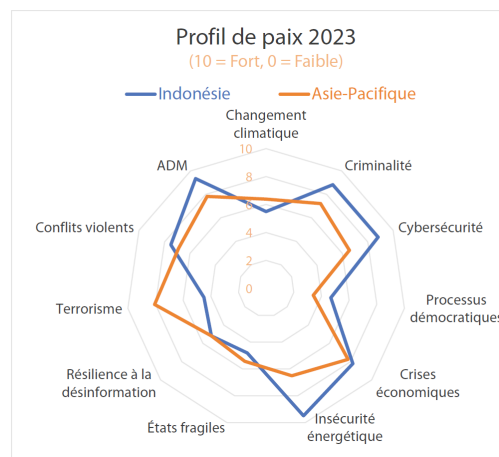
Fortes de 60 ans de relations diplomatiques, l'Inde et l'Union européenne sont des partenaires stratégiques depuis 2004. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'[Inde](#) n'est pas admissible à l'aide bilatérale de l'Union mais peut bénéficier des programmes thématiques et régionaux pour l'[Asie](#). Le [15^e sommet entre l'Inde et l'Union européenne](#) qui a eu lieu en juillet 2020 a entériné le «partenariat stratégique UE-Inde: une feuille de route à l'horizon 2025», [révisé](#) en mai 2023. L'UE est le [3^e partenaire commercial](#) de l'Inde, puisqu'elle représente près de 11 % du commerce indien. Le [16^e sommet UE-Inde](#) qui s'est tenue en mai 2021 a quant à lui permis de [reprendre les négociations](#) sur un accord de libre-échange, lesquelles étaient restées en suspens depuis 2013. Le [17^e sommet UE-Inde](#) qui s'est tenu en juin 2022 a arrêté l'objectif de conclure les négociations d'ici la fin de 2023. En février 2023, un [Conseil du commerce et des technologies UE-Inde](#) a été créé dans le but de relever les nouveaux défis en matière de commerce, de technologie et de sécurité. L'intelligence artificielle a été l'un des sujets abordés lors de sa [première réunion ministérielle](#) en mai 2023.

Indonésie

L'Indonésie occupe la 21^e place de l'indice Normandie. La croissance économique notable de ce pays peuplé de 270 millions d'habitants a accru son importance politique dans la région, en particulier au sein de l'ASEAN. Cet essor ne s'est toutefois pas déroulé sans heurts: la montée du fondamentalisme islamique, les troubles intercommunautaires et le terrorisme ont tous posé de graves problèmes pour le pays.

Contexte et principaux enjeux

L'Indonésie a vu la création de plusieurs mouvements séparatistes et militants depuis son indépendance en 1949 et se classe en 24^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#). Une insurrection de longue date [se poursuit](#) dans la province de Papouasie. Dans la province d'Aceh, un accord de 2005, qui accorde une autonomie spéciale, a quant à lui permis d'instaurer la paix. En 2002, l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental (occupée par l'Indonésie depuis 1975) a obtenu son indépendance. Les forces antiterroristes indonésiennes ont réussi à contenir les mouvements islamistes tels que la Jemaah Islamiyah, un groupe islamiste sunnite extrémiste violent et à motivation religieuse, inspiré de l'idéologie djihadiste anti-occidentale. Ainsi, en juin 2019, les autorités indonésiennes ont [arrêté](#) le dernier chef de la Jemaah Islamiyah, Para Wijayanto, et l'ont condamné à sept ans d'emprisonnement en juillet 2020. Bien que les activités de répression menées au cours de la dernière décennie aient considérablement affaibli la direction du groupe, la Jemaah Islamiyah [reste](#) une organisation distincte, dotée d'une structure très compartimentée et de 6 000 membres, opérant principalement en Indonésie, avec un petit effectif également présent en Malaisie et aux Philippines.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Si elle est parvenue à établir des pratiques démocratiques en son sein, notamment par la tenue d'une élection générale en 2019, l'Indonésie se classe au 108^e rang du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2023 et au 98^e rang de l'[indice des États fragiles](#) 2023, avec un score particulièrement élevé en ce qui concerne les griefs communautaires. Ce résultat s'explique principalement par les troubles qui agitent actuellement la province de Papouasie, où l'accès aux médias est restreint. Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé la province d'Aceh en 2004 et provoqué la mort de 160 000 personnes ont mis au jour la vulnérabilité de l'Indonésie au regard des facteurs environnementaux et climatiques. Il est [estimé](#) que la fréquence accrue des sécheresses mettra en péril les pratiques agricoles indonésiennes dépendantes de la mousson et entraînera des

pénuries alimentaires, tandis que la montée du niveau des océans menacera environ 42 millions de foyers situés dans des zones de faible élévation, en particulier autour de la capitale Jakarta.

Intervention de l'Union européenne

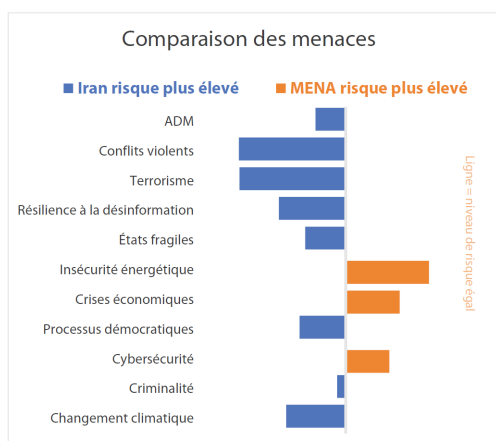
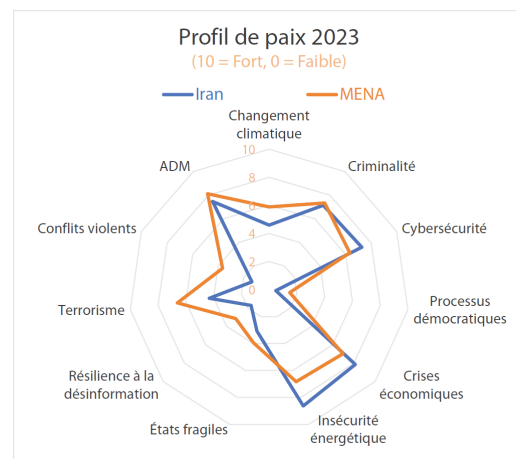
En 2014, l'Indonésie est devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à [signer](#) un accord de partenariat et de coopération avec l'Union européenne, et un accord de libre-échange est en cours de négociation. Le 11^e cycle de négociations de ce dernier a eu lieu en novembre 2021 sous forme virtuelle, après quelques retards dus à la pandémie. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'Indonésie ne perçoit plus d'[aides](#) bilatérales de l'Union. Elle participe toutefois toujours à des programmes tels qu'[Erasmus+](#), dans le domaine de l'éducation supérieure. Les fonds de l'Union soutiennent par ailleurs le commerce extérieur de l'Indonésie grâce au programme de soutien à l'intégration régionale ASEAN ([ARISE Plus](#)) de l'Union. L'Union européenne et l'Indonésie mènent un large éventail de dialogues sur des sujets tels que les [droits de l'homme](#) et la [sécurité](#). Chef de file régional, l'Indonésie est un acteur clé du partenariat stratégique de l'Union avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Iran

L'Iran occupe la 104^e place de l'indice Normandie. Le pays traverse actuellement la plus profonde et plus longue crise économique de son histoire contemporaine, exacerbée par les sanctions économiques américaines, réimposées à la fin de 2018, et les répercussions qui en résultent sur les exportations de pétrole, sur l'inflation et sur le chômage. Les manifestations politiques qui ont éclaté en septembre 2022 ont été les plus importantes du pays depuis des décennies.

Contexte et principaux enjeux

Les tensions autour de l'ingérence occidentale dans les affaires intérieures iraniennes remontent au début des années 1900, lorsque le gouvernement britannique a pris le contrôle de la [production de pétrole](#) en Perse. Le renversement en 1953, grâce au soutien des États-Unis, du Premier ministre Mohammad Mosaddegh démocratiquement élu, a déclenché une vague de troubles qui a finalement conduit à la révolution de 1979 et à la [crise des otages américains](#) qui s'ensuivit. Depuis lors, l'Iran s'est retrouvé mêlé à plusieurs conflits dans les pays voisins, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980, et actuellement dans les conflits en Syrie et au Yémen. Le pays a été soumis à une [pression internationale](#) croissante sur ses capacités et ses intentions en matière d'ADM, qui ont été tenues en échec par l'[accord nucléaire](#) iranien (le [plan d'action global commun](#) ou PAGC) signé en 2015, jusqu'à ce que les États-Unis se retirent de l'accord et réimposent des [sanctions économiques](#) de grande ampleur en 2018. Le délai nécessaire à l'Iran afin de produire suffisamment d'uranium enrichi pour une bombe nucléaire est estimé à [quelques semaines](#), voire moins.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis les nouvelles sanctions économiques américaines imposées à l'Iran, le pays a subi d'énormes conséquences [économiques](#) et sociales. La [croissance du PIB réel](#) est descendue à 2,9% en 2022/2023, et l'inflation moyenne s'élève à 50% d'une année sur l'autre. Une vague de manifestations massives a éclaté en septembre 2022, à la suite de la mort en garde à vue de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée pour avoir violé le code vestimentaire féminin. Après des mois de [manifestations](#) généralisées contre le [système de la République islamique](#) et à la suite d'une répression sévère de la part des forces de sécurité, qui a fait au moins 500 morts, les manifestations ont diminué. Toutefois, les experts s'attendent à ce que les [troubles publics](#) se poursuivent, avec des demandes de changement politique fondamental.

L'amélioration de la gouvernance économique et la lutte contre la corruption, largement répandue, figurent parmi les [principaux défis politiques](#) que le pays doit relever. L'[indice de perception de la corruption](#) 2022 classe l'Iran à la 148^e place sur 180 pays. L'Iran a encore intensifié son [programme nucléaire](#), augmentant ainsi la possibilité que les sanctions des Nations unies à l'encontre de l'Iran, levées dans le cadre de l'accord sur le nucléaire, soient imposées de nouveau. Les préparatifs en vue d'une éventuelle [frappe militaire](#) contre les installations nucléaires iraniennes se seraient [considérablement accélérés](#).

Intervention de l'Union européenne

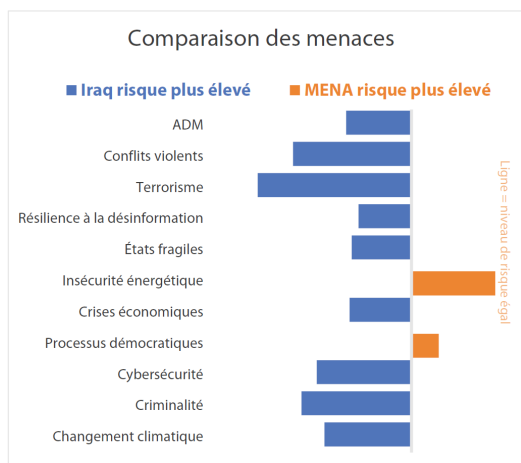
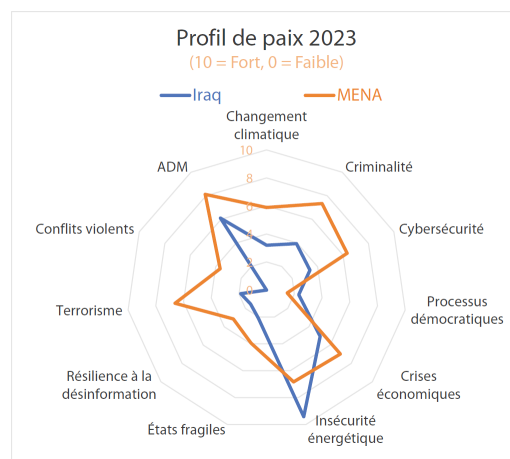
L'Union européenne a joué un rôle important dans la facilitation de l'[accord nucléaire](#) entre l'Iran et l'UE3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni, plus la Chine, la Russie et les États-Unis). À la suite de l'[adoption](#) du PAGC en juillet 2015, l'Union européenne a créé une task force Iran (désormais la [division Iran](#)) chargée de coordonner les différents volets d'action dans les relations avec l'Iran (y compris la mise en œuvre du PAGC et le développement des relations bilatérales). L'Union a également participé étroitement aux [efforts](#) visant à ramener les États-Unis et l'Iran au respect du PAGC, efforts en suspens pour le moment. En 2021, l'Union a adopté un [programme indicatif pluriannuel](#) en vue de régir les relations avec l'Iran pour la période 2021-2027. Toutefois, en raison de contraintes politiques, la programmation conjointe n'a pas lieu à l'heure actuelle.

Iraq

L'Iraq occupe la 133^e place de l'indice Normandie. Vingt ans après le début de l'invasion américaine en mars 2003, le pays se caractérise par des crises économiques, la corruption, des pénuries d'énergie et la montée du sectarisme et de la violence.

Contexte et principaux enjeux

L'Iraq a un long [historique de coups d'État militaires et de révolutions](#). Lorsque Saddam Hussein a pris le pouvoir en 1979, l'Iraq a entamé un nouveau chapitre d'autoritarisme brutal, s'empêtrant dans une série de conflits pour établir une hégémonie régionale, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980. En 1989, l'Iraq a envahi le Koweït voisin, déclenchant la première guerre du Golfe. Dans la foulée, la communauté internationale, emmenée par les États-Unis, a continué à imposer des sanctions économiques et des pressions diplomatiques dévastatrices sur le pays, auxquelles Saddam Hussein a répondu par une répression intérieure croissante. En 2003, la coalition dirigée par les États-Unis, affirmant que l'Iraq disposait d'ADM, a de nouveau envahi le pays, provoquant une lutte pour le pouvoir entre factions rivales du pays, laquelle se poursuit encore aujourd'hui. Les [troupes américaines](#) qui avaient quitté le pays en 2011, sont revenues en 2014 dans le cadre de la coalition de lutte contre l'EIL/Daech, dirigée par les États-Unis. Dans les mois qui ont précédé leur [retrait](#), en [décembre 2021](#), les troupes et les intérêts américains en Iraq ont été la cible de dizaines d'[attaques](#) attribuées à des factions iraqiennes pro-iraniennes. Depuis 2003, l'[Iran](#) a [établi](#) une influence forte et [déstabilisatrice](#) sur son voisin, l'Iraq. En outre, en 2022, le pays a été [le plus touché](#) par les attentats terroristes de l'[EIL/Daech](#). Près de [1,2 million de civils](#) sont toujours déplacés à l'intérieur du pays, et 2,5 millions de personnes ont besoin d'une certaine forme d'aide humanitaire.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

De 2019 à 2021, l'Iraq a connu des [manifestations massives](#) pour dénoncer une gouvernance inefficace, lesquelles ont souvent été [violemment réprimées](#). En [réponse](#) aux protestations, des élections législatives anticipées se sont tenues en octobre 2021. Toutefois, un nouveau Premier ministre n'a été nommé qu'en octobre 2023, après un [processus de formation du gouvernement](#) qui a paralysé toute avancée pendant un an. Le gouvernement continue de s'efforcer d'améliorer les services publics et les perspectives d'emploi. L'Iraq est également confronté à la menace permanente du terrorisme. Selon l'[indice mondial du terrorisme 2023C](#), il s'agit du septième pays le plus touché par le terrorisme dans le monde, même si le pays a connu une réduction de 68 % des décès dus au terrorisme en 2022. L'Iraq est également considéré

comme l'un des pays arabes les plus [vulnérables au changement climatique](#) et sera, à l'avenir, probablement confronté à une [diminution de ses ressources alimentaires et en eau](#) ainsi qu'à des températures extrêmes. Enfin, l'Iraq risque de compromettre la paix interreligieuse déjà fragile, étant donné que, le 3 juillet 2023, le président iraquien Abdul Latif Rashid a [révoqué](#) le décret présidentiel spécial n° 147 de 2013, émis par l'ancien président, Jalal Talabani, aujourd'hui décédé, qui accordait au patriarche catholique chaldéen Louis Raphaël Sako le pouvoir d'administrer le fonds de dotation de l'Église chaldéenne en tant que chef de cette Église.

Intervention de l'Union européenne

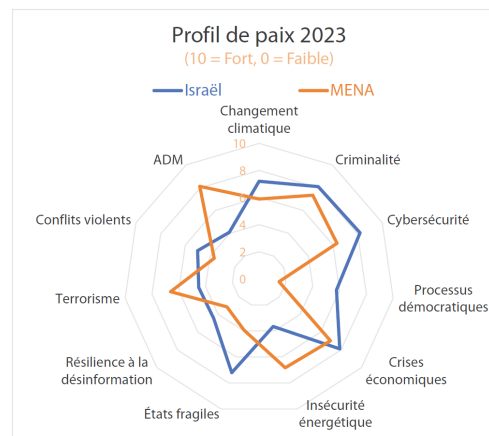
Dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération \(APC\) UE-Iraq](#) de 2018, l'Union européenne [coopère](#) avec l'Iraq dans de nombreux domaines, notamment l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction, les droits de l'homme, les migrations, la sécurité et les programmes de réforme politique, sociale et économique. L'Union européenne a adopté une [stratégie pour l'Iraq](#) en janvier 2018 afin de répondre aux enjeux spécifiques auxquels le pays est confronté, à la suite de la défaite territoriale de l'EIL/Daech. L'Iraq a bénéficié de plus d'1,3 milliard d'euros d'aide de la part de l'Union depuis 2014. En octobre 2017, le Conseil a mis en place une mission consultative de l'Union sur la PSDC – [EUAM Iraq](#) – pour aider les autorités iraqiennes à mettre en œuvre leur stratégie de sécurité nationale.

Israël

Israël occupe la 59^e place de l'indice Normandie, avec un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Bien que le pays constitue une démocratie relativement stable et obtienne un score élevé en matière de résistance à la criminalité, de cybersécurité et de crises économiques, son occupation continue du territoire palestinien reste une vraie faiblesse, tout comme sa détention d'ADM.

Contexte et principaux enjeux

Depuis le vote par l'Assemblée générale des Nations unies de la partition de la Palestine en 1947, suivi peu après par la déclaration unilatérale d'indépendance de l'État d'Israël, le pays a été pris dans un [conflit](#) avec les Palestiniens et d'autres de ses voisins arabes. Après la signature de traités de paix avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994), Israël [a normalisé](#) ses relations avec quatre autres États arabes en 2020. Toutefois, les relations avec ses voisins directs, le [Liban](#) et la [Syrie](#), restent difficiles. L'indice [2023 de la liberté dans le monde](#) classe Israël parmi les pays libres, mais note que les élections de 2022 ont abouti à un nouveau gouvernement comportant des éléments d'extrême droite et met en garde contre le fait que son programme d'action pourrait porter atteinte à l'indépendance de la justice et à d'autres éléments essentiels de la démocratie, ainsi qu'aux droits fondamentaux des Palestiniens. En 2023, Israël poursuivait toujours son occupation de la Cisjordanie qui dure depuis des décennies, territoire où les forces de sécurité israéliennes avaient tué au total [110 Palestiniens](#), dont des civils (bilan à la fin du mois de mai 2023). Israël se classe en 15^e position dans l'[indice mondial du terrorisme 2023](#). Les [groupes terroristes](#) qui visent Israël incluent notamment le Hezbollah, le Hamas, le Jihad islamique et le groupe [Province du Sinâï de l'EIL/Daech](#).



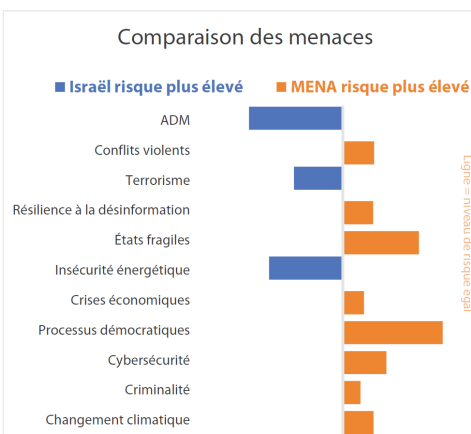
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La [situation sécuritaire](#) israélo-palestinienne a augmenté en violence en 2023. Cela confirme la tendance amorcée en 2022, année au cours de laquelle a été enregistré le plus grand nombre de [décès liés au conflit](#) depuis 2015, aussi bien du côté israélien que du côté palestinien. Les attaques armées à l'intérieur d'Israël ont tué 19 Israéliens et étrangers en mai 2023. Au cours d'un [nouveau cycle de conflit](#), les militants palestiniens de la bande de Gaza ont tiré 1 469 roquettes en Israël, dont la plupart ont été interceptées. Par ailleurs, l'Iran a [menacé](#) de détruire Israël à de nombreuses reprises. Les programmes [nucléaires](#) et avancés de missiles iraniens constituent une [menace stratégique](#) majeure pour Israël. Le [Hezbollah](#), qui agit pour l'Iran au Liban et en Syrie, prend régulièrement pour cible le nord d'Israël. Israël [n'est partie](#) à aucun des grands traités qui régissent la non-prolifération des armes de destruction massive (ADM), y compris le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le pays a signé la [convention sur les armes chimiques](#), sans toutefois la

ratifier. Israël a établi une politique d'opacité en ce qui concerne ses capacités nucléaires mais, selon de nombreuses estimations, le pays possède un arsenal d'armes nucléaires important, ainsi que des missiles balistiques et de croisière. Le pays étant situé dans une région fort exposée aux conflits, les ADM constituent une menace importante.

Intervention de l'Union européenne

Les relations entre les deux parties sont régies par l'[accord d'association UE-Israël](#) de 2000 et sont principalement axées sur le renforcement de leur coopération économique et sociale, ainsi que sur un dialogue politique régulier. La [politique européenne de voisinage](#), cadre principal des relations politiques et économiques avec Israël, vise à promouvoir l'intégration d'Israël dans les politiques et programmes européens. Les [fonds européens](#) sont principalement utilisés pour soutenir le rapprochement des normes et standards israéliens dans l'administration publique avec ceux de l'Union. L'Union soutient également les initiatives de la société civile qui visent à promouvoir les droits de l'homme. Israël constitue un [partenaire](#) important du programme-cadre pour la recherche et l'innovation [«Horizon Europe»](#), le [principal programme de financement de l'Union européenne dans ces secteurs](#). L'Union européenne continue de [plaider en faveur](#) d'une solution à deux États pour ce qui est du conflit israélo-arabe, y compris la fin de l'occupation israélienne des territoires [palestiniens](#). Le 15 juin 2022, l'UE, l'Égypte et Israël ont signé un [protocole d'accord](#) sur la coopération en matière de commerce, de transport et d'exportation de gaz naturel vers l'Union européenne.

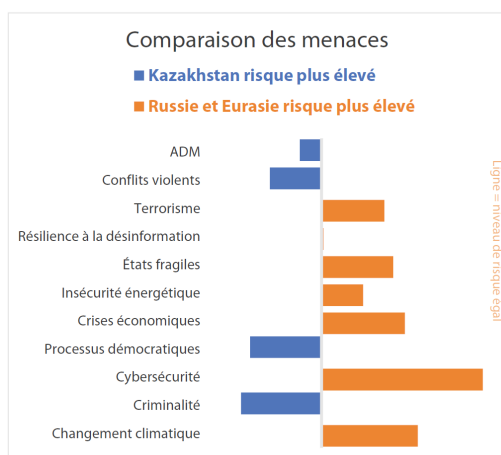
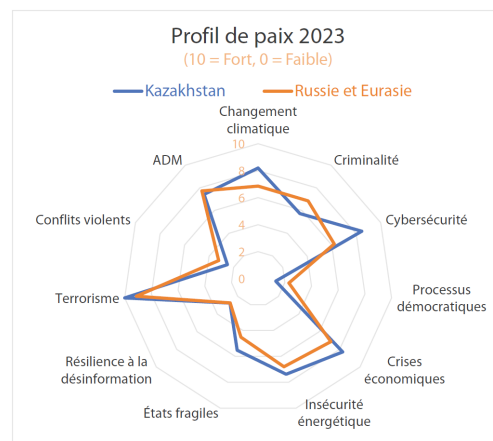


Kazakhstan

Le Kazakhstan occupe la 51^e place de l'indice Normandie. Bien que longtemps considéré comme un îlot de stabilité dans une région très incertaine et volatile, le pays a été secoué par de violentes manifestations au début de l'année 2020.

Contexte et principaux enjeux

Le Kazakhstan, ancienne République soviétique, a obtenu son indépendance en 1991. Pendant près de trois décennies, le pays a été **dirigé** par le président Noursoultan Âbichouly Nazarbaïev, qui a démissionné en mars 2019 mais a continué de peser de tout son poids jusqu'en 2022, lorsque les **réformes constitutionnelles** engagées par son successeur lui ont ôté ses pouvoirs restants. Le Kazakhstan est dominé par le parti actuellement au pouvoir, Nour Otan, rebaptisé **Amanat**, lequel laisse peu de place à l'opposition politique, régulièrement **réprimée**. En mars 2023, des élections législatives et locales ont été organisées dans le cadre d'un **système réformé**, mais Amanat a conservé sa **majorité**. Le pays **demeure** loin d'être une démocratie libérale et **se classe** parmi les 20-30 % derniers du classement à l'échelle mondiale. Pourtant, d'aucuns **saluent** les dirigeants kazakhstaniens, garants selon eux d'un «îlot de stabilité et de prospérité» dans une région instable. L'économie kazakhstanaise est fortement **dépendante** des exportations de pétrole, ce qui constitue un risque économique et une source potentielle d'instabilité. Un enjeu de taille pour le Kazakhstan est la **gestion** de ses relations avec sa voisine, la Russie. **Environ** 23 % de la population kazakhstanaise est d'origine ethnique russe, un fait qui, selon les experts, pourrait servir de prétexte à la Russie pour annexer des territoires. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a **ravivé** la crainte que l'intégrité territoriale du Kazakhstan soit menacée et fait du pays une cible de la **désinformation** russe.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En janvier 2022, le Kazakhstan a été secoué par des troubles civils majeurs lorsque la suppression des subventions au carburant a déclenché des manifestations antigouvernementales qui se sont **propagées** dans tout le pays, ce qui a provoqué des vagues de violence dans plusieurs villes. Au moins 238 personnes sont décédées au cours des manifestations, qui ont pris fin après l'imposition d'un état d'urgence et l'entrée en jeu d'un **soutien militaire** de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Un an plus tard, les organisations de défense des droits de l'homme **demandent** toujours une enquête indépendante sur les **violations** des droits de l'homme commises par les autorités au cours des manifestations. Les inquiétudes au sujet de la **corruption**, des **choix politiques** et du **niveau de vie** persistent et pourraient susciter de nouvelles manifestations si le rythme des

réformes est **lent** ou si l'**inflation** galopante perdure. Sur une note plus positive, le Kazakhstan **a aboli** la peine de mort en 2020. Le pays obtient un score élevé en matière de résilience face au terrorisme, occupant le 93^e rang de l'**indice mondial du terrorisme**.

Intervention de l'Union européenne

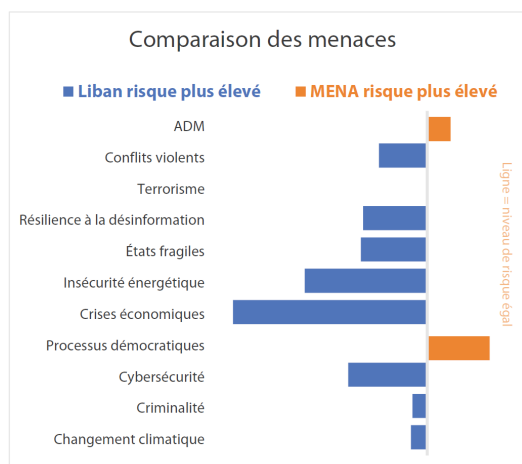
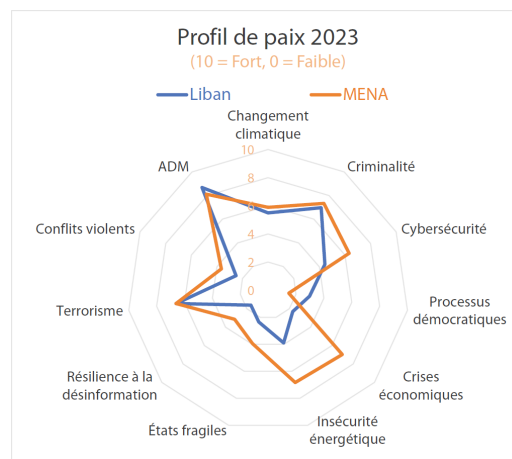
Depuis l'indépendance du Kazakhstan en 1991, l'Union européenne appuie le développement du pays. L'Union européenne est le premier **partenaire** commercial du pays. En 2015, l'Union a signé un accord de partenariat et de coopération renforcé (APCR) avec le Kazakhstan, le premier du genre avec un partenaire d'Asie centrale. L'accord, entré en vigueur en 2020, permet une coopération dans des domaines d'action clés tels que la justice et les affaires intérieures, ainsi qu'une coopération économique et financière. L'Union et le Kazakhstan mettent également **en œuvre** un **partenariat stratégique** dans le domaine des matières premières, des batteries et de l'hydrogène renouvelable. Le pays entre dans le cadre de la **stratégie de l'Union pour l'Asie centrale** et dans le domaine d'action de la **représentante** spéciale de l'Union pour l'Asie centrale. Ici, les domaines de coopération concernent, entre autres, la sécurité, l'état de droit, l'environnement, l'eau, le changement climatique, l'éducation et les droits de l'homme.

Liban

Le Liban occupe la 121^e place de l'indice Normandie. Depuis octobre 2019, l'effondrement de la monnaie du pays et les bouleversements économiques ont alimenté le mécontentement social. La gigantesque explosion qui a détruit une grande partie de Beyrouth en août 2020 illustre le déclin des institutions publiques et politiques du pays depuis la fin de sa guerre civile en 1990.

Contexte et principaux enjeux

L'histoire du conflit au Liban remonte au moins à la guerre civile qui a éclaté en 1975. Petit État, le Liban est au centre de luttes de pouvoir régionales menées aujourd'hui par Israël, l'Arabie saoudite et l'Iran. L'invasion du Liban par Israël en 1982, l'assassinat du Premier ministre de l'époque, Rafic Hariri, en 2005, avec l'aide de la Syrie, le [soutien continu de l'Iran au Hezbollah](#) et les retombées des combats et des millions de réfugiés de la crise syrienne actuelle, entre autres événements, ont non seulement assuré la poursuite d'un [conflit politique et violent](#) dans le pays, mais ont également conduit à une crise économique profonde. Environ 1,5 million de réfugiés syriens (un quart de la population du Liban) ont cherché refuge dans le pays depuis 2011.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Liban est confronté à une crise économique sans précédent depuis son indépendance en 1943. Depuis octobre 2019, lorsque des manifestations ont éclaté dans tout le pays contre l'aggravation de la crise économique et de la corruption perçue, la situation n'a cessé de se détériorer. La monnaie est à un niveau [historiquement bas](#), ayant perdu environ 90 % de sa valeur. Le modèle économique du pays a été qualifié de «brisé» et la pauvreté s'est étendue de façon spectaculaire. Le FMI a qualifié la situation au Liban de «[très dangereuse](#)». En juillet 2022, pour la première fois

en 25 ans, le pays a été [ramené](#) à un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le Liban a du mal à faire face à des situations d'urgence telles que l'explosion du port de Beyrouth, la COVID-19, la [crise du carburant](#) de 2021 et, dernièrement, l'[épidémie de choléra](#), qui frappe le pays depuis octobre 2022, et ce pour la première fois depuis 1993. En outre, une crise de [sécurité alimentaire](#) se profile en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Il est à craindre que la superposition de ces crises ne conduise à un «[effondrement de la société](#)». Le Liban a organisé des élections législatives en mai 2022, mais aucun gouvernement n'a pu être formé. En juin 2023, le pays ne dispose toujours pas d'un président ou d'un gouvernement pleinement habilité.

Intervention de l'Union européenne

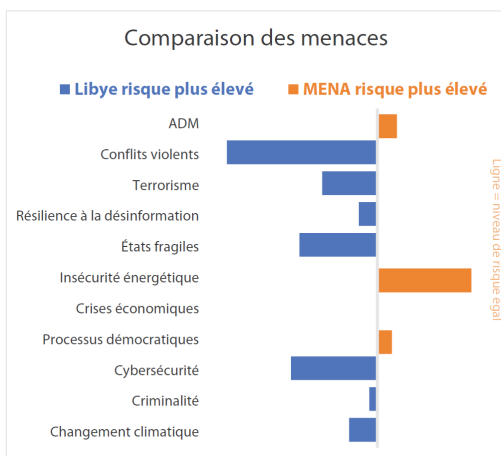
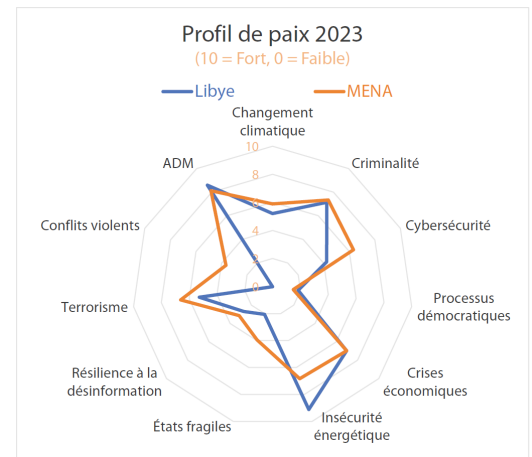
L'Union européenne soutient les efforts déployés par le Liban pour faire face à la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde. Elle a alloué plus de 2,7 milliards d'euros d'[aide](#) au Liban depuis 2011. L'Union apporte également une [aide humanitaire](#) directe aux réfugiés syriens ainsi qu'une aide à la résilience tant aux citoyens libanais qu'aux réfugiés syriens. Rien qu'en 2023, l'Union a accordé 60 millions d'euros d'aide humanitaire. Une aide bilatérale a été affectée dans le cadre de la [politique européenne de voisinage](#) pour financer le développement social et économique local, les investissements d'infrastructures et le soutien à la société civile, entre autres éléments. L'Union a par ailleurs aidé le [Liban](#) à lutter contre la [pandémie](#) de COVID-19. L'apport d'une aide au Liban reste une priorité au titre du nouvel instrument de financement extérieur de l'Union adopté en 2021, l'[IVCDQ – L'Europe dans le monde](#). La programmation pluriannuelle pour le Liban au titre de l'instrument L'Europe dans le monde est axée sur le financement en vue de créer un État durable, à même de répondre aux besoins des citoyens, de renforcer l'économie et d'assurer sa sécurité et sa stabilité.

Libye

La Libye occupe la 109^e place de l'indice Normandie, avec un score inférieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), sauf pour la sécurité énergétique. Depuis la conférence de Berlin sur la Libye en janvier 2020 et l'approbation du gouvernement intérimaire en février 2021, il est possible d'espérer qu'un processus politique menant à des élections puisse rapprocher le pays de la réconciliation et de la transition démocratique.

Contexte et principaux enjeux

Depuis 2014, la Libye est divisée en [camps militaires et politiques rivaux](#), basés respectivement dans la capitale, Tripoli, et dans l'est. La guerre civile, qui est la troisième que connaît la Libye en une décennie, a débuté lorsque l'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar a lancé une offensive sur Tripoli en avril 2019. Afin de rester au pouvoir, Faïez al-Sarraj, chef du gouvernement d'accord national (GAN), reconnu par les Nations unies, s'est tourné vers la Turquie pour obtenir une aide militaire. Les [élections avortées de décembre 2021](#) ont suspendu les processus politiques, poussant une fois de plus le pays au bord du chaos, de l'instabilité politique et des troubles sociaux. En février 2022, les dissensions entre les factions occidentales, basées à Tripoli, et les factions orientales, basées à Tobrouk, ont refait surface après la [nomination](#) de Fathi Bashagha comme nouveau Premier ministre, lors d'un [vote irrégulier](#) à la Chambre des représentants à Tobrouk. La colère populaire a [atteint son paroxysme](#) le 1^{er} juillet 2022, lorsqu'une foule a mis le feu au bâtiment du parlement. Le 18 avril 2023, l'Union africaine a [organisé](#) une conférence de paix pour tenter de remédier à l'instabilité en Libye.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La criminalité et les conflits violents restent élevés dans le pays, perturbant également l'économie. Les Nations unies estiment à 400 milliards d'euros les [pertes économiques](#) subies par la Libye en raison de la guerre civile, et à 500 milliards d'euros les [coûts de reconstruction](#). Bien que les violences aient cessé, des dizaines de milliers de militaires et de mercenaires étrangers sont restés en Libye pour soutenir les deux parties. Ceux-ci auraient pourtant dû quitter le pays à la fin du mois de janvier 2021. En avril 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies [a adopté](#) la résolution 2570(2021), demandant instamment aux États membres de retirer «sans tarder l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires du territoire libyen». En juillet 2022, la National Oil Corporation (NOC) [a annoncé](#) la suspension de ses services dans plusieurs ports pétroliers. La menace que représentent le terrorisme, la traite des êtres humains et

l'immigration clandestine reste élevée. Le 16 mars 2023, l'armée nationale libyenne a annoncé la découverte, près de la frontière avec le Tchad, de deux tonnes et demie de minerai d'[uranium](#) contenu dans dix fûts, lesquels avaient été signalés manquants par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Intervention de l'Union européenne

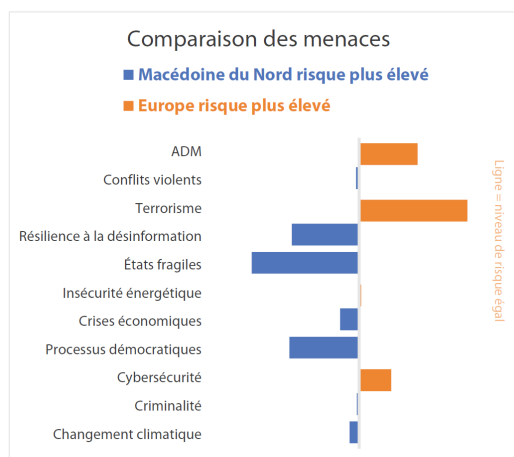
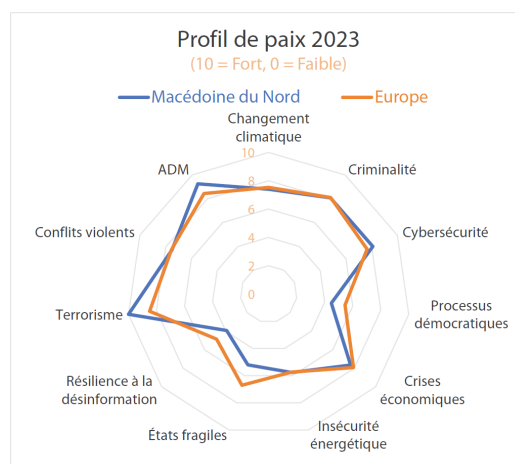
L'Union européenne est engagée dans le [processus de Berlin](#) sous les auspices des Nations unies. À la suite de la conférence de Berlin sur la Libye en janvier 2020, l'Union a mis en service une nouvelle mission militaire, l'[opération IRINI](#), dans le but de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye ([EUBAM Libya](#)) soutient les autorités libyennes dans leurs efforts de démantèlement des réseaux criminels organisés et du terrorisme. La Libye a reçu de l'aide par l'intermédiaire de l'instrument de la politique de voisinage ainsi que du [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#). Une attention particulière a été accordée au respect absolu de l'embargo des Nations unies sur les armes et au soutien des personnes les plus vulnérables, telles que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Une nouvelle stratégie pour le voisinage méridional a été adoptée le 9 février 2021, marquant ainsi les 25 ans de la déclaration de Barcelone et les 10 ans du printemps arabe. Dans le cadre de l'[IcSP](#), l'Union a financé et continue de financer des projets à hauteur de plus de 65 millions d'euros qui visent à contribuer à la stabilité et à la paix. Une deuxième conférence de Berlin sur la Libye (juin 2021) a [relancé](#) le processus politique et la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu conclu en octobre 2020.

Macédoine du Nord

La Macédoine du Nord occupe la 18^e place dans l'indice Normandie. Si le pays enregistre des scores inférieurs à la moyenne européenne pour les indicateurs de processus démocratiques et de fragilité de l'État, il dépasse la moyenne pour ce qui est du terrorisme et des armes de destruction massive.

Contexte et principaux enjeux

La Macédoine du Nord a obtenu son indépendance de l'ex-Yougoslavie en 1991. Aujourd'hui, le pays se trouve dans le premier quartile de pays dans l'indicateur relatif aux processus démocratiques. Le [gouvernement](#) du parti de l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), actuellement dirigé par le Premier ministre Dimitar Kovačevski, a permis d'améliorer les relations du pays avec l'Union européenne, et avec la Grèce en particulier. Par l'[accord de Prespa](#) (conclu en juin 2018), le pays a changé de nom pour devenir la République de Macédoine du Nord. En contrepartie, la Grèce a mis un terme à son veto à l'accèsion de ce pays à l'Union européenne et à l'OTAN. En mars 2020, à la suite de la signature du protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord en février, le pays a officiellement rejoint l'OTAN en tant que 30^e membre de l'alliance.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis son indépendance, la Macédoine du Nord a progressé dans la mise en place d'une société démocratique et d'une économie de marché ouverte. Il a notamment été question de réformes telles que le cadastre, l'accès au crédit et la protection des investisseurs minoritaires. Selon un classement établi par la [Banque mondiale](#), la Macédoine du Nord est le seul pays à revenu intermédiaire à se classer parmi les 20 meilleurs pays du monde en ce qui concerne la [facilité à faire des affaires](#). Les progrès réalisés dans les réformes économiques se reflètent dans ses bons résultats en matière de crises économiques. La Macédoine du Nord a considérablement progressé sur le plan de la liberté de la presse: elle est passée de la 57^e place dans le [classement 2022 de la liberté de la presse](#) à la 38^e place dans le classement [2023](#). Pour favoriser le développement d'un

environnement numérique sûr, sécurisé, fiable et résilient, le gouvernement a adopté en 2018 une [stratégie nationale de cybersécurité accompagnée d'un plan d'action](#) pour la période 2018-2022.

Intervention de l'Union européenne

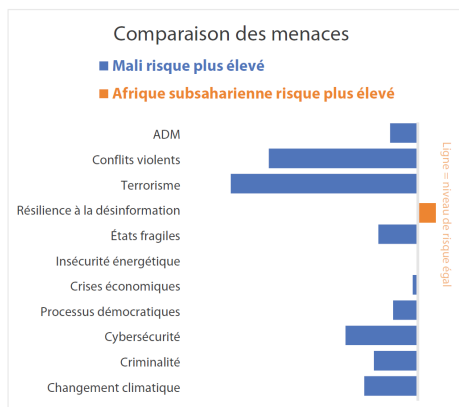
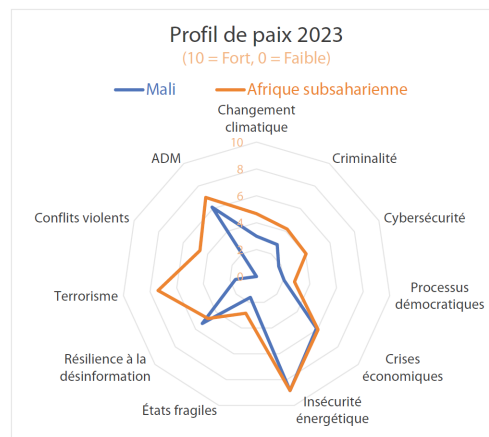
La [Macédoine du Nord](#) a été le premier pays des Balkans occidentaux à signer un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne (en 2004) et a obtenu, tout juste un an plus tard, le statut de pays candidat. Le 26 mars 2020, le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord. Ces négociations se sont ouvertes officiellement le 19 juillet 2022. L'Union a affecté [664 millions d'euros](#) de financement à la Macédoine du Nord par l'intermédiaire de l'IAP II pour la période 2014-2020, et quelque 14,162 milliards d'euros au titre de l'[IAP III](#) aux six pays des Balkans occidentaux pour la période 2021-2027. L'Union soutient le [renforcement de la connectivité des transports et de l'énergie](#) dans les Balkans occidentaux et avec elle-même, au moyen d'un nouveau train de mesures sur la connectivité, d'améliorations des routes et de la mise en œuvre de la stratégie ferroviaire régionale, au titre du [cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux](#).

Mali

Le Mali occupe la 130^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à des menaces continues d'organisations djihadistes violentes, ainsi qu'à des difficultés liées au changement climatique, notamment une pénurie accrue de ressources.

Contexte et principaux enjeux

En raison des attaques d'[organisations djihadistes](#), le Mali obtient un score nettement plus défavorable que la moyenne subsaharienne dans les domaines des conflits violents et du terrorisme. Le second semestre de 2020 a été marqué par de nouveaux troubles politiques, des officiers militaires ayant renversé le gouvernement du président Ibrahim Boubacar Keïta à la suite de manifestations publiques concernant des irrégularités électorales. Le Mali a connu un nouveau coup d'État en [2021](#). Le gouvernement provisoire, dirigé par les militaires, avait initialement programmé des élections présidentielles démocratiques pour mars 2022. Toutefois, en février 2022, le parlement temporaire, dominé par l'armée et comptant 121 sièges, [a voté](#) en faveur du report des élections par le gouvernement militaire et du maintien au pouvoir de ce dernier pour une durée maximale de cinq ans. En juillet 2022, l'autorité régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a accepté de lever les sanctions qu'elle avait imposées après que le gouvernement de transition a présenté un calendrier de retour à l'ordre civil en mars 2024.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En mai 2022, le Mali a quitté le [G5 Sahel](#) – une organisation régionale intergouvernementale entre pays du Sahel – en raison du refus des autres membres (Tchad, Niger, Mauritanie et Burkina Faso) de laisser les autorités de transition maliennes assurer la présidence tournante. Les autorités maliennes [ont décidé](#) de dénoncer le traité de coopération en matière de défense entre la France et le Mali, ainsi que l'accord de statut des forces régissant les forces partenaires canadiennes et européennes engagées dans la task force Takuba (qui [a cessé ses activités](#) le 1^{er} juillet 2022). Le 14 juillet 2022, le gouvernement malien [a annoncé](#) qu'il

suspendait temporairement les rotations des troupes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Dans le même temps, le gouvernement malien a renforcé ses liens avec Moscou, ainsi qu'avec le groupe russe Wagner déployé au Mali pour former les forces locales, en échange de l'accès de la Russie aux ressources naturelles.

La combinaison du [changement climatique](#) et de la pénurie des ressources mène à une profonde crise humanitaire. Des groupes armés [se propagent depuis le nord du Mali](#) vers la région centrale autour de Bamako et vers les pays voisins (notamment le Niger et le Burkina Faso, dans la zone tricontinentale de Liptako-Gourma).

Intervention de l'Union européenne

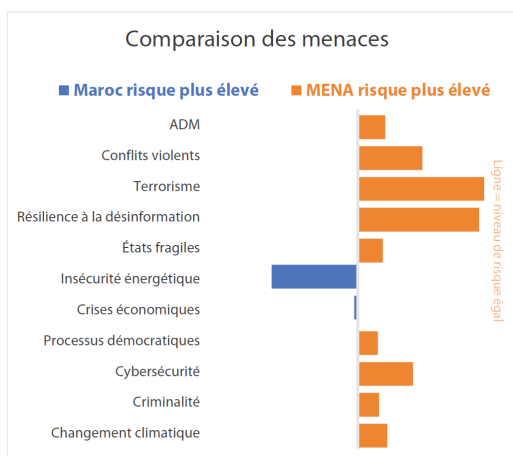
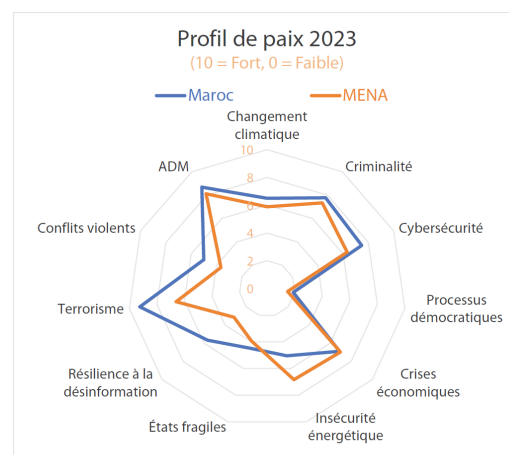
L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Celle-ci renforce la dimension politique et l'importance accordée au développement durable dans le cadre du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel. Le Mali accueille deux missions de la PSDC de l'Union européenne: [EUCAP Sahel Mali](#), une mission de renforcement des capacités, et [EUTM Mali](#), une mission de formation pour les forces armées du G5 Sahel. En mars 2020, le Conseil de l'Union européenne a décidé de prolonger le mandat de la mission EUTM Mali jusqu'en mai 2024. Toutefois, l'EUTM Mali a suspendu son action opérationnelle pour le pays en avril 2022.

Maroc

Le Maroc occupe la 47^e place de l'indice Normand, affichant un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour plusieurs indicateurs. Bien que le Maroc soit un pays relativement stable et qu'il obtienne un score élevé en matière de résistance à la criminalité et au terrorisme, l'immigration irrégulière reste une vraie faiblesse, tout comme l'insécurité énergétique et les processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

Le 6 août 2020, le gouvernement marocain a annoncé un [pacte de relance économique](#) de 12,8 milliards de dollars. Les mesures d'austérité prévues dans le projet de loi de finances 2021 ont accru le mécontentement social, et des manifestations ainsi que des grèves organisées par les syndicats des soins de santé et des transports se sont déroulées tout au long de l'année 2020. Le 1^{er} juillet 2022, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes à la suite du décès d'au moins 23 migrants à la frontière avec l'enclave espagnole de Melilla le 24 juin 2022. L'Association marocaine des droits de l'homme [a contesté](#) le bilan officiel, indiquant que 27 migrants étaient décédés, tandis que l'organisation non gouvernementale espagnole Walking Borders fait, elle, état de 37 décès. Une réunion ministérielle attendue de longue date du Forum du Néguev (créé en mars 2022 entre les États-Unis, Israël, les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Maroc et Bahreïn, dans le but de renforcer les liens économiques et de combler les fractures régionales) devrait désormais avoir lieu au cours de l'été 2023, après que le gouvernement marocain l'a [reportée](#) à quatre reprises en raison des préoccupations liées au dialogue public avec le gouvernement israélien de droite.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En 2020, le Maroc est [entré](#) dans sa première récession depuis 1995, le PIB ayant reculé de 6,3 % en raison des répercussions de la sécheresse sur les recettes agricoles. L'économie a progressé de 7,9 % en 2021 et de 1,1 % en 2022 ([données](#) de la Banque africaine de développement). En 2021, la croissance a été portée par une récolte céréalière exceptionnelle (après deux années consécutives de sécheresse), la solidité des exportations et les envois de fonds des travailleurs émigrés (ces derniers étant estimés à 3,3 milliards d'euros par an). Le ralentissement a été accentué en 2022 par la baisse de la production agricole (-17,3 % par rapport à 2021) en raison de la pire sécheresse des 40 dernières années.

Intervention de l'Union européenne

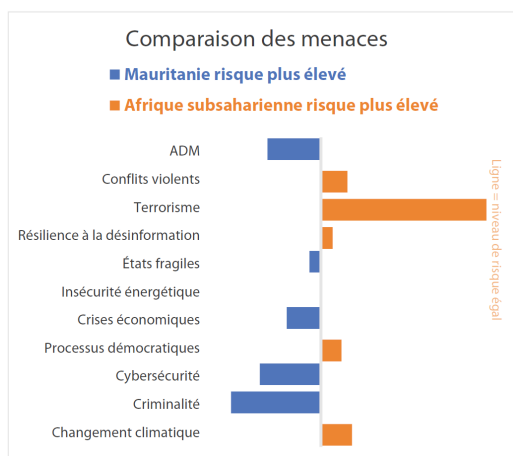
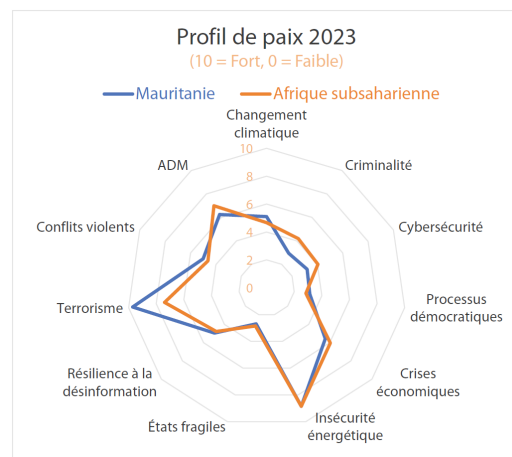
Les relations entre l'Union européenne et le Maroc sont fondées sur l'[accord d'association](#) entré en vigueur en 2000, lequel établit une zone de libre-échange entre les deux parties. Le Conseil d'association, qui réunit les ministres de l'Union et du Maroc, encadre la relation UE-Maroc, y compris le dialogue politique et les priorités de coopération. La dernière (et 14^e) rencontre du [Conseil d'association](#) s'est déroulée le 27 juin 2019 et a permis l'adoption d'une [déclaration conjointe](#), qui a donné un nouvel élan à la relation stratégique, multidimensionnelle et privilégiée entre l'Union et le Maroc. Le Maroc est l'un des principaux pays d'origine et de transit de migrants vers l'Union. En 2000, le Conseil [accorde](#) à la Commission européenne un mandat de négociation en vue de conclure un accord de réadmission avec le pays, mais les travaux sont toujours en cours. Le 8 juillet 2022, la Commission s'est engagée à intensifier son travail avec le Maroc dans la lutte contre la migration irrégulière. Le 9 février 2021, elle a présenté une nouvelle stratégie pour le voisinage méridional, marquant ainsi les 25 ans de la déclaration de Barcelone et les 10 ans du printemps arabe. Le Maroc est le [plus grand bénéficiaire](#) de fonds de l'Union dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Pour la période 2014-2020, une aide de 1,6 milliard d'euros a été allouée au pays.

Mauritanie

La Mauritanie occupe la 91^e place de l'indice Normandie. Elle est considérée comme plus fortement à risque en ce qui concerne la criminalité et la fragilité de l'État, alors que le pays présente un risque faible en matière de terrorisme.

Contexte et principaux enjeux

Au cours des dernières décennies, la vie politique de la Mauritanie a été marquée par plusieurs [coups d'État militaires](#), le plus récent ayant été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008, suivi de son élection en 2009. En juin 2019, la Mauritanie a [connu](#) le premier transfert de pouvoir pacifique depuis son indépendance en 1960, avec l'élection du candidat du parti au pouvoir et ancien ministre de la défense, Mohamed Ould Ghazouani. La Mauritanie se place en 37^e position dans l'[indice des États fragiles 2023](#) et occupe la 130^e position de l'[indice de perception de la corruption 2022](#). En février 2020, le parlement national a formé une commission d'enquête pour enquêter sur des [cas présumés de corruption](#) pendant le mandat de l'ancien président. Malgré le nombre croissant d'attaques au Sahel, la Mauritanie s'est montrée remarquablement [résiliente](#) au djihadisme.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Des élections législatives ont [eu lieu](#) en Mauritanie les 13 et 27 mai 2023, parallèlement aux élections régionales et locales. Le parti au pouvoir El Insaf (Parti de l'équité) est parvenu à obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. [L'incapacité à éradiquer l'esclavage](#), malgré son abolition en 1981, explique le score particulièrement bas du pays en matière de légitimité de l'État. La Mauritanie est confrontée au deuxième risque de sécheresse le plus élevé selon l'[indice mondial pour la gestion des risques](#), et ce en raison des cycles récurrents de sécheresse qui exacerbent la pénurie des ressources et l'insécurité alimentaire. Le pays a adopté ses premières lois sur la protection des données en 2017, mais n'en est encore qu'aux premiers stades du développement de la cybersécurité, se classant au 145^e rang de l'[indice de cybersécurité dans le monde](#). La Mauritanie est passée de la 72^e à la 97^e place dans

le [classement mondial de la liberté de la presse](#) entre 2018 et 2021. Toutefois, elle est légèrement [remontée](#) en 2022, atteignant la 86^e place. En 2020, le président Ghazouani a nommé une commission nationale de réforme de la presse afin de [consolider la liberté de la presse](#). Enfin, la Mauritanie présente un potentiel intéressant pour l'[exportation](#) vers les marchés européens de gaz naturel liquéfié (GNL), avec des volumes de réserve estimés à 15 000 milliards de pieds cubes présents au niveau de la frontière maritime avec le Sénégal, ce qui a conduit au développement du projet de terminal GNL flottant Grande Tortue Ahmeyim (GTA), d'une valeur de 4,8 milliards de dollars.

Intervention de l'Union européenne

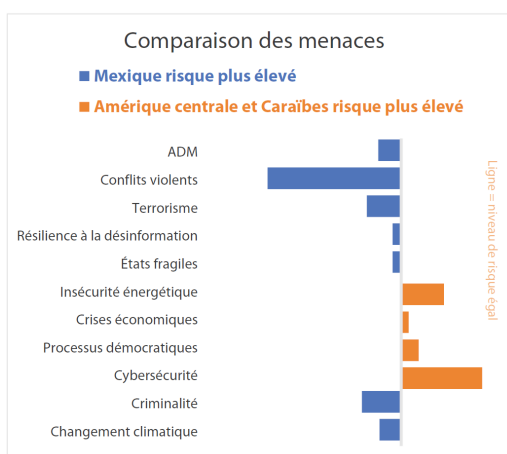
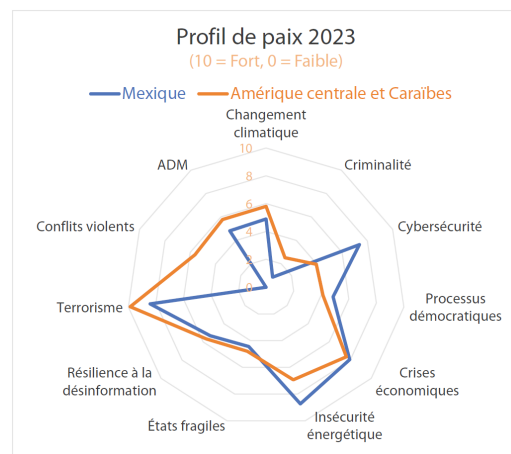
L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique et l'importance accordée à un développement durable du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont la Mauritanie. En 2019, l'Union européenne a renforcé et déplacé sa [cellule de conseil et de coordination régionale](#) pour le Sahel en Mauritanie, où est basé le secrétariat permanent du G5 Sahel. La Mauritanie bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tout sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a débloqué jusqu'à 160 millions d'euros pour la période 2014-2020 afin de soutenir la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, l'état de droit et l'amélioration du système de santé en Mauritanie. Depuis 2017, le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique a [contribué](#) à hauteur de 79 millions d'euros à des projets de prévention des conflits dans le pays.

Mexique

Le Mexique occupe la 89^e place de l'indice Normandie. Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la criminalité organisée, le Mexique continue à enregistrer des niveaux élevés de conflits violents et d'homicides. Avec 13 journalistes tués en 2022, le Mexique est le deuxième pays le plus meurtrier pour les journalistes, derrière l'Ukraine.

Contexte et principaux enjeux

Le Mexique est le théâtre d'une activité criminelle organisée à grande échelle, englobant le trafic de drogue, les enlèvements et l'extorsion, depuis au moins les années 1980, lorsque les groupes criminels mexicains ont commencé à coordonner et à attribuer des zones régionales distinctes de contrôle ainsi qu'à établir des itinéraires de trafic. La violence qui en résulte n'est pas seulement due à la concurrence entre les cartels, mais aussi à la «guerre contre la drogue» officiellement déclarée par l'État mexicain en 2006. Le nombre de personnes «disparues» depuis 2006 est estimé à plus de 100 000, dont la plupart ont été victimes de crimes liés à la drogue.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Selon l'indice mondial de la paix, le [niveau de paix au Mexique](#) s'est amélioré de 0,9 % en 2022. Bien qu'une légère baisse des [homicides](#) ait été observée en 2022, le nombre total de victimes d'assassinats au Mexique a dépassé 30 000 pour la cinquième année consécutive. En 2022, les autorités mexicaines ont enregistré au moins 30 968 victimes d'homicides, soit 85 personnes par jour, selon les [données](#) du gouvernement. Le taux de criminalité organisée a atteint en 2022 son niveau le plus élevé jamais enregistré, avec 167 crimes pour 100 000 personnes. Au cours des dix dernières années, le Mexique est devenu un lieu bien plus dangereux pour les militants sociaux. Selon un [rapport de 2022](#), le Mexique était le pays le plus meurtrier au monde pour les défenseurs de l'environnement, 54 militants ayant été tués l'année précédente. Entre 2019 et 2022, le nombre de saisies de

[fentanyl à la frontière mexico-américaine](#) a augmenté de 300 %. La géographie du Mexique, pays situé entre deux océans, le rend [vulnérable](#) aux phénomènes météorologiques violents et au changement climatique. Dans les zones rurales, les températures extrêmes et les précipitations irrégulières endommagent les cultures et nuisent au bétail (ce qui engendre 80 % des pertes financières liées au climat depuis 1990). Le pays dispose d'une [loi](#) sur le changement climatique depuis 2012 (révisée pour la dernière fois en [2020](#)).

Intervention de l'Union européenne

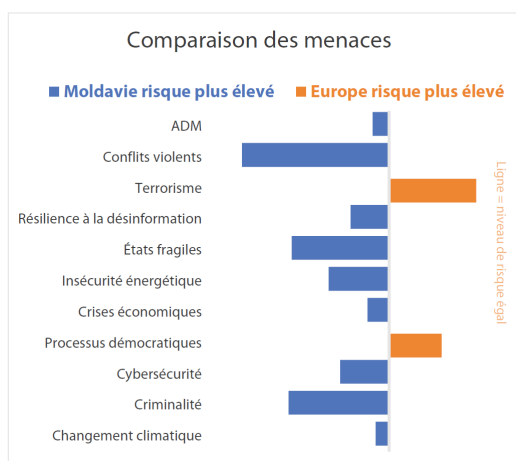
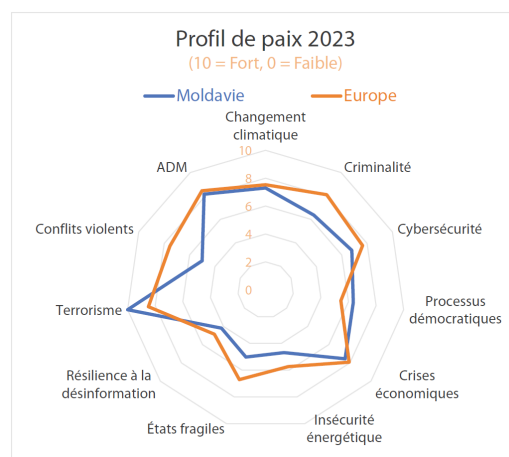
L'Union européenne maintient un partenariat global de longue date avec le Mexique, établi dans le cadre d'un accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'Union et le Mexique, qui a été signé en décembre 1997 et est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2000. Cet «accord global» comprend également un accord de libre-échange, qui est en cours d'[actualisation](#) (un accord de «principe» a été conclu). Il s'agit du premier accord de l'Union européenne à établir une zone de libre-échange ainsi que du premier accord de partenariat avec un pays d'Amérique latine. L'accord global a établi un dialogue politique et une vaste coopération entre les parties. En 2008, l'Union européenne a conclu un [partenariat stratégique](#) avec le Mexique qui a introduit de nouveaux thèmes de dialogue à haut niveau, tels que la sécurité, l'application des lois et les droits de l'homme. L'Union renforce sa coopération avec le Mexique en matière de lutte contre la criminalité organisée. Les [négociations](#) en vue de conclure un accord de travail entre les autorités mexicaines et Europol ont débuté en février 2020, et un accord est entré en vigueur en [juillet 2020](#). Le Mexique a participé à un nombre total de 25 [projets de l'IcSP](#), pour un financement global de plus de 66 millions d'euros. La [29^e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Mexique](#) s'est tenue les 27 et 28 avril 2023 à Bruxelles. Le Mexique a condamné l'agression russe et défend la souveraineté de l'Ukraine et sa démocratie au sein du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Moldavie

La Moldavie se classe au 32^e rang de l'indice Normandie et affiche de bons résultats pour les indicateurs liés à la criminalité, à la cybersécurité et à l'économie. Toutefois, la guerre en Ukraine et les actions hybrides russes contre la Moldavie ont des répercussions négatives sur le pays. Pour contrer cette tendance, la Moldavie progresse sur la voie de l'intégration européenne et renforce sa sécurité.

Contexte et principaux enjeux

En novembre 2020, [Maia Sandu](#), candidate pro-européenne, dirigeante du Parti de l'action et de la solidarité (PAS), a remporté le deuxième tour des [élections](#) présidentielles. Le PAS a obtenu 52,8 % des voix lors des [élections législatives](#) de juillet 2021 et a remporté une majorité de 63 sièges du parlement en comptant 101. Depuis, toutes les branches du pouvoir moldave (notamment la présidente, le gouvernement et le parlement) sont sur la même ligne et portent un ambitieux programme commun de réformes ayant pour objectif principal l'intégration européenne. La Moldavie est impliquée dans un [conflit gelé](#) concernant la région séparatiste de [Transnistrie](#), laquelle est soutenue par la Russie. La Moldavie a également accueilli le plus grand nombre de [réfugiés](#) ukrainiens par habitant, tous pays confondus.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Bien qu'elle ne soit pas actuellement sous le coup d'une [menace](#) militaire imminente, la Moldavie fait constamment l'objet d'attaques hybrides russes. Le 13 février 2023, la présidente [Sandu](#) a révélé un projet de coup d'État orchestré par la Russie contre le [pays](#). Un mois plus tard, un [document](#) qui émanerait du renseignement russe a [dévoilé](#) un plan sur 10 ans visant à prendre le contrôle de la Moldavie. La Russie a également utilisé ses livraisons de gaz à la Moldavie pour exercer un [chantage](#) sur le pays. Pour [réduire](#) ces dépendances, la Moldavie a commencé à [importer](#) du gaz naturel par un flux inversé depuis la frontière entre la [Slovaquie](#) et l'Ukraine en novembre 2022 et, à partir de décembre 2022, par le corridor [transbalkanique](#). La Moldavie renforce son indépendance dans le domaine de l'électricité, étant donné que les réseaux

électriques moldaves (et ukrainiens) ont été [synchronisés](#) avec le réseau d'Europe continentale le 16 mars 2022. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a des répercussions sur l'économie moldave, son PIB continuant de [fluctuer](#).

Intervention de l'Union européenne

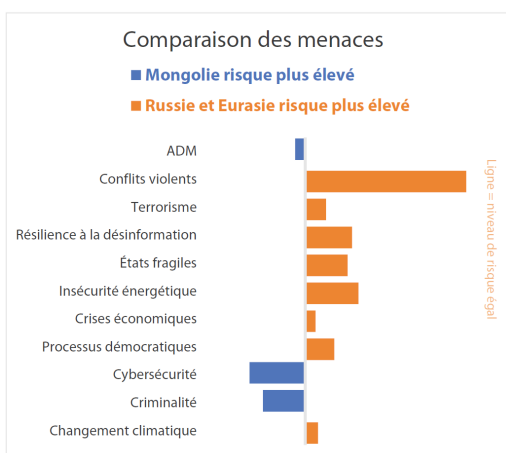
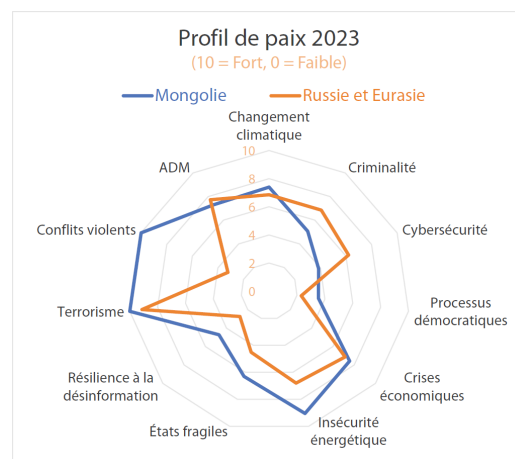
En 2014, la Moldavie et l'Union européenne ont signé un [accord d'association](#) accompagné d'un [accord de libre-échange approfondi et complet](#). À la suite des demandes de la Moldavie du 4 janvier 2022 et du [24 janvier 2023](#), la Commission européenne a adopté des propositions visant à verser jusqu'à 295 millions d'euros de nouvelle assistance macrofinancière (AMF) au pays. Le soutien global de l'Union et des institutions financières européennes à la Moldavie est [estimé](#) à 1,2 milliard d'euros depuis octobre 2021. Le 3 mars 2022, la présidente Sandu a [signé](#) la demande formelle d'adhésion de la Moldavie à l'Union, décision qui a été précipitée par l'invasion de l'Ukraine voisine par la Russie. Le 23 juin 2022, les dirigeants de l'Union lui ont [accordé](#) le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. La Moldavie [espère](#) entamer les négociations d'adhésion en 2023. Le 24 avril 2023, l'Union a mis en place la mission de partenariat de l'Union en Moldavie ([EUPM Moldova](#)) dans le cadre de la PSDC. Il s'agit de la deuxième mission en Moldavie, la mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine ([EUBAM](#)) ayant été lancée en 2005. En outre, la [facilité européenne pour la paix](#) (FEP) apporte un soutien de [47 millions d'euros](#) à la modernisation de l'armée moldave.

Mongolie

La Mongolie occupe la 23^e place de l'indice Normandie, mais ses performances sont relativement médiocres en matière de cybersécurité, de criminalité et de processus démocratiques, y compris au niveau régional.

Contexte et principaux enjeux

La Mongolie n'atteint que le 60^e rang de l'indice Normandie en matière de processus démocratiques, ce qui s'explique en grande partie par des résultats inférieurs à la moyenne dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) (90^e place). En outre, selon une enquête réalisée en 2021, la [confiance de la population](#) dans l'indépendance du système judiciaire et dans l'[Agence indépendante de lutte contre la corruption](#) reste relativement faible. Toutefois, l'[Economist Intelligence Unit](#) met en avant le degré élevé de protection des libertés civiles et de liberté des médias. Au vu des richesses de la Mongolie en ressources naturelles (charbon, or, cuivre, zinc, spath fluor, minerai de fer, tungstène, pétrole et gaz), le secteur de l'exploitation et de l'extraction minières est l'un des moteurs du développement économique du pays. Ainsi, en 2020, le [secteur](#) représentait 22 % du PIB de la Mongolie, 71 % de ses investissements directs étrangers et 94 % de ses exportations. Des recettes supplémentaires pourraient provenir du [transit de gaz](#), même si la construction du gazoduc Power of Siberia 2 n'a pas encore fait l'objet d'un accord officiel entre la Russie et la Chine.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Mongolie est l'un des pays les [plus touchés](#) par le changement climatique, les températures observées ayant augmenté de 2,1 °C au cours des 70 dernières années, une tendance [renforcée](#) par le surpâturage et la surexploitation minière. Selon les Nations unies, des changements ont également été observés en ce qui concerne la fréquence et l'intensité des événements extrêmes. La Mongolie affiche des résultats médiocres en matière de criminalité, l'[indice mondial du crime organisé](#) la plaçant au 143^e rang (sur 193 pays).

Intervention de l'Union européenne

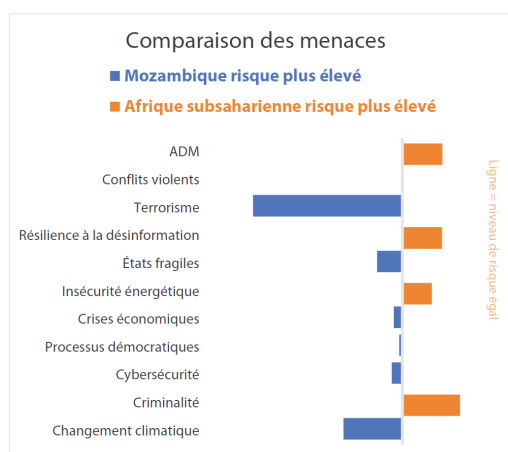
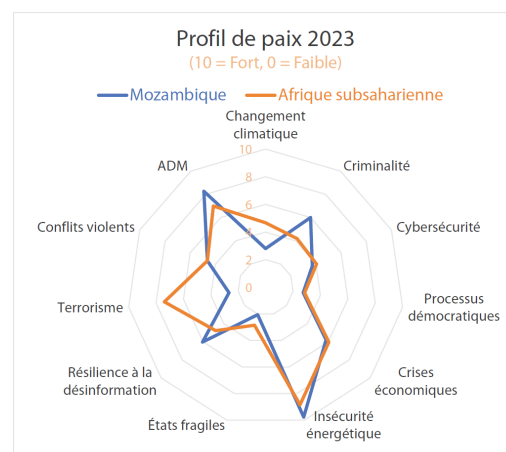
Les [relations diplomatiques](#) qui lient l'Union européenne et la Mongolie datent de 1989 et sont désormais fondées sur l'accord de partenariat et de coopération (APC) entré en vigueur en 2017, année où la délégation de l'Union européenne auprès de la Mongolie s'est [installée](#) à Oulan-Bator. L'Union continue de [concentrer](#) ses efforts sur le soutien apporté aux groupes vulnérables et sur l'autonomisation de la société civile. La lutte contre le travail des enfants et contre toutes autres formes d'exploitation de ceux-ci figure toujours au nombre des priorités principales de l'Union européenne. Les autres priorités portent notamment sur: l'égalité des genres, la non-discrimination, l'état de droit et la construction de sociétés résilientes, inclusives et démocratiques, ainsi que la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. En 2020, en vue de stimuler l'emploi et d'améliorer la transparence des finances publiques, l'Union a entrepris son premier [programme d'appui budgétaire](#), accompagné du soutien technique du PNUD. L'Union a également continué de soutenir le financement des [petites et moyennes entreprises](#), les droits de l'homme et la démocratie. Le 17 juin 2022, l'Union et la Mongolie ont tenu leur réunion annuelle du [comité mixte](#), comme prévu dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération UE-Mongolie](#). L'Union a notamment fait part de sa volonté d'aider la Mongolie à diversifier ses structures économiques et commerciales, et les deux parties sont convenues de renforcer leur coopération dans le cadre de la stratégie «Global Gateway» de l'Union.

Mozambique

Le Mozambique occupe la 103^e place de l'indice Normandie, ce qui constitue une amélioration par rapport à la 117^e place qui était la sienne en 2022. Toutefois, au cours de la dernière décennie, son niveau global de fragilité s'est élevé, en partie en raison de la menace djihadiste planant dans la province de Cabo Delgado, qui a néanmoins été moins prononcée en 2023. Le pays est aujourd'hui sous le coup de périls majeurs que sont l'extrémisme violent, le manque de participation et d'inclusion politiques, le changement climatique et l'insécurité informatique.

Contexte et principaux enjeux

Le mouvement indépendantiste à l'encontre des Portugais a commencé dans les années 1960, avec la création du Front de libération du Mozambique (*Frente de Libertação de Moçambique*, ou FRELIMO) en 1962. Après l'indépendance en 1975, le pays a été ravagé par une guérilla menée entre 1977 et 1992 contre le système de parti unique établi par le FRELIMO. En 1992, un [accord de paix](#) a mis temporairement fin à ce conflit, ouvrant des perspectives politiques et économiques. Le FRELIMO gouverne le pays, sans discontinuer, depuis son indépendance. L'opposition est politiquement et économiquement marginalisée. Elle a critiqué à maintes reprises les élections, «remportées» à une large majorité par le FRELIMO. Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un PIB annuel par habitant de 491,8 euros en 2021 ([Banque mondiale](#)).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis 2017, une [insurrection islamiste](#) déstabilise la province septentrionale de Cabo Delgado, faisant de nombreuses victimes parmi les civils et entraînant des déplacements importants de population ainsi que des perturbations de l'économie. L'armée nationale s'est révélée relativement inefficace dans sa riposte, et, en 2020-2021, les islamistes ont temporairement pris le contrôle de villes portuaires régionales, obligeant les [entreprises](#) étrangères à mettre en attente un vaste projet d'extraction de gaz offshore. Depuis juillet 2021, les troupes des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et 2 500 [soldats rwandais](#) (semble-t-il plus décisifs) se sont déployés à Cabo Delgado et ont contribué à [stabiliser](#) la situation. Le pays occupe la 12^e place de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023 (11^e en 2022). Le gouvernement espère que les recettes gazières provenant

de l'extraction offshore de Cabo Delgado amélioreront l'état désastreux des finances publiques. Le pays est exposé à des événements climatiques extrêmes qui, ces dernières années, ont eu des effets [dévastateurs](#), aggravant ainsi l'[insécurité alimentaire](#). L'insécurité générale demeure élevée, le pays restant au 21^e rang de l'[indice des États fragiles](#) 2023, comme en 2022.

Intervention de l'Union européenne

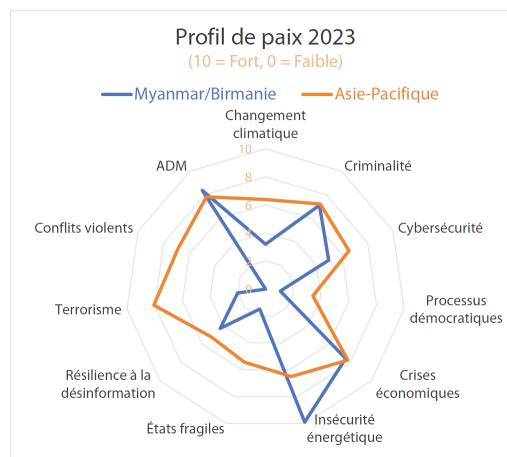
En 2017, le Mozambique a ratifié l'[accord de partenariat économique UE-CDA](#), bénéficiant ainsi de garanties supplémentaires pour le protéger contre une libéralisation perturbatrice du commerce. En novembre 2020, au terme d'une suspension de quatre ans de l'aide en réaction à la corruption généralisée, l'Union européenne a [rétabli](#) son appui budgétaire au pays pour l'aider à surmonter les répercussions de la COVID-19. En 2021, l'Union et le Mozambique ont adopté des [objectifs communs](#) pour leur coopération au développement dans le cadre de l'instrument L'Europe dans le monde pour les sept prochaines années (PIP). L'Union a mis en place une mission de formation militaire au Mozambique ([EUTM Mozambique](#)), afin de former les forces armées locales à la protection de la population civile et au rétablissement de la sécurité dans la province de Cabo Delgado. Par l'intermédiaire de la [facilité européenne pour la paix](#), l'Union a déployé des équipements et des formations pour un montant total de 124 millions d'euros: 4 millions d'euros en juillet 2021 (première mobilisation de la FEP depuis sa création), [40 millions d'euros](#) en novembre 2021 et [45 millions d'euros](#) en avril 2022 pour l'armée, par l'intermédiaire de l'EUTM; [15 millions d'euros](#) pour la mission de la CDA (SAMIM) en septembre 2022; et [20 millions d'euros](#) en décembre 2022 pour les forces de défense rwandaises au Mozambique.

Myanmar/Birmanie

Le Myanmar/la Birmanie occupe la 117^e place de l'indice Normandie. Le pays est marqué par une forte baisse de son classement depuis le coup d'État militaire de février 2021, qui a entraîné violences et chaos. Le pays souffre depuis longtemps de la pauvreté, des conflits ethniques et de graves violations des droits de l'homme. Le Myanmar/la Birmanie obtient également de mauvais résultats en matière de changement climatique et de désinformation.

Contexte et principaux enjeux

Les tensions entre la majorité Bamar et plus de 135 groupes ethniques ont provoqué des décennies d'instabilité dans le pays. Les conflits entre les groupes armés ethniques et les forces gouvernementales ont coûté des milliers de vies et [déplacé](#) des centaines de milliers de personnes. Les quelque 50 années de régime militaire ont été marquées par d'horribles violations des droits de l'homme et une pauvreté extrême. Les réformes constitutionnelles entamées en 2008, et l'élection d'un gouvernement civil en 2015, semblaient être des pas dans la bonne direction. Des réformes démocratiques ont également permis le développement économique du Myanmar/de la Birmanie, avec un PIB par habitant multiplié par dix au cours de la période 2000-2020, passant d'environ 146 euros à 1 450 euros ([Banque mondiale](#)). En 2016-2017, les militaires ont tué des milliers de membres de la minorité persécutée des [Rohingyas](#), qui vivent dans les zones septentrionales de l'État de Rakhine, ce qui a entraîné un exode massif de réfugiés et des [accusations de génocide](#) portées contre le Myanmar/la Birmanie devant la Cour internationale de justice (voir la [requête Gambie c. Myanmar](#), enregistrée en novembre 2019).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le coup d'État militaire de février 2021 a mis fin à cinq années de coexistence difficile entre le gouvernement civil et les forces armées encore puissantes. Des leaders civils, dont la lauréate du prix Nobel de la paix [Aung San Suu Kyi](#), ont été emprisonnés ou placés en résidence surveillée, et le pays a sombré dans le chaos à la suite de manifestations contre le régime militaire qui ont été violemment réprimées. En décembre 2022, Aung San Suu Kyi a été [condamnée](#) par un tribunal militaire à sept ans de prison supplémentaires, portant sa peine totale à 33 ans. Sans surprise, le Myanmar/la Birmanie compte parmi les États les plus fragiles de la planète. L'instabilité politique entravait déjà la croissance économique avant même la pandémie de COVID-19. Le Myanmar/la Birmanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie.

Les grèves menées par le mouvement de désobéissance civile

opposé à la junte ont paralysé des secteurs entiers de l'économie, perturbant l'approvisionnement en nourriture et en énergie. Les perspectives pour le pays restent extrêmement incertaines. En 2008, le [cyclone Nargis](#) a frappé le pays, tuant près de 100 000 personnes et provoquant des dommages pour des millions d'autres. Cet événement rappelle la menace que représente le changement climatique.

Intervention de l'Union européenne

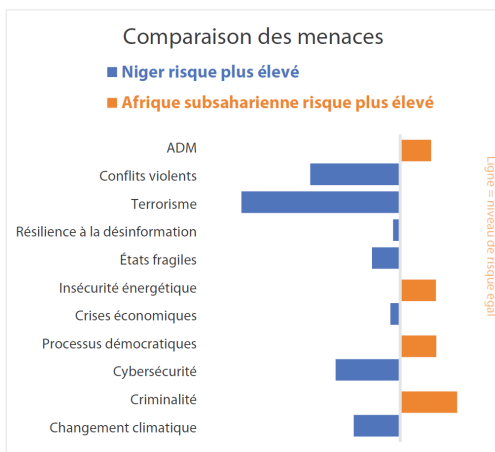
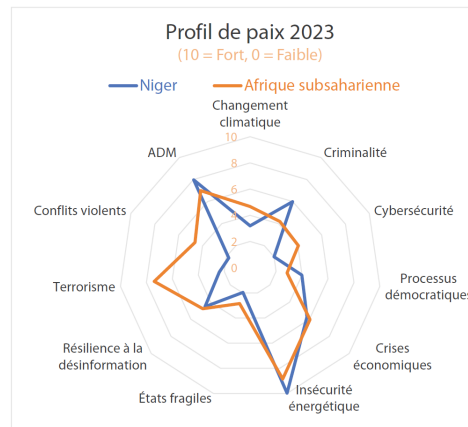
Dans les années 90, l'Union a adopté des sanctions économiques et un embargo sur les armes à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie. À la suite des réformes démocratiques, les sanctions économiques ont été levées en 2013, mais l'embargo sur les armes est toujours en place. L'Union a déjà rétabli certaines sanctions à l'encontre d'officiers militaires en 2018, à la suite des massacres de Rohingyas, et en a [élargi](#) le champ en février 2022. Certains projets de développement ont également été suspendus. Le Parlement européen a adopté [à plusieurs reprises](#) des résolutions condamnant le coup d'État militaire et les violations fréquentes des droits de l'homme, demandant le rétablissement du gouvernement civil et plaidant pour des sanctions supplémentaires. L'un des vice-présidents du Parlement européen copréside la commission d'enquête parlementaire internationale sur le coup d'État, qui a publié un [rapport](#) intitulé «*Time is not on our side: The failed international response to the Myanmar coup*» en novembre 2022.

Niger

Avant le coup d'État de juillet 2023, le Niger occupait la 119^e place de l'indice Normandie. L'instabilité régionale a conduit à la prolifération de groupes djihadistes violents, provoquant une augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Cette situation aggrave les effets déjà désastreux du changement climatique sur l'accès aux ressources, autre déclencheur de conflits. Le coup d'État déstabilise encore davantage le Sahel et remet en question la stratégie de l'Union et de ses partenaires occidentaux d'investir le Niger en tant que pivot de la sécurité dans la région, après leur retrait du Mali en février 2022.

Contexte et principaux enjeux

Le Niger occupe la 189^e place sur 191 pays de l'[indice de développement humain des Nations unies](#) et est le troisième pays le plus vulnérable au changement climatique selon l'[indice ND-GAIN](#). Ses richesses (5 % des ressources mondiales d'[uranium](#)) continuent de bénéficier dans une large mesure à des [entreprises minières étrangères](#). Le changement climatique et les [pratiques agricoles](#) mal adaptées, conjugués à une croissance démographique rapide, ont contribué à la rareté des ressources. Bien que le Niger ait connu une transition relativement pacifique en 2021, avec l'élection de [Mohamed Bazoum](#), ancien ministre de l'intérieur, à la présidence, l'opposition a contesté les [résultats](#) de l'élection et une [tentative de coup d'État](#) aurait été déjouée en mars 2021. Le 26 juillet 2023, des membres de la garde présidentielle ont renversé le président Bazoum lors d'un [coup d'État](#) auquel le chef d'état-major de l'armée, Abdou Sidikou Issa a par la suite apporté son soutien. Le 28 juillet, le chef de la garde présidentielle, le [général Abdourahamane Tiani](#), s'est autoproclamé président du 'Conseil national pour la sauvegarde de la patrie' (CNSP, la junte qui a pris le pouvoir).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le coup d'État déstabilise encore davantage le Sahel et remet en question la stratégie de l'Union et de ses partenaires occidentaux d'investir le Niger en tant que pivot de la sécurité dans la région (voir l'encadré ci-dessous). Le président Bazoum avait poursuivi la [coopération militaire entre le Niger et la Russie](#), tout en s'opposant à toute présence du groupe paramilitaire russe [Wagner](#). Le putsch, salué par Evgueni Prigojine, chef de Wagner, est susceptible d'accroître l'influence russe au Niger. L'insécurité alimentaire, aggravée par la pandémie et la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, ainsi que les déplacements de population dans tout le pays, ont exacerbé les [tensions](#) entre les communautés et les griefs à l'encontre du gouvernement. Les [groupes extrémistes violents](#) (dont Boko Haram, l'État islamique au Sahel, l'EIL/Daech en Afrique de l'Ouest et Al-Qaïda) exploitent ces tensions, en particulier dans les zones frontalières avec le Tchad et le Nigeria (lac Tchad) et avec le Mali et le Burkina Faso (Liptako-Gourma). Le

Niger consacrerait plus de [17%](#) de son budget à la sécurité et à la défense, ce qui lui a permis d'empêcher un [contrôle](#) trop large de son territoire par des groupes armés non étatiques.

Intervention de l'Union européenne

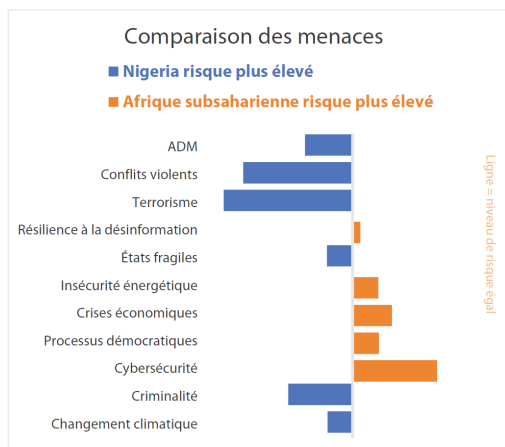
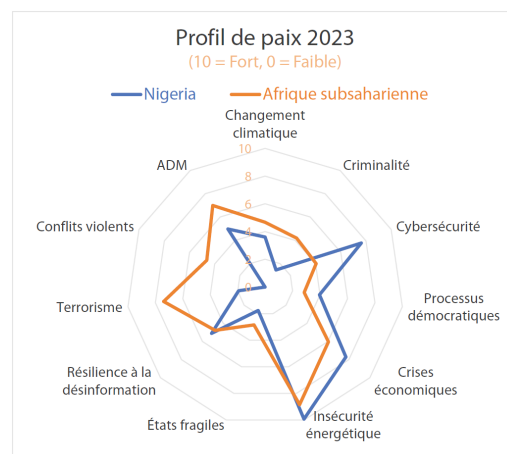
L'Union a [condamné](#) avec la plus grande fermeté le coup d'État, et soutient les [efforts](#) de l'organisation régionale d'Afrique de l'Ouest CEDEAO pour permettre un retour à l'ordre constitutionnel au Niger. L'Union, qui a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021, [a suspendu](#) toutes les actions de coopération dans le domaine sécuritaire et toute aide budgétaire. Le Niger est le pays le plus peuplé du Sahel et est un partenaire essentiel de l'Union dans la région. Son rôle dans la coopération régionale en matière de sécurité a été renforcé en 2022 en raison du départ du Mali du groupe régional du G5 Sahel et du retrait des forces françaises Barkhane et euro-canadiennes Takuba du Mali. L'effort de soutien militaire antiterroriste européen au Sahel s'est ensuite déplacé vers le Niger et le golfe de Guinée. Une nouvelle mission PSDC, la [mission de partenariat militaire de l'Union européenne au Niger](#), financée par la facilité européenne pour la paix, a été lancée en décembre 2022 afin de fournir des conseils d'experts et des formations aux forces armées nigériennes. L'Union et ses États membres sont ensemble le [principal donateur d'aide publique au développement](#) au Niger et son [deuxième partenaire commercial](#) après la Chine. Situé sur plusieurs routes migratoires, le Niger a renforcé sa politique de lutte contre la [migration irrégulière](#) avec le soutien de l'Union, dans le cadre du [nouveau partenariat de l'Union avec les pays tiers](#) (2016).

Nigeria

Le Nigeria occupe la 120^e place de l'indice Normandie. Il est considéré comme plus exposé aux risques que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et est particulièrement vulnérable à la menace du terrorisme. Les tensions ethniques remontent à l'époque coloniale. Si la guerre civile de 1967-1970 était principalement motivée par un objectif de répartition équitable des revenus du pétrole entre les groupes ethniques, les conflits récents ont pris un aspect plus sectaire.

Contexte et principaux enjeux

En dépit d'une amélioration générale par rapport à l'année précédente, le Nigeria se classe au sixième rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2022. Le pays a enregistré une division par deux des décès dus au terrorisme en 2021, grâce aux efforts militaires déployés contre Boko Haram et à la disparition de son chef Abubakar Shekau. En 2021, le groupe «Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique» est devenu, devant Boko Haram, le groupe terroriste le plus meurtrier du Nigeria. Les attaques terroristes menées par les éleveurs djihadistes Fulani à l'encontre des agriculteurs chrétiens ont également fait de nombreuses victimes. En [mai 2023](#), des militants liés aux éleveurs Fulani auraient tué jusqu'à 100 personnes. Le pays occupe la 8^e place de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023 (5^e en 2022). L'organisation fédérale du Nigeria permet au nord à prédominance musulmane ainsi qu'au sud majoritairement chrétien de jouir d'un degré élevé d'autonomie à l'égard du pouvoir central, mais la corruption endémique empêche le pays de tirer pleinement profit de sa gigantesque richesse pétrolière. Une [immense raffinerie de pétrole](#) a été inaugurée en mai 2023 en vue d'exporter vers des partenaires africains. Le Nigeria occupe la 15^e place de l'[indice des États fragiles 2023](#). Le 1^{er} mars 2023, [Bola Tinubu](#), du parti au pouvoir Congrès des progressistes, a été proclamé vainqueur des élections présidentielles du [25 février 2023](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Si le Nigeria est la première puissance économique africaine de par son PIB national, la situation économique du pays reste fragile, en raison de sa dépendance excessive à l'égard du pétrole. Après avoir traversé en 2020 sa plus grave récession depuis les années 1980 en raison de la COVID-19, l'[économie](#) du Nigeria a renoué avec une croissance modérée. La population très jeune du pays constitue un potentiel économique largement inexploité. Cependant, la croissance démographique, associée au changement climatique et à la dégradation des sols (une réelle menace, en particulier dans le nord du pays), peut également s'avérer un [facteur](#) de forte instabilité sociale. Le Nigeria occupe la 115^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Si les élections nigérianes organisées avec l'appui de la communauté internationale laissent place à un degré élevé de concurrence politique, elles s'accompagnent souvent de vastes campagnes de désinformation. La [criminalité pétrolière](#) organisée dans le delta du Niger – qui implique le

vol ainsi que le raffinage et la vente illégaux – concerne jusqu'à 20 % de la production pétrolière du Nigeria et perpétue la corruption.

Intervention de l'Union européenne

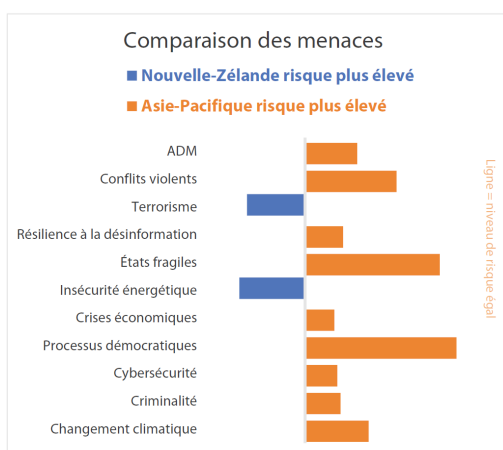
Pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'Union continue de [financer](#) une initiative destinée à fédérer plusieurs pays du bassin du lac Tchad contre Boko Haram: la Force multinationale mixte (FMM). En 2021, le Nigeria et l'Union ont adopté de [nouveaux objectifs communs](#) pour leur coopération au développement dans le cadre du nouvel instrument L'Europe dans le monde pour les sept prochaines années (PIP). Le soutien apporté par l'Union au système de gouvernance vise à remédier aux causes et aux conséquences des conflits et de la violence. L'Union a négocié un [accord de partenariat économique](#) régional avec le Nigeria et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, dans le but de libéraliser les échanges commerciaux et de promouvoir l'intégration régionale et le développement durable, mais le Nigeria est réticent à le mettre en œuvre. En 2022, l'[Équipe Europe](#), dans le cadre de son initiative «Nigeria Green Economy», a [affecté](#) 1,3 milliard d'euros au secteur de l'énergie. Une [mission d'observation électorale de l'Union](#) a été déployée pour les élections présidentielles de février 2023.

Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande occupe la 5^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleures notes que la moyenne de la région Asie-Pacifique pour la quasi-totalité des indicateurs, et des scores particulièrement bons en matière de gestion des crises économiques et de processus démocratiques, ce qui témoigne de son succès relatif dans la gestion de la pandémie de COVID-19.

Contexte et principaux enjeux

La Nouvelle-Zélande possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés, à hauteur de 48 800 euros en 2021 ([Banque mondiale](#)). Le pays se classe au 13^e rang des 191 pays figurant dans l'[indice de développement humain](#) 2021-2022, à égalité avec la Belgique. Dans l'[indice de démocratie](#) 2022 de l'Economist Intelligence Unit, la Nouvelle-Zélande se classe deuxième du classement général et occupe la première place, aux côtés de la Norvège, en matière de processus électoral et de pluralisme, ainsi que de participation politique. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande est le troisième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie et l'indicateur des États fragiles. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une intervention extérieure minimale. La Nouvelle-Zélande obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels et s'est classée au 46^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023 (41^e place l'année précédente). En 2019, la Nouvelle-Zélande a subi l'attaque terroriste la plus meurtrière de toute son histoire contemporaine, 51 personnes ayant été tuées et 49 autres blessées lors de fusillades dans deux mosquées de la ville de Christchurch.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La résilience de ses institutions démocratiques, son niveau de vie élevé, ses services publics de qualité et son extrême éloignement des régions les plus densément peuplées du monde ont permis à la Nouvelle-Zélande d'être relativement à l'abri des menaces traditionnelles et hybrides à sa sécurité. Toutefois, ces dernières années, la recrudescence des cyberattaques, combinée à un niveau élevé de dépendance commerciale à l'égard de la Chine et à la crainte que la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et cette dernière ne déborde sur le Pacifique Sud, a rendu son environnement stratégique moins favorable.

Intervention de l'Union européenne

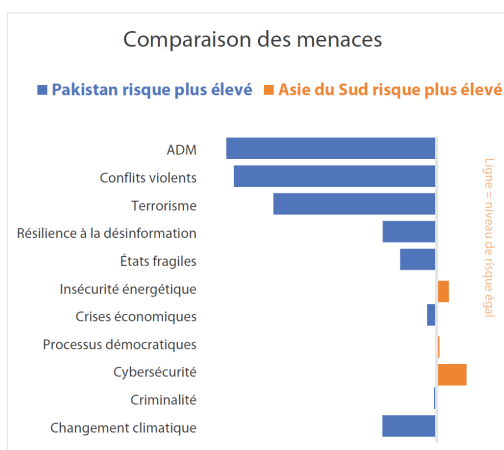
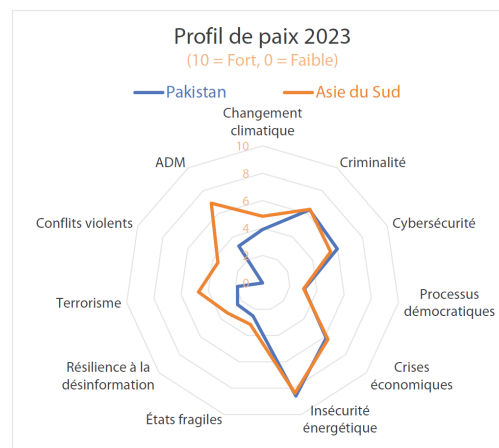
Les relations politiques bilatérales qui lient l'Union européenne à la Nouvelle-Zélande sont fondées sur le [partenariat sur les relations et la coopération](#) (PARC) de 2016. L'accord prévoit le cadre d'un dialogue politique régulier, qui comprend des consultations au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires, ainsi qu'au niveau parlementaire. En 2018, l'Union a engagé des négociations avec la Nouvelle-Zélande en vue d'un [accord de libre-échange](#) (ALE) bilatéral. Le 30 juin 2022, l'Union et le pays [ont clôturé](#) ces négociations, l'accord de libre-échange comprenant des engagements en matière de climat et de travail, assortis de sanctions en cas de non-respect de ces engagements. L'accord a été signé le 9 juillet 2023. L'Union européenne est le troisième [partenaire commercial](#) de la Nouvelle-Zélande, après la Chine et l'Australie, et la deuxième source d'investissements directs étrangers du pays. Au sein de l'Union, les principaux partenaires commerciaux bilatéraux de la Nouvelle-Zélande sont l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas. La Nouvelle-Zélande [a participé](#) à la mission de lutte contre la piraterie menée par l'Union au large de la Corne de l'Afrique, [EUNAVFOR Atalanta](#), ainsi qu'à sa mission de police [EUPOL](#) en Afghanistan, et est également un partenaire majeur pour l'Union en matière d'aide au développement dans le Pacifique Sud.

Pakistan

Le Pakistan occupe la 127^e place de l'indice Normandie. Les relations du pays avec les groupes terroristes, l'ingérence militaire, les relations tendues avec l'Inde, le séparatisme, la vulnérabilité au changement climatique et une situation financière critique contribuent à l'instabilité d'un pays marqué par l'intolérance religieuse.

Contexte et principaux enjeux

Le Pakistan, qui abrite la deuxième plus grande population musulmane du monde, a été la première [république islamique](#). Le pays a connu des phases de gouvernement militaire et d'instabilité politique. Le Pakistan se classe au 31^e rang des États les plus fragiles parmi 179 dans l'[indice des États fragiles](#) 2023. Le dualisme chronique entre les pouvoirs politique et militaire, auquel s'ajoute le rôle controversé de l'agence des renseignements militaires pakistanais (ISI), a empêché les institutions civiles de prendre le contrôle direct de l'État. Cela a influé sur les relations avec l'Inde voisine. Malgré un rapprochement en début d'année 2021, ces relations restent tendues et instables, en raison notamment du conflit territorial non résolu au Cachemire. Le Pakistan est [accusé](#) de soutenir activement le terrorisme et d'être un refuge pour les groupes terroristes. Sans interruption depuis 2013, l'[indice mondial du terrorisme](#) classe le pays parmi les [10 pays](#) les plus touchés par le terrorisme: il [occupe](#) la 7^e place en 2023. Le Pakistan est 167^e sur 170 pays dans le dernier [indice mondial sur les femmes, la paix et la sécurité](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Pakistan est confronté à de nouvelles menaces séparatistes, dont la plus critique est celle de la province du Baloutchistan, au sud-ouest du pays, où la [menace terroriste](#) est aussi élevée. Le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2023 classe le Pakistan au 150^e rang, position qui traduit les risques graves que courent les journalistes dans le pays. Le Pakistan est particulièrement [vulnérable](#) au changement climatique, car il est touché régulièrement par des [phénomènes météorologiques extrêmes](#), dont des inondations sans précédent en 2022. Cela a contribué à une [hausse élevée des prix des denrées alimentaires](#), qui, conjuguée à la [situation économique](#) générale et aux [tensions](#) entourant les élections prévues en 2023, risque de provoquer des [troubles](#) politiques et civils. Toutefois, en raison des progrès réalisés dans l'amélioration de son régime de lutte contre le blanchiment de capitaux, le Pakistan a été retiré de la [liste grise du Groupe d'action](#)

[financière](#) en octobre 2022, position qui entravait l'accès du pays au financement international.

Intervention de l'Union européenne

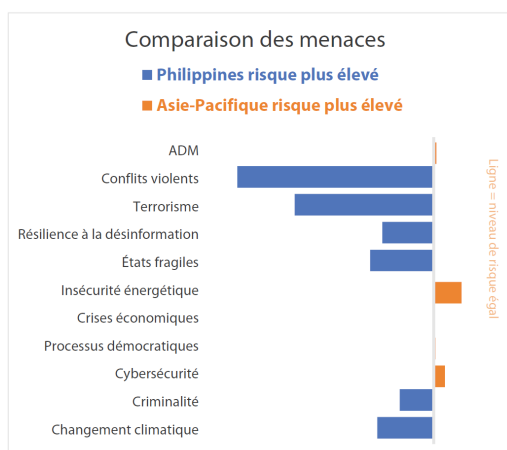
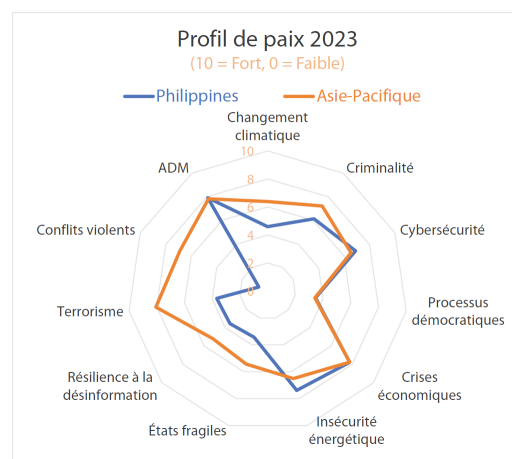
L'Union et le Pakistan ont renforcé leurs relations politiques et sécuritaires grâce au plan d'engagement stratégique UE-Pakistan de 2019 ([SEP](#)), lequel repose sur un [accord de coopération](#) de 2004. Au-delà des domaines traditionnels tels que la paix et la sécurité, la démocratie, l'état de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, les migrations et le commerce, le plan d'engagement stratégique porte également sur l'énergie et le changement climatique. Une [commission mixte UE-Pakistan](#) se réunit chaque année pour faire le point sur l'état d'avancement de l'accord, des sous-groupes existant pour des domaines spécifiques. Lors de la [12^e réunion de la commission mixte](#), qui s'est tenue en octobre 2022, les deux parties sont convenues de poursuivre leur coopération sur un certain nombre de questions, dont le changement climatique. En 2023, l'Union a [engagé](#) environ 500 millions d'euros pour aider le pays à se remettre des graves inondations qu'il a subies en 2022. En avril 2023, l'Union et le Pakistan ont tenu le premier [dialogue UE-Pakistan sur la lutte contre le terrorisme](#) depuis 2018. Le Pakistan est le [principal bénéficiaire](#) du système de préférences généralisées plus ([SPG+](#)), qui accorde un accès préférentiel au marché européen sous réserve du respect des 27 conventions internationales relatives aux droits de l'homme et des travailleurs, à la bonne gouvernance, à la protection de l'environnement et au changement climatique. Toutefois, le Pakistan a été menacé de suspension en raison de [préoccupations](#) concernant les violations des droits de l'homme. Son statut SPG+ a été [étendu](#) jusqu'à la fin de 2023, mais le Pakistan devra se conformer aux nouvelles conditions SPG+ pour la période [2024-2034](#) afin de conserver son admissibilité au-delà de cette date.

Philippines

Les Philippines occupent la 101^e place de l'indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique, notamment pour ce qui est du terrorisme et des conflits violents. Les taux de criminalité sont élevés et des milliers de personnes sont mortes dans une «guerre contre la drogue» controversée. On observe également des violences de groupes rebelles et de terroristes. S'il est classé parmi les plus démocratiques de la région, le pays se heurte toutefois à diverses difficultés politiques, économiques et environnementales.

Contexte et principaux enjeux

Les Philippines possèdent un système politique plus pluraliste que la plupart de leurs voisins d'Asie du Sud-Est. Cependant, elles se classent parmi les 25 % des pays les plus fragiles du monde. La fragilité des Philippines, classées 61^e dans l'[indice des États fragiles 2023](#), s'explique notamment par le niveau relativement élevé du terrorisme. Le pays occupe la 18^e position dans l'[indice mondial du terrorisme 2023](#). Depuis son indépendance, le pays a connu de nombreuses insurrections, de l'œuvre de mouvements communistes, islamistes, séparatistes et autres. En 2016, des militants affiliés à l'État islamique/Daech ont tenté d'établir une «province d'Asie de l'Est» dans le pays et ont ainsi occupé la ville de [Marawi](#) pendant cinq mois. La violente répression de la criminalité liée à la drogue, entreprise en 2016 par le président Rodrigo Duterte, a été largement critiquée. Le 30 juin 2022, Ferdinand Marcos Jr. a prêté serment en tant que 17^e président de la République des Philippines.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les Philippines se placent en 132^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#) et à la 116^e position de l'[indice de perception de la corruption 2023](#). En 2013, le typhon Haiyan a entraîné la mort de 6 300 personnes et le déplacement de plus de quatre millions d'habitants, ainsi que des dégâts matériels d'un montant de deux milliards de dollars, montrant ainsi la menace que constitue le changement climatique pour le pays. La déforestation à grande échelle de la mangrove est [considérée](#) comme un facteur aggravant. La désinformation demeure un problème également: 51 % de la population éprouve des difficultés à déceler les [informations fallacieuses](#) qui sont présentes dans les médias.

Intervention de l'Union européenne

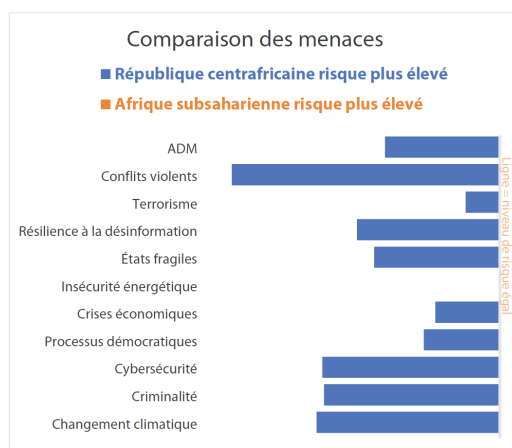
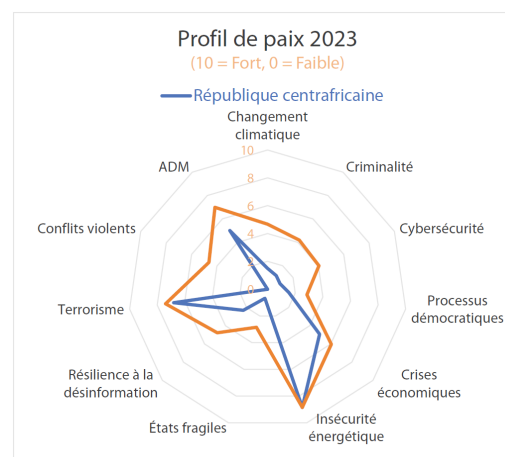
L'Union et ses États membres sont le premier pourvoyeur d'aide internationale à destination des Philippines. Pour la période 2014-2020, l'Union a alloué [325 millions d'euros](#) d'aide au développement au pays, en s'attachant principalement à deux domaines, à savoir l'état de droit et la croissance inclusive (qui promeut les énergies renouvelables). Depuis 1996, l'Union a également fourni près de [125 millions d'euros](#) d'aide humanitaire, aidant le pays à faire face aux conflits et aux catastrophes naturelles. L'accord de partenariat et de coopération entre l'Union et les Philippines est entré en vigueur en 2018; des pourparlers sur un accord de libre-échange ont été lancés en 2015, mais sont en suspens depuis 2017. En 2023, le ministre philippin du [commerce](#) a déclaré qu'il espérait qu'un accord de libre-échange soit conclu avec l'Union avant 2028. À l'heure actuelle, les Philippines jouissent d'un accès en franchise de droits aux marchés de l'Union pour la plupart de leurs exportations au titre du régime SPG+. L'Union demeure le [quatrième partenaire commercial](#) des Philippines. Elle attache une grande importance à son partenariat stratégique avec l'ASEAN. Le 14 décembre 2022, les Philippines ont participé au [sommet commémoratif UE-ASEAN](#) qui s'est tenu à Bruxelles.

République centrafricaine

La République centrafricaine (RCA) obtient un faible score, puisqu'elle se classe à la 136^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à des épisodes de guerre civile depuis 2003. Des combattants étrangers, dont le groupe Wagner, y sont très actifs. La situation politique, et en particulier en matière de sécurité, reste très fragile, avec un risque sérieux d'escalade des conflits violents.

Contexte et principaux enjeux

Bien que le président Faustin-Archange Touadéra ait été élu démocratiquement en 2016, les violences entre groupes armés poussés par des motifs politiques demeurent une menace fréquente. L'alliance des anti-balaka domine le sud-ouest du pays, les milices de l'ancienne Séléka le nord-ouest de celui-ci. La RCA occupe la 8^e place de l'[indice des États fragiles](#) 2023. Le vide sécuritaire occasionné contribue à aggraver le résultat du pays dans le domaine des conflits violents. La RCA figure à la 55^e place sur 163 dans l'[indice mondial du terrorisme](#) 2022. Les élections de décembre 2020 n'ont fait qu'accroître l'instabilité, les groupes armés s'étant mobilisés et ayant [perturbé le processus électoral](#). Une [modification de la Constitution](#) est nécessaire pour que le [président Touadéra](#) puisse prétendre à un troisième mandat lors des prochaines élections, prévues pour fin 2023. La RCA présente un fort potentiel énergétique, y compris en matière d'énergie verte.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La République centrafricaine est vulnérable aux menaces émergentes qui touchent les États fragiles, notamment celles liées à la cybersécurité et à la liberté de la presse. Les attaques ciblant les médias sont fréquentes. La République centrafricaine est l'un des pays d'Afrique les plus vulnérables au changement climatique, entraînant ainsi des déplacements massifs de population et des conflits violents au sujet de l'eau et des pâturages entre [les agriculteurs et les éleveurs](#). Une [force d'intervention rwandaise](#) (plus de 2 000 soldats) est présente dans le pays. L'insécurité s'est aggravée, avec la présence de mercenaires du groupe russe Wagner et l'alignement de la RCA sur la politique étrangère de la Russie. La RCA s'est abstenue de voter lors de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 mars 2022 condamnant l'agression russe contre l'Ukraine, tandis que son

président a prononcé des propos violents contre l'Occident en [mars 2023](#), alors qu'il appelait à lever l'embargo sur les armes et les diamants, tandis que les Nations unies accusaient l'armée centrafricaine et le groupe Wagner d'exactions contre la population et les représentants élus.

Intervention de l'Union européenne

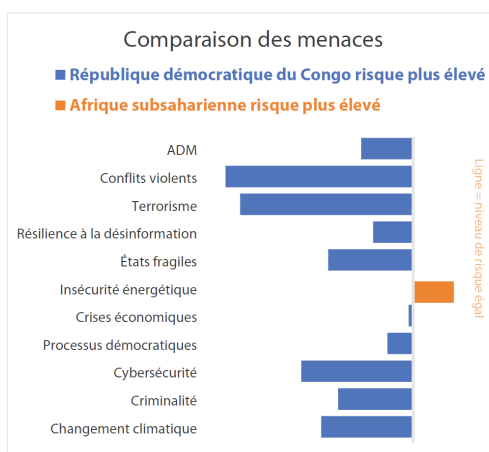
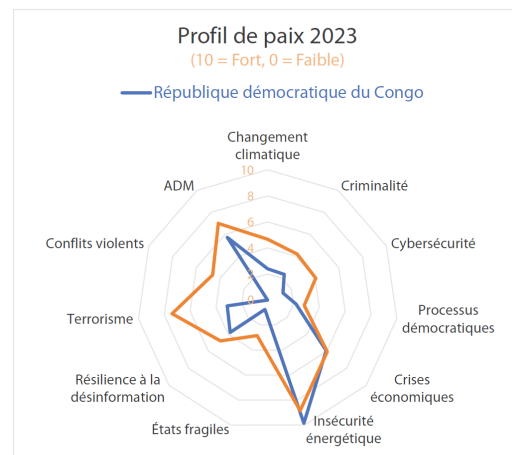
Seule une mission militaire de l'Union européenne, la [mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine](#) (EUTM RCA), est toujours présente dans le pays, et conseille les forces nationales. La mission de conseil civile, [EUAM RCA](#), entreprise en 2020 afin de soutenir la réforme des forces de sécurité intérieure, perdure également. Toutefois, les activités du groupe Wagner pourraient menacer l'avenir de ces missions. Le 5 mai 2022, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur les menaces pesant sur la sécurité au Sahel, laquelle condamne la présence toujours plus massive du groupe Wagner (au Sahel), la qualifiant d'« incompatible avec une coopération avec l'Union européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense », et appelant « tous les pays à se pencher sur le passé du groupe Wagner » en République centrafricaine. La République centrafricaine bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent (« [Tout sauf les armes](#) »). En décembre 2020, l'Union a mobilisé 14 millions d'euros pour soutenir le pays dans sa réaction à la [pandémie de COVID-19](#). Dans le cadre de l'instrument l'Europe dans le monde, le programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2024 pour la République centrafricaine prévoit une dotation de 172 millions d'euros, répartis entre: paix, sécurité, justice et gouvernance (57 millions d'euros), transition écologique (57 millions d'euros) et développement humain (51,5 millions d'euros). Les [sanctions](#) de l'UE sont également un indicateur de l'état des relations bilatérales.

République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC), qui dispose de ressources naturelles abondantes, se situe au bas de l'indice Normandie, à la 135^e place. Depuis 1997, le pays est confronté à une crise politique. En 2001, le président Joseph Kabila accède au pouvoir à la suite de l'assassinat de son père, jusqu'alors à la tête de la RDC. La crise se poursuit sous la présidence de Félix Tshisekedi, qui se présente pour un deuxième mandat lors des élections présidentielles, législatives et locales fixées au 20 décembre 2023.

Contexte et principaux enjeux

Malgré les efforts de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui devrait quitter progressivement la RDC, et l'élection (contestée) du président Tshisekedi en janvier 2019, la RDC occupe toujours la 5^e place de l'[indice des États fragiles 2023](#). La RDC figure à la 14^e place de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#), après avoir été 17^e en 2022. La situation sécuritaire s'est dégradée dans de larges pans du pays, et ce malgré l'état de siège décrété en avril 2021 dans les provinces orientales de l'Ituri et du Nord-Kivu. La RDC connaît l'une des [crises humanitaires](#) les plus complexes et les plus prolongées au monde, avec 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1 million de personnes demandant l'asile, principalement dans d'autres pays africains. En avril 2022, la RDC est devenue le septième membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), un élargissement qui a aiguisé les [rivalités préexistantes](#) entre l'Ouganda et le Rwanda.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La durée inconstitutionnelle du mandat de Joseph Kabila a eu raison des processus démocratiques et de la liberté de la presse. Le pays est toujours considéré comme à risque, particulièrement vulnérable à la corruption et à l'épuisement de ses ressources naturelles, dont deux matières premières critiques, le tantale et le cobalt, extraits des mines de la RDC majoritairement contrôlées par des [entreprises chinoises](#). Dans la province orientale du Nord-Kivu, les rebelles du M23 sont revenus combattre l'armée de la RDC (les FARDC) au printemps 2022, prenant le contrôle de plusieurs villes et zones rurales. Le Rwanda nie systématiquement les accusations de la RDC concernant son soutien au M23. Toutes les tentatives de désescalade, de plans de paix et de cessez-le-feu ont jusque-là [échoué](#). La RDC reste marquée par les conséquences du génocide de 1994 au Rwanda, et le [changement climatique](#) a de graves répercussions sur la sécurité alimentaire. Le président Tshisekedi

s'est rendu en Chine en mai 2023, dans le but de nouer un partenariat en matière de sécurité et d'économie et de renégocier le «[contrat chinois](#)» de 2008 (contrat «mines contre infrastructures»).

Intervention de l'Union européenne

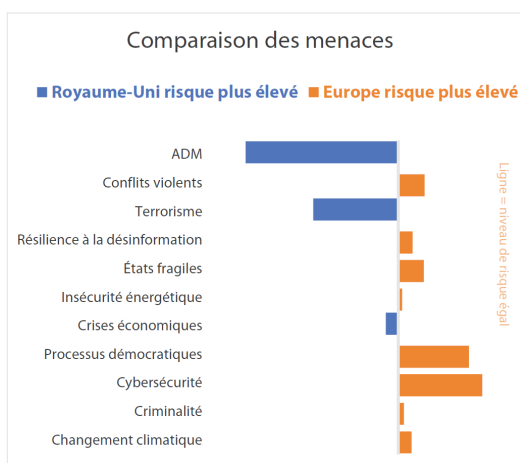
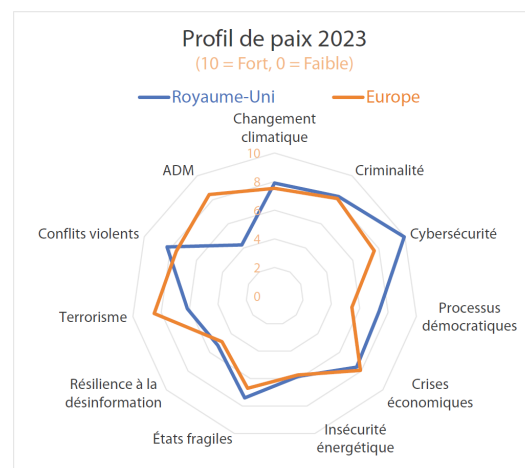
En raison de sanctions imposées à l'encontre de plusieurs Congolais pour violation des droits de l'homme, les [relations](#) entre l'Union européenne et la RDC restent difficiles. La RDC bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent («[Tout sauf les armes](#)»). En 2023, l'aide humanitaire fournie par l'Union à la RDC s'élève à [80 millions d'euros](#) ([44 millions d'euros en 2022](#)). La RDC a bénéficié du soutien de l'[Équipe Europe](#), en réponse à la [pandémie de COVID-19](#). Par le passé, l'aide au développement apportée par l'Union européenne à la RDC a été essentiellement financée par le [Fonds européen de développement](#), à hauteur de 620 millions d'euros pour la période 2014-2020. En outre, l'Union européenne a alloué 54 millions d'euros au moyen de l'ICSP pour la période allant de 2015 à 2020. L'aide financière de l'Union à la RDC au titre de l'instrument l'Europe dans le monde pour la période 2021-2024 s'élève à [424 millions d'euros](#), répartis principalement entre le développement humain (40 %), l'alliance pour le développement durable (40 %), et la gouvernance, la paix et la sécurité (15 %). Au titre de ce dernier volet, l'Union européenne prévoit d'affecter 30 millions d'euros en soutien civil aux FARDC, au titre du programme «Unis pour la sécurité», en plus d'un éventuel soutien militaire supplémentaire qui pourrait être financé par la facilité européenne pour la paix (FEP). En [juillet 2023](#), une mesure d'assistance d'un montant de 20 millions d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix a été décidée pour soutenir les forces armées de la République démocratique du Congo. L'UE a une nouvelle fois condamné le soutien du Rwanda au M23, la présence militaire du Rwanda dans l'est de la RDC et le soutien apporté par la RDC aux groupes armés en [juillet 2023](#).

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni figure à la 16^e place de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Le pays obtient des résultats légèrement au-dessus de la moyenne régionale pour presque tous les indicateurs, et présente un score remarquablement bas pour les armes de destruction massive et le terrorisme. Il est particulièrement bien classé en matière de cybersécurité.

Contexte et principaux enjeux

Le Royaume-Uni a une tradition démocratique bien établie, sous la forme d'un système parlementaire. Bien qu'il se caractérise par un [système éducatif](#) solide et un [PIB par habitant élevé](#), il s'agit également d'un pays présentant l'un des niveaux d'[inégalité de revenus](#) les plus élevés d'Europe. L'[indice de développement humain](#) 2021 classe le Royaume-Uni au 18^e rang des 191 pays mesurés. Selon l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de *The Economist*, le Royaume-Uni se classe 18^e de l'ensemble des pays, avec un score exceptionnellement élevé en matière de processus électoral et de pluralisme. Bien qu'il se classe au 34^e rang de l'[indice mondial de la paix](#) 2022, il s'agit du deuxième plus grand [exportateur mondial d'armes et de matériel de défense](#) et le pays possède un vaste arsenal d'[armes nucléaires](#). Par conséquent, le Royaume-Uni affiche la septième note la plus faible pour l'indicateur des armes de destruction massive dans l'indice Normandie. Si le Royaume-Uni obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels, il s'est cependant classé au 42^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le [coût de la vie](#) a fortement augmenté au Royaume-Uni au cours des deux dernières années, avec une inflation élevée et une flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des loyers. Le rapport 2023 de [Human Rights Watch](#) a constaté une protection sociale insuffisante pour de nombreux groupes vulnérables et une augmentation du nombre de lois qui violent les droits de l'homme. En tant qu'[importateur net d'énergie](#) dépendant pour le [gaz](#), le Royaume-Uni a été durement touché par la guerre en Ukraine. À la suite de l'examen intégré de sa politique stratégique de défense et de sécurité de 2021, le Royaume-Uni a décidé de porter son [stock d'armes nucléaires](#) de 225 à 260 ogives pour la première fois depuis la guerre froide. L'examen intégré actualisé en 2023 fait de la modernisation de l'arsenal nucléaire britannique une priorité, la qualifiant de «[chantier national essentiel](#)». Cette modernisation a reçu davantage de financements. Bien que le pays

affiche un niveau élevé de liberté de la presse, se plaçant 26^e dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2023, il obtient un score inférieur à celui de l'Europe en matière de résilience face à la désinformation et a subi une [ingérence russe](#) dans ses processus politiques. Le Royaume-Uni est notamment le deuxième pays le plus protégé au monde contre les cybermenaces, selon l'indicateur de cybersécurité de l'indice Normandie.

Rôle de l'Union européenne

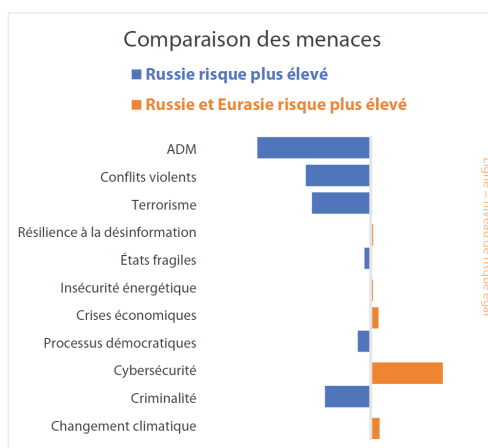
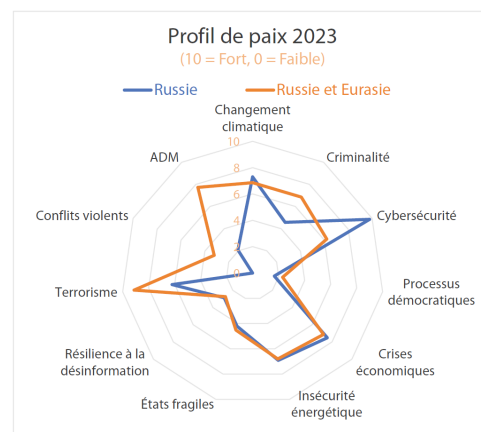
Depuis le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni n'est plus membre de l'Union européenne. Les relations mutuelles sont désormais régies par l'[accord de commerce et de coopération](#) (ACC) UE-Royaume-Uni. Bien que l'ACC ne [prévoit](#) pas de cadre fondé sur les traités pour la politique étrangère ou la coopération en matière de sécurité et de défense, il mentionne la reconnaissance par les deux parties de «l'importance que revêt la coopération mondiale pour traiter les questions d'intérêt commun». Il s'agit notamment de défendre les principes de démocratie, d'état de droit et de respect des droits de l'homme, de lutter contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et le commerce illicite d'armes. L'ACC établit également un cadre pour la coopération UE-Royaume-Uni en matière de cybersécurité et de partage d'informations classifiées. En outre, la coopération UE-Royaume-Uni se fait également par l'intermédiaire de l'OTAN dans les domaines définis par les trois [déclarations conjointes UE-OTAN](#). Les deux parties ont coopéré avec succès, notamment dans le cadre du G7, dans le contexte de la [guerre menée par la Russie contre l'Ukraine](#), en fournissant de l'aide et des armes, et en coordonnant les sanctions. En particulier, le Royaume-Uni a récemment adhéré à la coopération structurée permanente de l'Union. Les [liens économiques](#) sont également étroits, l'Union étant le premier [partenaire commercial](#) du [Royaume-Uni](#). Après des années de [relations tendues](#), l'[accord-cadre de Windsor](#) peut ouvrir une nouvelle ère de rapprochement.

Russie

La Russie occupe la 109^e¹⁹ place de l'indice Normandie, affichant des résultats inférieurs à la moyenne eurasiennne, sauf en ce qui concerne les indicateurs de cybersécurité, de crise économique et d'insécurité énergétique. Cela s'explique en grande partie par les risques élevés liés aux armes de destruction massive, au terrorisme, aux conflits violents et à la criminalité. Les menaces pour la sécurité devraient continuer de s'aggraver dans le contexte de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

Contexte et principaux enjeux

À la suite de la dissolution de l'Union soviétique en 1991, la Russie a refondé ou remanié nombre de ses institutions. Toutefois, les processus démocratiques sont très faibles et le régime est devenu de plus en plus [autoritaire](#). La Russie a [hérité](#) de l'ensemble du stock d'[armes nucléaires](#) de l'Union soviétique. Selon l'[Arms Control Association](#), la Russie disposait d'un stock total de quelque 6 257 ogives nucléaires en janvier 2022 (le SIPRI [estime](#) le stock à 5 889 en janvier 2023). La Russie a également conservé son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Le pays présente le [taux d'homicides](#) le plus élevé de la région eurasiennne, à savoir 8,21 pour 100 000 personnes en 2022, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale. Le niveau de sécurité énergétique de la Russie est très élevé en raison de ses vastes [réserves](#) de pétrole et de gaz, qui sont utilisées depuis longtemps comme [instrument](#) de pouvoir afin d'atteindre les objectifs de politique étrangère du pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'invasion à grande échelle et non provoquée de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a fait l'objet d'une [condamnation](#) généralisée au niveau mondial et a considérablement accru les menaces pour la sécurité tant de la Russie elle-même que de l'ensemble du continent. Si les indicateurs ne reflètent pas l'évolution de 2023, les scores de la Russie concernant les conflits violents, le terrorisme et les armes de destruction massive se sont détériorés. La Russie est [considérée](#) comme l'une des principales sources de campagnes de désinformation en ligne, ciblant à la fois le public national et le public étranger. Conjugée à de [graves restrictions](#) imposées aux médias indépendants et aux organisations de la société civile, cette situation a eu de graves [répercussions](#) sur l'opinion publique et la diffusion du discours russe à l'échelle mondiale. On considère que la Russie dispose de capacités avancées en matière de [cyberattaques](#). La [mutinerie](#) du 24 juin 2023 lancée par le chef du groupe paramilitaire Wagner, Evgueni Prigojine, a été

qualifiée de plus grande menace pour le régime de Vladimir Poutine depuis 22 ans. Bien qu'elle n'ait duré que 36 heures, la mutinerie a mis en lumière un mécontentement profond à l'égard du ministère de la défense et des élites russes en général. Ses [répercussions](#), tant au niveau national qu'international, doivent encore être évaluées.

Intervention de l'Union européenne

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union a imposé des [sanctions](#) sans précédent à l'encontre de cette dernière, y compris des mesures restrictives à caractère individuel, des sanctions économiques et des restrictions relatives aux médias. La [diversification](#) de l'approvisionnement en combustibles fossiles de l'Union a été particulièrement importante, car elle a entraîné une [chute](#) de la part de la Russie dans les importations énergétiques de l'Union de plus de 10 points de pourcentage entre le premier et le troisième trimestre 2022, cette part étant passée de 25,5 % à 15,1 %. L'Union a également adopté des mesures sans précédent en [finançant](#) une aide militaire à l'Ukraine (y compris des armes létales) à partir de la [facilité européenne pour la paix](#). Avant février 2022, l'Union avait imposé des sanctions à la Russie après l'annexion illégale de la Crimée en 2014, ainsi qu'en raison de l'utilisation d'armes chimiques, de l'organisation de cyberattaques et de [violations des droits de l'homme](#). Dans ses résolutions du [9 mars 2022](#) et du [1^{er} juin 2023](#), le Parlement européen a identifié la Russie comme un acteur majeur de l'[ingérence étrangère](#) dans les processus démocratiques, des campagnes de désinformation et des activités de renseignement, tant dans l'Union que dans son voisinage, y compris dans les [Balkans occidentaux](#).

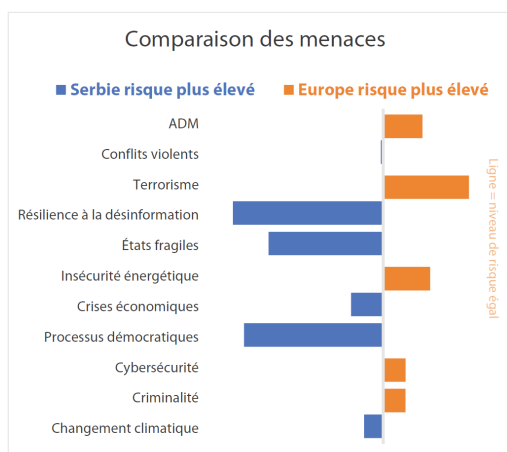
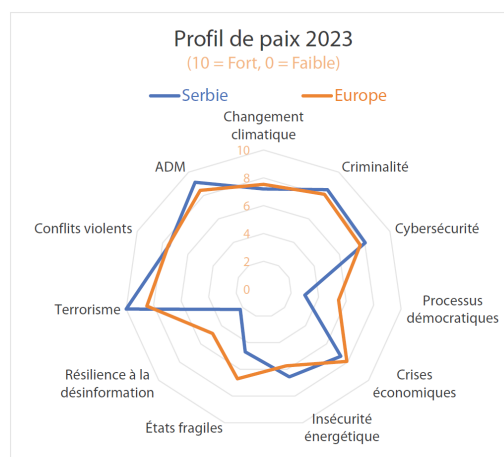
¹⁹ Le classement ne tient pas compte de l'évolution de la situation en 2023 sur le front de l'invasion en cours de l'Ukraine, les données collectées portant sur 2022.

Serbie

La Serbie occupe la 26^e place de l'indice Normandie, affichant un score conforme à la moyenne régionale des Balkans occidentaux. Outre des scores élevés en matière de terrorisme et d'insécurité énergétique, le pays est confronté à des enjeux urgents, tels que le processus de normalisation avec le Kosovo²⁰, la résilience à la désinformation et les processus démocratiques.

Contexte et principaux enjeux

La dislocation de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 est aujourd'hui encore source de fragilité en Serbie; elle continue de perturber les relations du pays avec ses voisins. La coopération régionale et les relations de bon voisinage, fondements de la résolution des problèmes bilatéraux, y compris celui du [différend entre Belgrade et Pristina](#), sont des conditions préalables à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Depuis 2011, Belgrade et Pristina sont engagés dans un dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne. Cependant, une normalisation complète des relations reste hors de portée malgré quelques éléments encourageants, tels que l'engagement pris à Ohrid, en Macédoine du Nord, de mettre en œuvre l'accord négocié par l'Union, annoncé le 18 mars 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La [concurrence stratégique](#) et les [campagnes de désinformation](#) entre puissances mondiales sont en hausse en Serbie. La Russie, [allié géopolitique](#) traditionnel du pays, a apporté un soutien diplomatique à Belgrade, en appuyant la position de la Serbie sur la non-reconnaissance du Kosovo. La Serbie est également impliquée dans la situation tendue dans le nord du Kosovo, où l'Union a [demandé](#) une désescalade immédiate, des élections anticipées avec la participation des Serbes du Kosovo et un retour au dialogue sur la normalisation. La Serbie a jusqu'à présent [refusé](#) de s'aligner sur l'Union et d'appliquer des sanctions à la Russie en raison de son agression en Ukraine. En outre, la Serbie est un membre fondateur de l'[initiative 16+1](#), menée par la Chine. En raison de l'insuffisance du dialogue politique entre la coalition au pouvoir et l'opposition, le [score de](#)

[démocratie](#) du pays a également baissé. Malgré la [concurrence croissante de la Chine](#), la [Russie](#) reste le principal fournisseur d'armes de la Serbie. Le 29 mai 2022, le président serbe, Aleksandar Vučić, a annoncé un [accord](#) sur un nouveau contrat de fourniture de gaz avec la Russie, d'une durée de trois ans.

Intervention de l'Union européenne

La Serbie a officiellement déposé sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne le 22 décembre 2009. Les [négociations d'adhésion](#) de la Serbie ont débuté en 2014. Quelque 18 des 35 chapitres de l'*acquis* ont été ouverts, y compris tous ceux du [groupe 1](#) sur les principes fondamentaux, et deux chapitres ont été provisoirement clôturés. L'[aide de préadhésion](#) pour la Serbie et les autres pays s'élève à 12,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027 (fonds de l'instrument d'aide de préadhésion III). La Serbie et le Kosovo participent au [dialogue facilité par la médiation de l'Union](#) depuis 2011, à la suite de l'adoption de la [résolution 64/298 de l'Assemblée générale des Nations unies](#) de 2010. La Serbie devrait mettre en œuvre l'accord conclu à Ohrid en mars 2023 dans le cadre des exigences du chapitre 35 («Autres») des négociations d'adhésion du pays à l'Union, qui comprennent, entre autres, la normalisation des relations avec le Kosovo. Le non-alignement de la Serbie sur la politique étrangère de l'Union est devenu manifeste en février 2022. La Serbie a adopté des [conclusions](#) dans lesquelles elle exprime son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais elle s'abstient d'appliquer des sanctions.

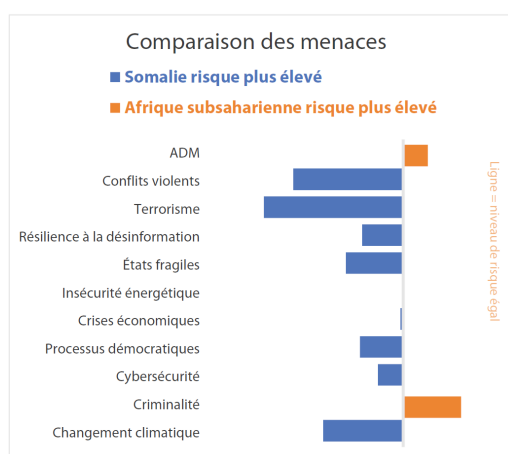
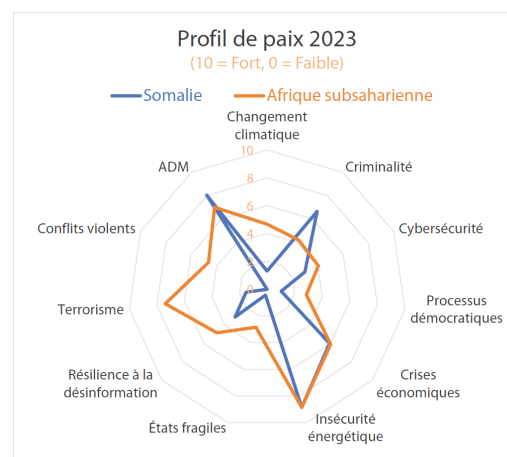
²⁰ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244(1999) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CJJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Somalie

La Somalie occupe la 129^e place de l'indice Normandie. Le pays est en proie à la sécheresse et à ses conséquences humanitaires. Les Chabab et d'autres groupes armés lancent régulièrement des attaques massives contre des civils.

Contexte et principaux enjeux

La Somalie subit les conséquences de la guerre civile qui a débuté en 1991 avec le renversement du dictateur Jaalle Mohamed Siad Barre. Le pays doit également faire face au soulèvement des Chabab, terroristes djihadistes affiliés à Al-Qaïda, qui sévissent dans le pays depuis 2008. En raison notamment de cette instabilité, le pays est divisé en régions autonomes et semi-autonomes. Dans l'[indice mondial du terrorisme 2023](#), la Somalie occupe la troisième moins bonne place, principalement en raison des agissements des différents [réseaux djihadistes](#). Le gouvernement central somalien exerce dans la pratique peu de contrôle sur la majeure partie de son territoire, en particulier, mais pas uniquement, dans l'État autoproclamé du Somaliland.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En réaction à la faiblesse du gouvernement central, la Somalie a adopté un modèle fédéral décentralisé. La Somalie occupe la 141^e place sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2023](#), étant l'un des pays les plus dangereux d'Afrique pour les journalistes. Le pays est très vulnérable au changement climatique et est classé comme le pays le moins adaptable à ce changement: il est classé 172^e sur 180 dans l'[indice d'adaptation Notre-Dame](#). Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations, exacerbent les problèmes existants, parmi lesquels les tensions entre les communautés et les déplacements de personnes. Plus de 8,25 millions de personnes ont besoin

d'une aide humanitaire et 6,5 millions sont confrontées à une crise de sécurité alimentaire. Les troubles qui ont suivi les premières élections locales démocratiques depuis 1967 dans le Puntland semi-autonome pourraient également menacer la stabilité de cet État régional riche en pétrole. Par ailleurs, le report de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2022 a engendré des tensions au Somaliland.

Intervention de l'Union européenne

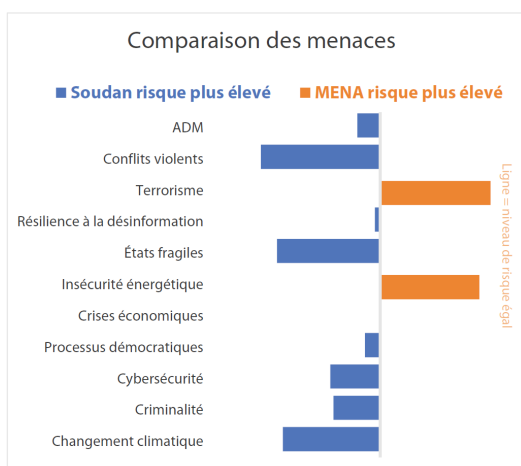
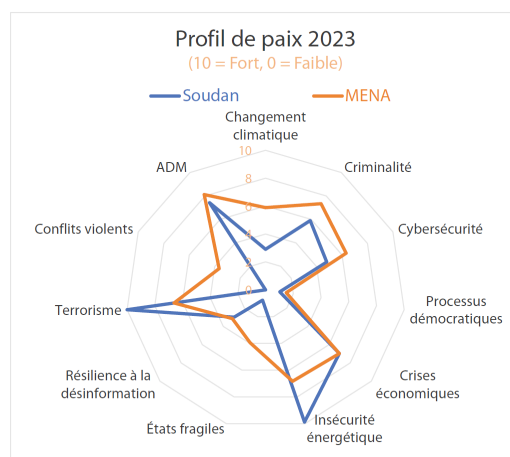
La Somalie est un volet central de la [stratégie de l'Union pour la Corne de l'Afrique](#), qui combine différents programmes de politique extérieure et d'autres instruments afin de remédier à l'insécurité et à ses causes premières dans la région. Deux opérations militaires de l'Union et une mission civile de la PSDC sont basées en Somalie: l'[opération Atlanta de l'EUNAFVOR](#), l'[EUTM Somalia](#) et l'[EUCAP Somalia](#). Atalanta conserve une vaste zone d'opérations, bien que le Conseil de sécurité des Nations unies n'ait pas étendu son mandat et celui d'autres forces internationales pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée dans les eaux territoriales somaliennes. Les efforts visant à améliorer la gouvernance militaire et politique somalienne, auxquels l'Union a [grandement contribué](#), n'ont pas encore abouti. En 2023, l'Union a affecté 72 millions d'euros d'aide humanitaire à la Somalie (chiffres au 28 mars 2023).

Soudan

Le Soudan occupe la 111^e place de l'indice Normandie. Le conflit armé entre les deux factions militaires au pouvoir compromet le retour à la démocratie et menace gravement la stabilité régionale.

Contexte et principaux enjeux

Début 2023, un tiers de la population soudanaise avait besoin d'une [aide humanitaire](#) en raison d'inondations, de sécheresses, de maladies et d'une situation sécuritaire précaire au Soudan et dans les pays voisins, ce qui a entraîné de multiples déplacements. L'insécurité alimentaire aiguë est à son niveau le plus élevé depuis dix ans et touche un Soudanais sur quatre. Cette situation a été aggravée par l'effondrement du processus de transition démocratique. Après le coup d'État qui a renversé le président Omar El-Béchir en avril 2019, un [gouvernement de transition](#) dirigé par un Premier ministre civil, Abdalla Hamdok, a partagé le pouvoir avec un Conseil souverain, dirigé par le général Al-Burhan, ancien commandant des Forces armées soudanaises (FAS), et le général «Hemetti» Dagolo, chef des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire qui contrôle le secteur minier (principalement les mines d'or du Darfour). En novembre 2021, l'armée a dissous le Conseil souverain et le gouvernement de transition est tombé. Les combats entre les FAS et les FSR ont atteint un [nouveau niveau de violence](#) dans la capitale en avril 2023.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les combats se sont rapidement propagés dans tout le pays, avec des déplacements massifs de population au Soudan et vers des [pays voisins](#), tels que l'Égypte, le Tchad, l'Éthiopie ou la République centrafricaine. Les deux parties ont tenté de nouer des [alliances](#) à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Al-Burhan bénéficie du soutien d'anciens rebelles du Darfour et de certains groupes islamistes. Hemetti a remporté «le soutien de certains démocrates en critiquant le [retour en force des islamistes](#)». L'Égypte est aux côtés d'Al-Burhan, tandis que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis soutiennent Hemetti. La Chine et la Russie ont investi massivement dans l'extraction des ressources naturelles soudanaises et

tâcheront probablement de préserver leurs [intérêts économiques et sécuritaires](#). Les [besoins humanitaires](#) augmentent rapidement, étant donné que [65%](#) de la population soudanaise vivait déjà sous le seuil de pauvreté avant les derniers affrontements.

Rôle de l'Union européenne

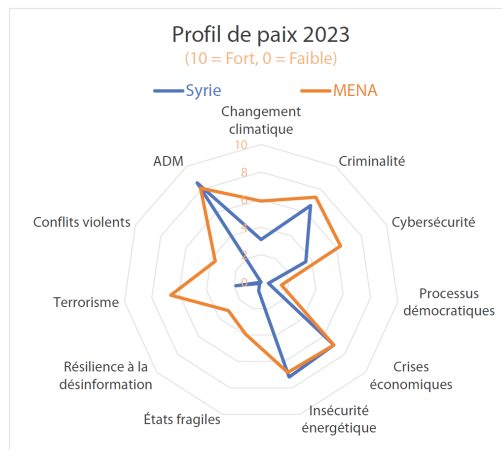
Le 24 avril 2023, le [Conseil «Affaires étrangères»](#) a examiné les plans d'évacuation et les possibilités de médiation pour prévenir l'escalade du conflit. Les opérations menées par des États membres ont [évacué](#) la plupart des 1 700 citoyens européens présents au Soudan ainsi que des ressortissants de pays tiers. La distribution de l'aide humanitaire et les corridors pour les réfugiés figurent parmi les [priorités](#) humanitaires de l'Union européenne. Lors de la session du Conseil du 24 avril 2023, le ministre finlandais des affaires étrangères, Pekka Haavisto (envoyé spécial de l'Union au Soudan en 2021), a [souligné](#) les risques d'un engagement accru du groupe Wagner dans la région, compte tenu de l'inaction des démocraties occidentales. Des membres de la commission des affaires étrangères (AFET) du Parlement européen [se sont rendus au Soudan](#) en septembre 2022 pour demander instamment à toutes les parties de parvenir à un accord en vue du retour à la démocratie. La [stratégie de coopération](#) au développement de l'Union avec le Soudan est en cours de révision en raison des troubles.

Syrie

La Syrie occupe la 130^e place de l'indice Normand: il s'agit donc du septième pays le moins pacifique du monde. Il s'agit d'un État fragile pour lequel les indicateurs relatifs aux processus démocratiques, au terrorisme, à la résilience face à la désinformation et aux conflits violents sont particulièrement inquiétants.

Contexte et principaux enjeux

Le fait que la Syrie figure au bas de l'indice Normand s'explique en large partie par la persistance de la guerre civile en Syrie, qui a débuté en 2011. On estime à un demi-million le nombre de personnes mortes au cours de ce conflit, qui a également entraîné d'importants déplacements de population et la destruction d'infrastructures. Entre 2011 et 2016, la Banque mondiale a estimé les pertes cumulées de PIB à 226 milliards de dollars, soit environ quatre fois le PIB syrien en 2010. Plus de 90% de la population syrienne souffre de pauvreté. Près de 5,7 millions de Syriens sont enregistrés en qualité de réfugiés dans les pays voisins, près de 6,8 millions sont déplacés à l'intérieur du pays et près de 15,3 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire dans le pays. Plusieurs acteurs régionaux et mondiaux, en particulier les États-Unis, l'Iran, la Turquie et la Russie, agissent face à la guerre en cours. Le niveau de violence a diminué et les attentats terroristes en Syrie ont presque diminué de moitié, passant de 354 en 2021 à 197 en 2022, principalement en raison de la défaite territoriale de l'État islamique/Daech en Iraq et en Syrie. Toutefois, la Syrie demeure à la cinquième place de l'indice mondial du terrorisme 2023 et continue de subir les effets à long terme de l'instabilité née du conflit. La coalition internationale contre Daech doit encore s'efforcer de mettre un terme durable à la présence de l'État islamique dans la région.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La situation socio-économique s'est encore détériorée à la suite du tremblement de terre de magnitude 7.8 qui a frappé le pays en février 2023. En mai 2023, les pays arabes ont entamé un processus de normalisation des relations avec le régime de Bachar El-Assad, en l'invitant à la réunion de la Ligue arabe en Arabie saoudite. C'est la première fois que le président syrien participait à une réunion de la Ligue arabe depuis la suspension de Damas en 2011. La reconstruction du pays reste un défi majeur. Les sanctions occidentales, en particulier celles appliquées par les États-Unis depuis 2020 en vertu de la loi «Caesar» de 2019, qui bloque le financement de la reconstruction et impose des sanctions secondaires, sont considérées comme un frein aux possibilités d'investissements et de reconstruction.

Rôle de l'Union européenne

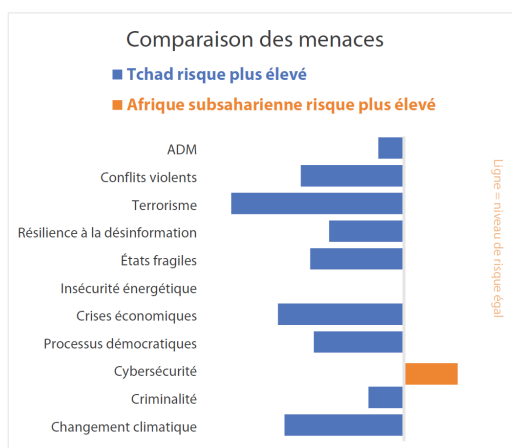
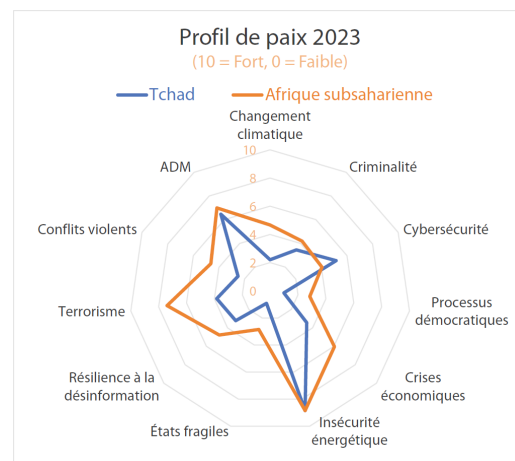
En réponse à la répression des manifestations antigouvernementales, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le gouvernement syrien au titre de la politique européenne de voisinage en 2011. Parallèlement, l'Union a adopté des sanctions à l'encontre du régime de Bachar El-Assad. L'Union européenne et ses États membres sont les premiers contributeurs à la réponse internationale au conflit syrien. Depuis 2011, ils ont mobilisé plus de 27,4 milliards d'euros pour l'aide humanitaire à l'intérieur de la Syrie et dans la région (Liban, Jordanie, Iraq et Turquie). À la suite du tremblement de terre de février 2023, l'Union européenne a mobilisé 75 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur de la Syrie, envoyé des fournitures provenant des entrepôts de la capacité d'intervention humanitaire européenne et activé le mécanisme de protection civile de l'UE. En février 2023, elle a également temporairement modifié les sanctions en vigueur, afin de faciliter l'acheminement rapide de l'aide humanitaire. Le 15 juin 2023, l'Union s'est engagée à apporter une aide de 1,5 milliard d'euros aux Syriens et aux communautés d'accueil lors de la septième conférence de Bruxelles. Si l'Union refuse toute normalisation des relations avec le régime syrien sans progrès dans la mise en œuvre de la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU, elle collabore étroitement avec ses partenaires arabes et internationaux pour atteindre des objectifs communs en Syrie, tels que la réduction du niveau de violence.

Tchad

Le Tchad occupe la 128^e place de l'indice Normandie. Le pays subit les répercussions de l'activité de Boko Haram, en particulier autour du lac Tchad. Sa situation est également aggravée par la fragilité du climat et l'insécurité alimentaire.

Contexte et principaux enjeux

Le Tchad a une histoire perturbée, marquée par des épisodes de guerre civile, de coups d'État et de sape de la démocratie. Le décès du président Déby, peu après sa réélection en avril 2021, a été suivi de la nomination de son fils, Mahamat Idriss Déby, en tant que chef transitoire du conseil militaire, occupant les fonctions combinées de président et de chef des forces armées. L'organisation des élections a été reportée à octobre 2024. Largement tributaire des recettes pétrolières, l'économie du pays reste fragile et vulnérable aux pressions accrues sur les ressources naturelles en raison du changement climatique et des déplacements de population.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les attaques de Boko Haram et leur répression par l'armée ont déclenché des déplacements internes de population. Outre les risques pour la sécurité intérieure, le Tchad a participé à des conflits le long de ses régions frontalières. Le lac Tchad est notamment l'[épicentre](#) de déplacements intérieurs complexes et de mouvements de réfugiés. Au moins 5 millions de personnes (population locale, personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés) sont confrontées à l'insécurité alimentaire dans tout le pays, dont près de 2 millions de personnes à être gravement touchées. Seul un tiers de la population a accès à l'eau potable. Depuis avril 2023, la crise née du conflit de pouvoir au [Soudan](#) a provoqué des mouvements massifs de

réfugiés vers le Tchad, poussant le pays dans une catastrophe humanitaire. La faible capacité du gouvernement à répondre aux besoins humanitaires pourrait encore accroître l'[instabilité du Tchad](#).

Intervention de l'Union européenne

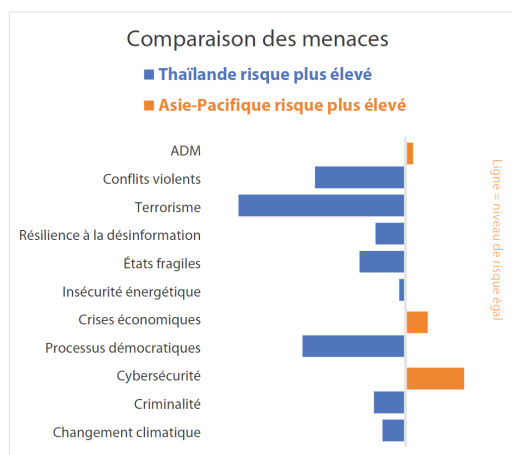
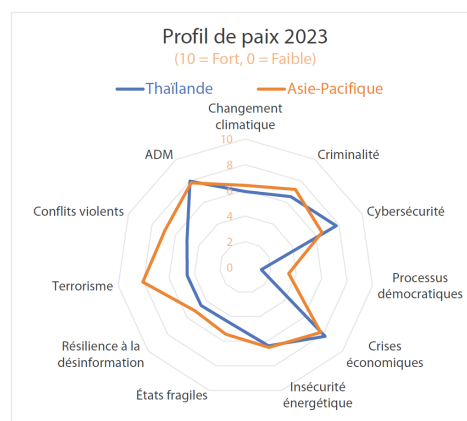
L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique et l'importance accordée à un développement durable dans le partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont le Tchad. L'UE soutient le processus de transition démocratique au moyen du programme indicatif pluriannuel 2021-2024 de 280 millions d'euros, notamment par la réforme du secteur de la sécurité et de la justice et la démocratisation. Pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par les effets des conflits et du changement climatique, l'UE a fourni plus de 50 millions d'euros d'aide humanitaire au Tchad en 2022 et a activé le mécanisme de protection civile de l'UE pour faire face aux graves conséquences des inondations; l'UE a également alloué 26,5 millions d'euros d'aide humanitaire au 23 janvier 2023.

Thaïlande

La Thaïlande occupe la 72^e place de l'indice Normandie. En quelques décennies seulement, une croissance économique rapide a fait passer le pays de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure. L'instabilité politique et les coups d'État militaires récurrents ont toutefois entravé son développement.

Contexte et principaux enjeux

Depuis 2004, l'insurrection qui sévit depuis longtemps dans le sud de la Thaïlande, à majorité musulmane, a causé [plus de 7 000 décès](#) et met en péril la sécurité du pays. Des pourparlers de paix entre le gouvernement et le principal groupe rebelle, le Barisan Revolusi Nasional (BRN), sont en cours depuis janvier 2020, mais aucun signe de progrès n'est à observer pour l'instant. Un mois après les [élections nationales](#) de mai 2023, il est difficile de savoir si le parti progressiste en tête des sondages de popularité, «Move Forward», pourra accéder au pouvoir. La commission électorale mène une enquête sur le dirigeant de «Move Forward», Pita Limjaroenrat, afin de déterminer s'il s'est présenté en dépit du fait qu'il se savait inéligible. «Move Forward» a mené campagne sur la promesse de retirer tout rôle politique à l'armée, de réduire son budget et de supprimer la conscription obligatoire. Le mouvement a également promis de s'attaquer aux puissants monopoles qui dominent l'économie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

De fréquents [affrontements](#) entre les réformateurs et les conservateurs favorables à la monarchie ont eu lieu ces dernières années. Après cinq ans de régime militaire, les élections de 2019 ont abouti à la mise en place d'un gouvernement civil sur le papier, bien que l'ancienne junte conserve la réalité du pouvoir. Depuis 2020, des protestations de grande ampleur, mais essentiellement pacifiques, ont eu lieu pour demander la démission du gouvernement et la réforme de la monarchie. La Thaïlande occupe la 106^e place du [classement de la liberté de la presse 2023](#), reflet des restrictions à la liberté d'expression. La Thaïlande occupe le 91^e rang de l'[indice des États fragiles 2023](#), avec l'instabilité politique et le rôle de l'armée tenus pour des domaines de faiblesse particuliers. Actuellement, la politique énergétique du pays [s'axe](#) sur la réduction des dépendances énergétiques, considérées comme un enjeu de taille. La Thaïlande

se classe au 26^e rang de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#).

Rôle de l'Union européenne

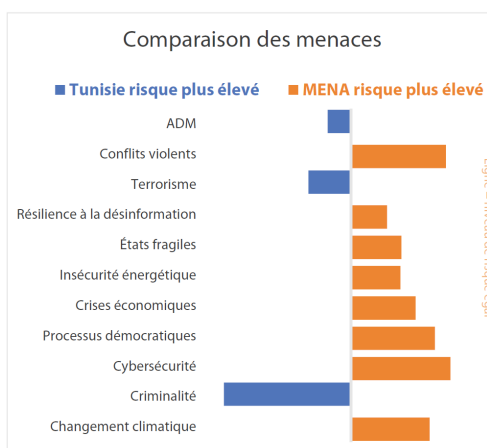
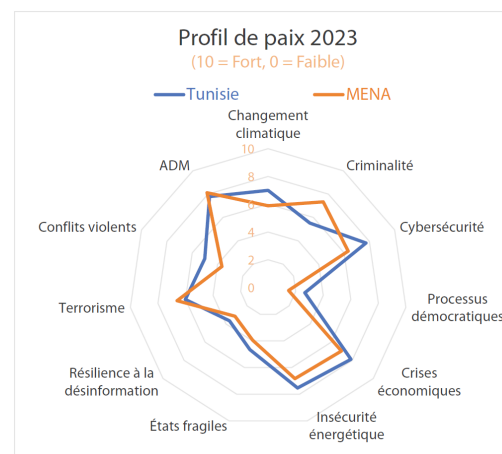
À la suite du coup d'État militaire de 2014, l'Union a rompu les pourparlers sur un accord de partenariat et de coopération ainsi qu'un accord de libre-échange avec la Thaïlande. Le rétablissement d'un régime civil en 2019 a ouvert la porte à un [nouvel échange](#) et les pourparlers sur l'accord de partenariat et de coopération ont repris, ceux portant sur l'accord de libre-échange devant reprendre prochainement. Les [conclusions du Conseil de 2019](#) définissent l'approche européenne globale pour les relations bilatérales avec la Thaïlande. Le pays fait partie d'un certain nombre de [programmes](#) internationaux de l'Union européenne, tels qu'Erasmus+ et l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme. L'aide bilatérale de l'Union comprend des projets de soutien aux exportateurs thaïlandais, aux réfugiés du Myanmar et aux travailleurs du secteur de la pêche. L'Union européenne est le troisième [partenaire commercial](#) de la Thaïlande (après la Chine, le Japon et les États-Unis) et représente 7,5 % de l'ensemble des échanges du pays. La Thaïlande est le 26^e partenaire commercial de l'Union au niveau mondial. L'Union constitue quant à elle le deuxième plus gros investisseur du pays, après le Japon. La Thaïlande est en outre un membre important de l'[ASEAN](#), qui coopère avec l'Union dans les instances multilatérales.

Tunisie

La Tunisie occupe la 61^e place dans l'indice Normandie. Par rapport à la moyenne des pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, elle est considérée comme moins vulnérable, notamment pour ce qui est de l'insécurité énergétique, du changement climatique et des conflits violents. Toutefois, la Tunisie obtient de mauvais résultats en matière de criminalité et de terrorisme.

Contexte et principaux enjeux

Depuis la destitution de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali, au cours de la révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a entrepris une série de réformes démocratiques. Les conséquences de la révolution de 2011 ont cependant conduit le pays à remonter dans l'[indice des États fragiles](#), où il passe de la 118^e place en 2010 à la 96^e en 2023. La Tunisie a également été [confrontée](#) à l'instabilité et aux conflits qui sévissent dans la région, en particulier dans la Libye voisine. Le président Kaïs Saïed a dissous l'Assemblée en juillet 2021. Un référendum constitutionnel [a été organisé](#) le 25 juillet 2022, soit un an, jour pour jour, après que Saïed a assumé de vastes pouvoirs, dans ce que ses opposants ont qualifié de coup d'État. La Tunisie a organisé un [second tour](#) le 29 janvier 2023, après le premier tour du 17 décembre 2022. Les critiques du gouvernement ont jugé que le taux de participation de 11,2% marquait le rejet des orientations politiques et du système politique post-révolution de Saïed, qui lui confère de nouveaux pouvoirs et le rend pratiquement inamovible.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Tunisie occupe la 121^e place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2023. En matière de sécurité énergétique, le pays est bien classé, puisque ses ressources propres lui permettent [actuellement de couvrir](#) environ 85 % de ses besoins en pétrole et en gaz. L'énergie est fortement subventionnée, mais les réserves du pays devraient diminuer, entraînant une forte hausse des prix de l'énergie. En avril 2022, le ministère de l'énergie a [annoncé](#) une hausse mensuelle de 3 % des prix des carburants, soit une augmentation annuelle de 30 % d'ici la fin de l'année 2022. Le [développement régional](#) hétérogène ainsi que les écarts qui existent entre le nord et le sud du pays sont une source permanente d'instabilité interne. Une jeunesse désabusée et une population économiquement fragile dans le sud sont enclines à se tourner vers la rébellion antigouvernementale et le terrorisme. En 2015, le pays a subi deux attentats terroristes majeurs dans des zones à forte concentration

touristique, ce qui a entraîné un sérieux [déclin](#) de son industrie touristique. Un [état d'urgence](#) à l'échelle nationale, mis en place après un attentat-suicide contre un bus de police le 24 novembre 2015, est toujours en place. En 2020, trois personnes sont mortes dans un attentat-suicide à la bombe près de l'ambassade américaine. La Tunisie figure à la 85^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2023](#).

Intervention de l'Union européenne

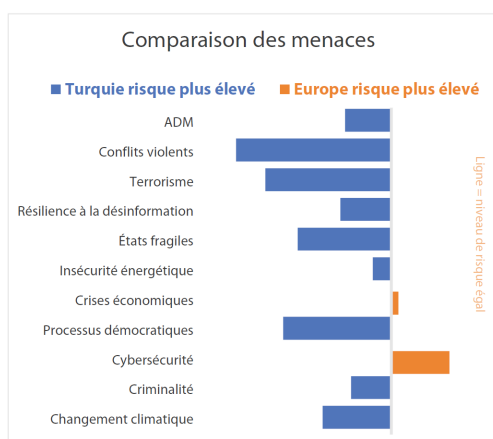
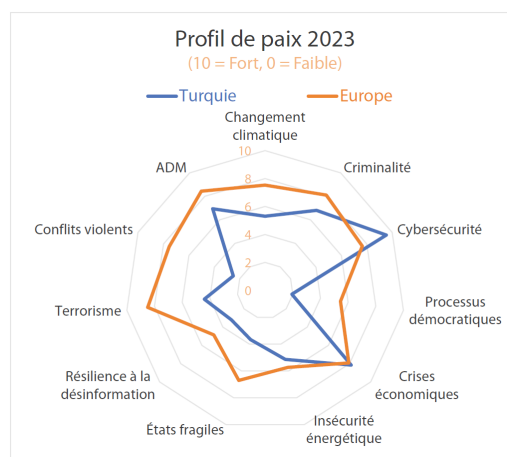
L'accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie a été conclu en 1995. La révolution de 2011 a marqué un tournant dans les [relations UE-Tunisie](#) et a conduit en 2012 à l'instauration d'un partenariat privilégié. De 2011 à 2017, l'aide octroyée par l'Union à la Tunisie s'est élevée à 2,4 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Union européenne et la Tunisie négocient actuellement un accord de libre-échange. De 2017 à 2020, l'aide bilatérale de l'Union s'est élevée à 300 millions d'euros par an en moyenne. La Tunisie peut également prétendre à un financement au titre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix et du programme Erasmus+. Le 10 septembre 2020, le HR/VP, Josep Borrell, a rencontré le président Saïed à Carthage. À la suite de l'annonce du référendum et de nouvelles élections en 2022, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) [a déclaré](#) que l'Union observait la situation du pays et «prenait note» des décisions de son président. Le 12 février 2022, le HR/VP [a évoqué](#) la possibilité de suspendre l'assistance macrofinancière à la Tunisie. Le HR/VP a également fait part de ses préoccupations à la suite des élections de 2023, soulignant la nécessité d'inclure la société civile au sens large et les partis politiques dans la gouvernance du pays. Le 16 juillet 2023, un protocole d'accord a été [signé](#) en vertu duquel, entre autres, l'Union accepte d'apporter à la Tunisie un soutien financier et technique pour décourager la migration irrégulière à destination de l'Europe.

Turquie

La Turquie occupe la 90^e place de l'indice Normandie, soit 24 rangs plus haut qu'en 2022, notamment en raison d'une (fragile) stabilisation macroéconomique. Toutefois, cette position montre également des menaces importantes pour la sécurité, des défaillances dans les processus démocratiques ainsi que des risques liés au terrorisme et aux conflits.

Contexte et principaux enjeux

Le coup d'État [militaire](#) manqué de 2016 a été suivi d'une réforme constitutionnelle et d'un renforcement du régime présidentiel, de la [répression](#) de l'opposition politique, ainsi que de la participation à des conflits étrangers et à des différends maritimes en [Méditerranée orientale](#) avec des États membres de l'Union européenne. La Turquie se classe 62^e dans l'[indice des États fragiles](#) et 23^e pour ce qui est de l'impact du terrorisme, selon l'[indice mondial du terrorisme 2022](#). Ce classement reflète les attaques menées par l'État islamique/Daech et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les défaillances démocratiques et les conflits bilatéraux avec certains États membres de l'Union européenne ont figé les négociations d'adhésion ainsi que la modernisation de l'[union douanière UE-Turquie](#). Le président Recep Tayyip Erdoğan du Parti de la justice et du développement (parti AK) a été réélu en mai 2023 avec 52,18 % des voix. Les principaux thèmes de la campagne ont été le tremblement de terre meurtrier de février 2023 et la stabilisation macroéconomique.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Ayant participé à des [interventions militaires](#) étrangères en Syrie, en Libye et dans le nord de l'Iraq, la Turquie fait face à des risques majeurs pour sa sécurité. Le score de la Turquie pour la résilience à la désinformation et la liberté de la presse est parmi les plus faibles, compte tenu de sa 165^e place dans [le classement mondial de la liberté de la presse 2023](#). L'[emprisonnement](#) de journalistes reste un problème majeur. La Turquie est dépendante à 74 % des [importations d'énergie](#); la [production locale de pétrole](#) ne répond qu'à 7 % de la demande nationale. Toutefois, la découverte de nouveaux gisements de gaz naturel en Méditerranée orientale pourrait fournir d'importantes ressources énergétiques. [Il semble](#) que le nouveau gouvernement abandonne sa stratégie coûteuse, suivie depuis 18 mois, visant à maintenir le cours de la monnaie aussi stable que possible par tous les moyens nécessaires. La nomination tardive

de [Hafise Gaye Erkan](#) au poste de gouverneur de la Banque centrale turque et de [Mehmet Simsek](#) en tant que ministre des finances indique que le pays se distancie des politiques peu orthodoxes de l'«[Erdoganomics](#)» et se tourne vers des décisions économiques plus rationnelles.

Rôle de l'Union européenne

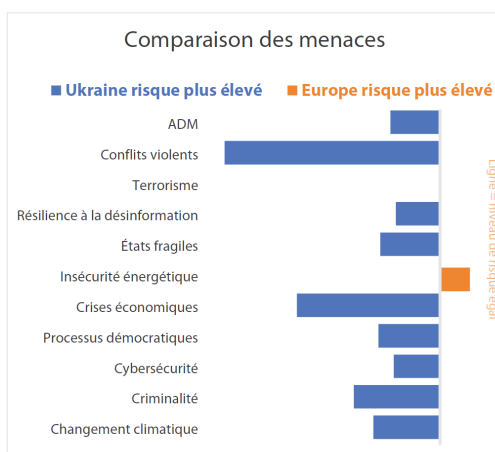
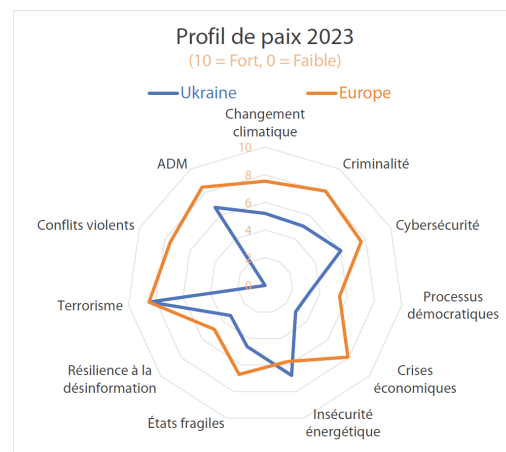
La Turquie fait partie d'une [union douanière](#) avec l'Union européenne depuis 1995 et est [candidate à l'adhésion](#) depuis 2005. Le financement de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III) adopté en 2021-2022 s'élève à 4534 millions d'euros. Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont détériorées ces dernières années. En 2017, les colégislateurs ont convenu de réduire les fonds de préadhésion en raison de normes démocratiques défaillantes. En 2020, à la suite des actions militaires de la Turquie en [Syrie](#) et en [Libye](#) et de ses opérations de forage illégales en Méditerranée orientale, l'Union européenne a suspendu la demande d'adhésion de la Turquie. Depuis 2011, la Turquie a reçu un total d'environ 10 milliards d'euros d'aide de l'Union dans le cadre de la [facilité en faveur des réfugiés en Turquie](#) et d'autres programmes d'aide pour les réfugiés. À la suite du tremblement de terre de février 2023, la conférence internationale des donateurs a [promis](#) un montant total de 7 milliards d'euros, dont 6,05 milliards d'euros sous la forme de subventions et de prêts en faveur de la Turquie. Avec sa «[politique non alignée](#)» dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la Turquie a trouvé un équilibre délicat entre les attentes de l'OTAN, l'aide économique apportée par la Russie et les pressions politiques intérieures.

Ukraine

L'Ukraine occupe la 113^e place de l'indice Normandie. Depuis février 2022, la guerre d'agression illégale et injustifiée menée par la Russie provoque de profondes ruptures sur les plans humain, économique et politique. L'Union européenne reste déterminée à fournir un soutien politique, militaire et financier supplémentaire, afin d'aider l'Ukraine à exercer son droit à la légitime défense.

Contexte et principaux enjeux

En 2013, l'ancien président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, a choisi de [ne pas signer](#) d'accord d'association avec l'Union européenne, provoquant ainsi d'importantes [manifestations pro-européennes](#). En février 2014, le Parlement ukrainien a [voté](#) la destitution de Ianoukovitch, au motif qu'il avait abandonné son poste. La Russie a quant à elle réagi par l'annexion de la péninsule de Crimée en mars 2014, déclenchant ainsi une guerre hybride, consistant notamment en une agression militaire, limitée à l'est de l'Ukraine, et en un accroissement [progressif](#) de sa puissance militaire aux frontières de celui-ci. Entre le début du conflit et janvier 2022, plus de [14 000](#) personnes ont trouvé la mort. Le 24 février 2022, la Russie a engagé une véritable guerre contre l'Ukraine, en violation du droit international. Depuis lors, plus de 6,3 millions de [réfugiés](#) ont quitté le pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En 2022, l'[Ukraine](#) a perdu le contrôle d'environ 17 % de son territoire, y compris la péninsule de Crimée, les régions limitrophes de la mer d'Azov, la majeure partie de la région de Louhansk et une grande partie de la région du Donbass et du littoral de la mer Noire. Toutefois, elle a [repris le contrôle](#) de larges régions dans le nord-est et le sud du pays. Le territoire regagné a [révélé](#) l'ampleur des atrocités commises par les forces russes. La guerre a [causé](#) la perte de milliers de vies humaines et la destruction massive d'infrastructures, notamment de logements civils. Selon une évaluation réalisée en avril 2023 par la [Banque mondiale](#), les dégâts causés au cours de la première année de conflit sont estimés à 135 milliards de dollars des États-Unis et les pertes économiques à 290 milliards de dollars. Les [dépenses militaires](#) restent élevées: 44 milliards de dollars ont été dépensés par l'Ukraine (et 86 milliards par la Russie) en 2022. La guerre a perturbé la production et la

distribution d'électricité. La plus grande centrale [nucléaire](#) d'Europe, située à Zaporijjia, étant [occupée](#) par la Russie, l'insécurité énergétique [reste](#) une préoccupation majeure. Les effets néfastes de la guerre sur l'environnement, notamment la destruction du barrage de [Kakhovka](#) le 6 juin 2023 et les [inondations](#) qui en ont résulté, pourraient [aggraver](#) encore la résistance de l'Ukraine aux facteurs [environnementaux](#) et au changement climatique.

Rôle de l'Union européenne

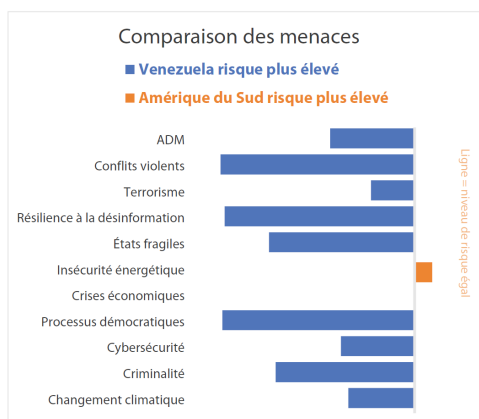
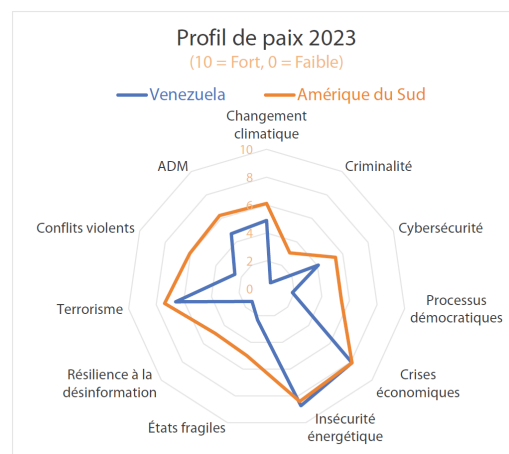
Les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine sont fondées sur un [accord d'association](#), dont un accord de libre-échange approfondi et complet, signé en 2014. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union a instauré de vastes [sanctions](#) à l'encontre de cette dernière. Depuis février 2022, l'Union européenne, ses États membres et ses institutions financières ont alloué [53 milliards](#) d'euros à l'Ukraine, dont 37,8 milliards d'euros sous forme d'[assistance macrofinancière](#), d'appui budgétaire, d'aide d'urgence, de réaction aux crises, d'aide humanitaire et autres, ainsi que quelque 15 milliards d'euros de mesures d'assistance militaire, dont [5,6 milliards d'euros](#) au titre de la [facilité européenne pour la paix](#). Pour soutenir l'armée ukrainienne, l'Union a mis en place une mission d'assistance militaire ([EUMAM Ukraine](#)). Initialement créée pour une période de deux ans, l'EUMAM devrait former [30 000](#) soldats ukrainiens rien qu'en 2023. En mars 2022, le réseau électrique ukrainien a été synchronisé sur le réseau continental européen, en vue de réduire l'insécurité [énergétique](#) du pays. En juin 2022, les dirigeants européens [ont convenu](#) de reconnaître la perspective européenne de l'Ukraine et d'accorder au pays le statut de [candidat à l'adhésion à l'Union](#). Un an plus tard, la Commission européenne a proposé de créer une [facilité pour l'Ukraine](#), instrument visant à fournir un soutien financier prévisible en 2024-2027. D'un montant de [50 milliards d'euros](#), la facilité pour l'Ukraine soutiendra à la fois la [reconstruction](#) et le programme de réformes du pays.

Venezuela

Le Venezuela occupe la 126^e place de l'indice Normandie et est considéré comme plus vulnérable que la moyenne sud-américaine. Il est moins bien classé au niveau régional pour tous les indicateurs, à l'exception de l'insécurité énergétique, mais des sanctions internationales sont source de fragilité dans ce domaine.

Contexte et principaux enjeux

Depuis 2010, le Venezuela est dans une situation économique et politique difficile, du fait de sa forte dépendance aux exportations de pétrole et de ses dépenses excessives. En mai 2018, le président sortant Nicolás Maduro a été réélu, lors d'élections contestées en raison d'irrégularités. Les élections législatives, lesquelles n'ont pas été reconnues par l'Union européenne ni par d'autres acteurs internationaux, se sont tenues en décembre 2020. Juan Guaidó, ancien chef de l'opposition, a été président par intérim du gouvernement de transition du Venezuela de 2019 à fin 2022. L'Union européenne ne considère plus Juan Guaidó que comme un «interlocuteur privilégié» depuis 2021, lorsqu'il a perdu sa fonction de président de l'Assemblée nationale. Le 30 décembre 2022, cette dernière a voté la fin de la présidence par intérim de Juan Guaidó. Avec l'élection de nouveaux gouvernements de gauche au Brésil et en Colombie, des pays importants d'Amérique latine s'efforcent de renouer le dialogue avec le Venezuela. L'administration Biden a assoupli certaines sanctions à l'encontre du gouvernement Maduro en 2022 et a accordé à Chevron une autorisation limitée de reprendre les importations de pétrole en provenance du Venezuela en novembre 2022.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

De 2013 à 2022, le Venezuela a perdu 63 places dans l'indice des États fragiles en grande partie du fait d'une légitimité de l'État en berne et de griefs communautaires accrus. Le taux d'homicides au Venezuela est l'un des plus importants au monde. Le nombre de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela a dépassé les 7 millions, ce qui a provoqué une crise humanitaire dans la région. Les Vénézuéliens sont devenus le deuxième plus grand groupe de personnes déplacées dans le monde. Le Venezuela dispose des plus grandes réserves connues de pétrole dans le monde. Toutefois, les coupures d'électricité et le manque d'essence accablent la population. En sus des nombreux manquements à la démocratie dans le pays, le régime Maduro utilise la désinformation numérique comme stratégie politique et continue de réprimer les journalistes

et la liberté d'expression.

Rôle de l'Union européenne

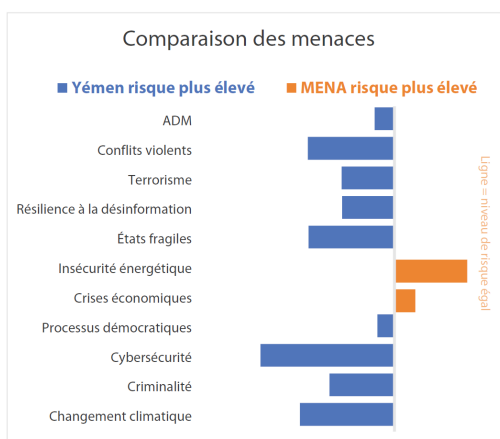
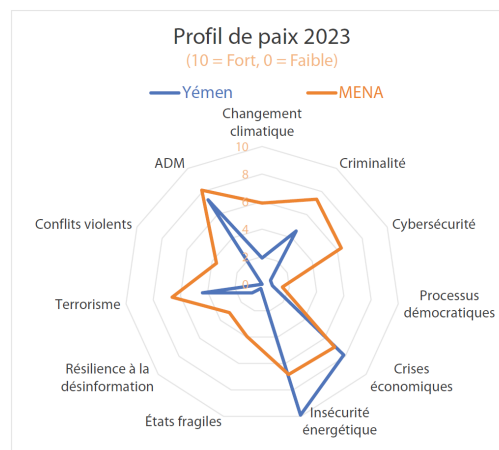
L'Union européenne a soutenu les tentatives avortées de dialogue entre le gouvernement et la majorité parlementaire, et a rappelé la nécessité d'élections transparentes en 2018, puis à nouveau en 2020. Elle a également imposé des sanctions ciblées ainsi qu'un embargo sur les armements et les matériels connexes pouvant être utilisés à des fins de répression interne. Fin 2019, l'aide européenne s'élevait à plus de 170 millions d'euros. Le Venezuela a bénéficié de 10 projets de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (pour un montant total de plus de 21 millions d'euros). En 2020, l'Union a encouragé la tenue d'une conférence internationale des donateurs en vue d'aider les réfugiés et les migrants vénézuéliens, promettant de leur accorder 147 millions d'euros supplémentaires en 2021. Elle a constitué un groupe de contact international sur le Venezuela, qui s'efforce de faciliter les conditions d'une solution pacifique et démocratique à la crise vénézuélienne et l'acheminement rapide de l'aide humanitaire. En mars 2023, la Commission européenne a réaffirmé son soutien constant aux Vénézuéliens et a débloqué plus de 75 millions d'euros d'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins les plus urgents. La conférence internationale de 2023 en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens s'est tenue à Bruxelles en mars 2023. Le 21 janvier 2021, le Parlement européen a adopté une résolution sur les derniers développements à l'Assemblée nationale du Venezuela. L'Union européenne a déployé une mission d'observation électorale afin d'observer les élections régionales et locales de novembre 2021.

Yémen

Le Yémen occupe la 134^e place de l'indice Normandie: il s'agit donc du quatrième pays le moins pacifique du monde. Le conflit qui a éclaté en 2014 et qui oppose le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, et les forces houthistes, soutenues par l'Iran, a causé des centaines de milliers de décès, déplacé des millions de personnes et créé de graves pénuries alimentaires. Une trêve négociée en avril 2022 fonctionne toujours de manière inespérée et a été renforcée par le rapprochement négocié par la Chine entre l'Arabie saoudite et l'Iran, annoncé en mars 2023.

Contexte et principaux enjeux

Le Yémen a souffert de décennies de conflits internes, de mauvaise gestion économique et de conditions climatiques extrêmes. En 2011, le soulèvement populaire a poussé le président autoritaire Ali Abdullah Saleh à se retirer. En 2014, profitant de la période d'instabilité politique qui a suivi, le mouvement houthiste, lié à la minorité musulmane chiite et soutenu par l'Iran, a pris le contrôle des régions du nord du pays, déclenchant ainsi une guerre civile avec le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite. Selon les estimations, 151 000 personnes ont été tuées et 4,5 millions déplacées à la suite directe du conflit. En outre, plus de 226 200 personnes seraient décédées des conséquences indirectes de la guerre, notamment les pénuries alimentaires et le manque de services de santé. Le Yémen se classe en 22^e position dans l'indice mondial du terrorisme 2023. Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et l'État islamique/Daech sont tous deux actifs au Yémen.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

En 2023, le Yémen occupe la deuxième place dans l'indice des États fragiles. Cette situation s'explique principalement par l'absence de contrôle du gouvernement central dans de vastes étendues de ses territoires du nord et de l'ouest, lesquels sont dominés par les forces houthistes. Les menaces cumulées d'un État fragile et de conflits violents ont exacerbé les problèmes, notamment les pénuries alimentaires et de santé. En 2023, on estime que 21,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont 13,4 millions en ont un besoin urgent. Le pays est dépendant à 97 % des importations pour les céréales et importe environ un tiers de son blé en provenance d'Ukraine. Depuis août 2022, l'initiative céréalière de la mer

Noire soutenue par les Nations unies permet au Yémen d'importer des céréales, mais les prix sont restés élevés. Le Yémen est le 12^e pays le moins bien classé dans l'indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2023, ce qui traduit une grande vulnérabilité au changement climatique, associée à un faible niveau d'état de préparation.

Rôle de l'Union européenne

Depuis le début de la guerre en 2015, l'Union européenne a consacré plus de 1,4 milliard d'euros en réponse à la crise au Yémen. Ce montant comprend 998 millions d'euros d'aide humanitaire et 487 millions d'euros d'aide au développement. En 2023, l'Union a alloué 136 millions d'euros supplémentaires d'aide humanitaire, laquelle comprend l'assistance alimentaire, les soins de santé, l'éducation, l'eau et les abris. Elle inclut également l'amélioration des services d'hygiène dans les zones de forte insécurité alimentaire et de malnutrition, dans les zones touchées par des conflits et auprès des populations déplacées.

5. ANNEXE – L'indice Normandie: Méthode

Cette annexe explique les composantes et la méthodologie de l'indice créé par l'Institute for Economics and Peace.

Indice Normandie du Parlement européen – Méthodologie

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1.1. Mesurer la paix | 2 |
| 1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques | 3 |
| 2.1. L'indice Normandie 2023: Conclusions et fonctions | 11 |
| 5.1. Méthode employée pour établir l'indice Normandie | 81 |
| 5.1.1. Contexte | 81 |
| 5.1.2. Synthèse sur la méthode employée | 82 |
| 5.1.3. Détail des domaines et description des indicateurs | 85 |
| Domaine 1 – Changement climatique | 85 |
| Domaine 2 – Cybersécurité | 85 |
| Domaine 3 – Processus démocratiques | 85 |
| Domaine 4 – Crise économique | 86 |
| Domaine 5 – Insécurité énergétique | 87 |
| Domaine 6 – États fragiles | 87 |
| Domaine 7 – Criminalité/Homicides | 88 |
| Domaine 8 – Résilience face à la désinformation | 89 |
| Domaine 9 – Terrorisme | 90 |
| Domaine 10 – Conflits violents | 90 |
| Domaine 11 – Armes de destruction massive | 91 |
| 5.1.4. Disponibilité et imputation des données | 93 |
| 5.1.5. Pondération des indicateurs | 93 |
| 5.1.6. Calculs relatifs aux domaines | 94 |
| 5.1.7. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie | 95 |
| 5.1.8. Bibliographie | 96 |

5.1. Méthode employée pour établir l'indice Normandie

5.1.1. Contexte

L'humanité est aujourd'hui confrontée à des difficultés inédites. La pandémie de COVID-19 de 2020 a engendré une crise mondiale immédiate et cristallisé l'interconnexion d'une société mondialisée. Cette crise a lieu dans le contexte des «grandes tendances» provoquées par le changement climatique, le déclin continu de la biodiversité, l'épuisement des ressources en eau potable et la surpopulation. Tous ces problèmes surviennent dans un climat sociopolitique marqué par une grande incertitude et caractérisé par un phénomène de redistribution des pouvoirs entre superpuissances mondiales, la rupture des alliances traditionnelles et une crise généralisée de la démocratie.

Ces difficultés, sur le court terme comme sur le long terme, requièrent des solutions mondiales et la mise en place d'une coopération d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans un monde hyperconnecté, elles sont souvent multiples et se distinguent par leur complexité croissante et leur caractère transfrontière.

Si elles sont ignorées, ces difficultés risquent d'accroître la pression sur les ressources, les infrastructures et la société, ce qui pourrait fragiliser la paix au sein des nations et dans le monde. Le rapport «Pathway for Peace» publié en 2018 par les Nations unies et la Banque mondiale met en évidence leur caractère interdépendant, et préconise de tenir compte de la nature éminemment complexe des risques ([Banque mondiale & Nations unies, 2018](#)).

Désireuses de s'associer à cette réflexion, l'Union européenne et la région de Normandie ont mis en place un partenariat aux fins de publier annuellement, et pour la première fois en 2019, un «indice Normandie». L'indice Normandie est un outil de mesure permettant aux décideurs politiques et au grand public d'appréhender la multiplicité des menaces qui pèsent sur le monde. Il vise à définir les menaces contre la paix et offre un éclairage sur les risques complexes auxquels sont confrontés les pays. Cet outil est mis à jour annuellement, afin de mesurer la manière dont les dynamiques varient d'une année sur l'autre et d'évaluer l'évolution positive ou négative des risques.

L'indice Normandie poursuit trois objectifs principaux, à savoir:

1. évaluer le niveau et le potentiel de conflit de chaque pays donné en tenant compte de la situation actuelle et de la situation future éventuelle;
2. offrir un outil de mesure et de suivi des tendances dans le temps;
3. permettre d'établir un classement à l'intérieur de chacune des catégories de menaces susmentionnées en fonction du «niveau et [du] risque de conflit» mesurés, à des fins d'élaboration de politiques.

Zone de texte 1 – Contexte de l'élaboration de l'indice Normandie

L'indice Normandie a été conçu pour suivre les différents facteurs qui constituent, selon le Parlement européen, des menaces pour la paix dans les années à venir. À ce titre, il offre un point de vue distinct de celui que proposent d'autres indices composés, tels que l'indice mondial de la paix (Global Peace Index ou GPI) publié par l'Institut pour l'économie et la paix.

Le GPI classe 163 pays et territoires indépendants en fonction du degré de paix qui les caractérise, la paix étant définie comme l'absence de violence et l'absence de crainte de violence ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Il mesure ainsi le niveau actuel de paix *négative*. L'Institut pour l'économie et la paix étudie également les aspects *positifs* de la paix au moyen de son indice de paix positive (PPI), qui évalue au sein de 163 pays les comportements, institutions et structures qui

contribuent de façon notoire à l'émergence et au développement des sociétés pacifiques ([Institut pour l'économie et la paix, 2019b](#)).

Tant le GPI que le PPI mesurent le degré *actuel* de paix dans le monde. L'indice Normandie mesure quant à lui les *menaces* qui planent actuellement sur la paix dans le monde, de sorte qu'il complète utilement l'éventail des outils utilisés dans le cadre de l'analyse quantitative de la paix et de la sécurité.

L'indice Normandie englobe 137 pays et régions. L'Union européenne, considérée comme un bloc unique, se verra attribuer la moyenne de l'ensemble des États membres.

5.1.2. Synthèse sur la méthode employée

Dans le cadre de la stratégie globale de l'Union pour 2016, l'Union a identifié un certain nombre de domaines représentant une menace pour la paix dans les années à venir ([Union européenne, 2016](#)).

Chacun de ces domaines constitue un système complexe, dont les aspects multiples et liés sont difficiles à appréhender. L'indice Normandie en tient compte et s'emploie à simplifier une grande partie des concepts rattachés aux domaines en question, en sélectionnant un indicateur clé par domaine, plutôt que de sélectionner, de mettre en balance et d'agréger des indicateurs multiples pour chacun des domaines, ce qui constituerait une entreprise autrement plus complexe et subjective. Les indicateurs retenus pour chacun de ces domaines l'ont été sur la base de textes officiels et d'ouvrages universitaires récents, en fonction de la disponibilité des données et après consultation du Parlement européen.

Le tableau 1 présente les indicateurs retenus pour appréhender ces menaces.

TABLEAU 1 – Indice Normandie – indicateurs

L'indice Normandie s'appuie sur les travaux de l'Institut pour l'économie et la paix.

| Domaine | Indicateurs | Définition | Source | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-------------------------|---|---|---|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes. | Nations unies | 191 | 2023 |
| Cybersécurité | Indice de cybersécurité | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible. | Union internationale des télécommunications | 194 | 2020 |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative | Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays. | V-Dem | 179 | 2021 |
| Crises économiques | Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs. | Banque mondiale | 143 | 2021 |
| | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB) | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB) | Fonds monétaire international | 135 | 2022 |

| Domaine | Indicateurs | Définition | Source | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|--------------------------------|--|---|---|------------------------|---------------------------|
| Insécurité énergétique | Importations d'énergie | Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie. | Banque mondiale, Enerdata | 143 | 2021 |
| | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant) | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant) | Banque mondiale | 142 | 2019 |
| États fragiles | Indice des États fragiles | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données — quantitatives, qualitatives et validées par des experts — sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix | 179 | 2022 |
| Criminalité | Taux d'homicides pour 100 000 personnes | Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité | ONU DC | 192 | 2018 |
| | Perception des différents niveaux de criminalité | Réponses à la question Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?» | Gallup/IEP | 163 | 2022 |
| Résilience à la désinformation | Résilience à la désinformation | Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays. | V-Dem | 179 | 2021 |
| Terrorisme | Indice mondial du terrorisme | Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme. | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2023 |
| Conflits violents | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix | Plus mauvais score des indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causés par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causés par les conflits externes. | Institut pour l'économie et la paix | 163 | 2022 |
| ADM | Indice de menace nucléaire | L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace. | Unité de renseignement de «The Economist» | 176 | 2018 |

La stratégie globale de l'Union pour 2016 souligne également l'importance croissante des *menaces hybrides* dans les années à venir. Les menaces hybrides recouvrent les activités conventionnelles et non conventionnelles, militaires et non militaires, susceptibles d'être exercées de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent prendre la forme de cyberattaques contre des systèmes informatiques sensibles,

d'une perturbation de services clés, tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, d'atteintes à la confiance des administrés dans les institutions gouvernementales ou encore de comportements visant à aggraver les divisions sociales. Compte tenu de la nature mixte des menaces hybrides, il n'est pas possible d'évaluer le risque qui en découle pour un pays en se fondant sur une mesure unique. Les composantes potentielles des menaces hybrides sont déterminées au sein des domaines couverts par l'indice Normandie. Les «menaces hybrides» ne sont donc pas étudiées au sein d'un domaine spécifique.

5.1.3. Détail des domaines et description des indicateurs

Domaine 1 – Changement climatique

Description détaillée: L'indice mondial pour la gestion des risques INFORM établit un classement annuel des pays en fonction d'une note qui s'échelonne de zéro à dix, les pays présentant un «risque très élevé» se voyant attribuer la note de dix.

Principe: INFORM est un modèle global de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes en fonction des trois dimensions que sont le danger et l'exposition au danger, la vulnérabilité et le manque de capacités de réaction. Cet indice met en évidence l'origine tant naturelle qu'humaine du changement climatique et des risques y associés, et le fait que le risque découlant du changement climatique dépend également de la manière dont les pays s'adapteront aux effets de celui-ci.

Source: INFORM ([Commission européenne, 2019](#))

URL: <http://www.inform-index.org/>

Domaine 2 – Cybersécurité

Indicateur: Indice de cybersécurité dans le monde

Description détaillée: L'indice de cybersécurité dans le monde évalue les actions des États membres de l'Union internationale des télécommunications (UIT) en matière de cybersécurité à l'aune de cinq indices: mesures juridiques, mesures techniques, mesures organisationnelles, renforcement des capacités et coopération.

Principe: Les menaces en matière de cybersécurité ne peuvent être combattues que par une approche réglementaire systémique et transsectorielle fondée sur la technologie. Un pays qui ne s'emploie pas à protéger ses infrastructures financières et physiques ainsi que ses données personnelles et gouvernementales s'expose à des attaques. L'indice de cybersécurité dans le monde, qui tient compte des actions entreprises et des mesures prises par les pays aux fins d'écarter la menace que représentent les cyberattaques, propose une évaluation de source ouverte précise et adaptée de la menace future.

Source: UIT ([Union internationale des télécommunications, 2017](#))

URL: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

Domaine 3 – Processus démocratiques

Indicateur: Indice de démocratie participative

Description détaillée: La base de données de Varieties of Democracy (V-Dem) reprend un ensemble d'indicateurs par pays concernant les organisations politiques ou gouvernementales ainsi que les sociétés ou les institutions dotées d'un gouvernement organisé, d'un État et d'un corps politique.

L'indice de démocratie participative utilisé dans le cadre de l'indice Normandie mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.

Principe: Il est largement reconnu que les processus démocratiques contribuent à la paix. Les démocraties solides disposent elles-mêmes d'institutions visant à faire face aux revendications de la société de manière non violente. Il est également considéré que les démocraties sont moins enclines à s'engager dans des conflits armés avec d'autres démocraties. Les pays démocratiques affichent les niveaux de paix les plus élevés à l'échelle planétaire, d'après l'indice mondial de la paix ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#)). Par ailleurs, à l'exception d'événements politiques ou de conflits relativement peu fréquents, le statut démocratique actuel d'un pays est souvent un bon indicateur du futur statut démocratique.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) ([Université de Göteborg, 2020](#))

URL: <https://www.v-dem.net>

Domaine 4 – Crise économique

Indicateur: Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en pourcentage du total des prêts

Description détaillée: Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.

Principe: Les prêts non productifs représentent un bon signe avant-coureur des crises financières, avec de vastes conséquences sociales. De façon plus directe, des niveaux d'endettement élevés peuvent affecter la capacité de l'État à fournir les services publics de base, laquelle constitue une source clé de légitimité pour un gouvernement. Le recours excessif à l'emprunt, en particulier à la dette extérieure, implique une exposition accrue aux risques du marché mondial et aux décisions des créanciers, deux facteurs qui peuvent rendre un État vulnérable aux chocs économiques extérieurs ([Forum économique mondial & Zurich Insurance Group, 2019](#)). Des dettes et des emprunts trop lourds peuvent exacerber les clivages sociétaux sous-jacents, en particulier si les inégalités réelles ou perçues se creusent.

Source: Banque mondiale ([Banque mondiale, 2020](#), [Trading Economics, 2021](#))

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.AST.NPER.ZS>

Indicateur: Endettement net des administrations publiques (% PIB)

Description détaillée: Le ratio d'endettement public net/PIB est calculé en utilisant la valeur de l'endettement net des administrations publiques au numérateur et le PIB total au dénominateur.

Principe: Il a été prouvé que la crise de la dette souveraine et les troubles civils étaient liés (Reinhart, 2010), et certains ont fait valoir que la crise de la dette souveraine et les mesures d'austérité extrêmes qui l'ont suivie ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et au génocide au Rwanda ([Goldmann, 2012](#)).

Source: Fonds monétaire international

URL: <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April>

Domaine 5 – Insécurité énergétique

Indicateur: Importations d'énergie

Description détaillée: Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie).

Principe: L'indépendance énergétique, c'est-à-dire l'autosuffisance grâce aux sources d'énergie domestiques, y compris le pétrole, le gaz naturel, les autres minéraux et les sources d'énergie propre, est un élément déterminant de la sécurité énergétique, au moins depuis le choc pétrolier d'octobre 1973 (Cohen et al., 2011). Bien qu'elle ne représente qu'un aspect de la sécurité énergétique, elle constitue, avec des mesures telles que la diversité des sources d'approvisionnement et la distance parcourue jusqu'au lieu de consommation, une mesure pour laquelle il existe à l'échelle mondiale des données de sources publiques et comparables, et qui est donc suffisante pour saisir la menace conceptuelle de l'insécurité énergétique.

L'Institut pour l'économie et la paix a complété les données de la Banque mondiale par des données plus récentes obtenues à partir de l'annuaire statistique mondial de l'énergie 2020. Celui-ci traite de 60 pays, jusqu'en 2019.

Source: Banque mondiale (Banque mondiale, 2020 et Enerdata, 2021)

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/eq.imp.cons.zs>
<https://yearbook.enerdata.net/>

Indicateur: Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)

Description détaillée: Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)

Principe: Les pays dont la consommation d'énergie est plus élevée et qui dépendent fortement des importations seront plus fragiles que les pays présentant un profil différent.

Source: Banque mondiale (Banque mondiale, 2022)

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.USE.ELEC.KH.PC>

Domaine 6 – États fragiles

Indicateur: Indice des États fragiles

Description détaillée: Les pays sont classés du pays présentant le niveau le plus faible de fragilité (score 0) au pays présentant le niveau le plus élevé (score de 120). Tous les ans, chaque pays est noté sur la base de 12 indicateurs de risque de conflit regroupés en quatre catégories: les indicateurs de la cohésion, et les indicateurs économiques, politiques et sociaux.

Principe: L'indice des États fragiles repose sur un outil d'évaluation des conflits, dénommé «CAST», qui a été mis au point par le Fonds pour la paix il y a près d'un quart de siècle afin d'évaluer la vulnérabilité des États fragiles. Cet outil a été conçu pour mesurer cette vulnérabilité dans les situations précédant les conflits, pendant les conflits et dans les situations d'après-conflit, et continue d'être largement utilisé par les décideurs politiques, les praticiens de terrain et les réseaux communautaires locaux. La méthode utilise des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs, repose sur des données de sources publiques et produit des résultats quantifiables.

Source: Indice des États fragiles

URL: <https://fragilestatesindex.org/>

Domaine 7 – Criminalité/Homicides

Indicateur: Taux d'homicides

Description détaillée: Taux d'homicides dans le pays pour 100 000 habitants

Principe: Les taux d'homicides élevés sont associés à des risques élevés pour la sécurité des personnes à l'intérieur d'un pays et reflètent une capacité réduite du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des personnes à l'intérieur de ses frontières.

La stratégie globale de l'UE souligne que la criminalité transfrontalière constitue une menace importante pour la paix dans le monde. La criminalité transnationale organisée affecte, par sa nature même, tous les pays. La nature des crimes transfrontaliers varie considérablement, allant du trafic de drogues de classe A à la traite d'êtres humains. Le recensement de la criminalité varie d'un pays à l'autre, de sorte qu'il n'existe pas de base de données unique répertoriant les crimes transfrontaliers commis. Bien que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) publie une évaluation des menaces que représente la criminalité transnationale organisée, cette évaluation est destinée à être appliquée au niveau local et ne constitue pas une plateforme permettant d'établir un classement comparatif mondial des pays²¹. Ce qui complique encore la situation, c'est que les facteurs qui sont à l'origine de la criminalité transfrontalière favorisent également tous les autres types d'activités économiques: les communications, le commerce, l'interconnexion, la mondialisation et les nouvelles technologies.

En l'absence de mesure nationale relative de la criminalité transnationale/transfrontalière, l'indice Normandie utilise un taux d'homicides pour 100 000 habitants par pays comme indicateur des niveaux de criminalité. Bien qu'il s'agisse d'une mesure grossière, le lien entre homicide et criminalité organisée a été largement étudié et²² il a été utilisé dans la littérature comme indicateur de la criminalité organisée dans un pays.²³

Source: Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

URL: <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistical-activities.html>

Indicateur: Perception de la criminalité

Description détaillée: Réponses à la question du sondage mondial Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»

Principe: La perception de la criminalité dans une société a une incidence sur le sentiment de sécurité et d'identité des citoyens, avec des conséquences plus larges sur les entreprises, sur les dépenses de sécurité et sur les politiques de sécurité. La perception de niveaux élevés de criminalité peut avoir un effet déstabilisant sur le contrat social entre un gouvernement et sa population. L'Institut pour l'économie et la paix a constaté que le coût de l'endiguement de la violence, qui varie en fonction des menaces perçues, s'élève à environ 1 800 dollars américains par personne et par an ([Institut pour l'économie et la paix, 2019](#)).

²¹ Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2010.

²² (Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2011)

²³ (Alberto Alesina, 2019)

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Le score final de chaque pays est calculé par une somme pondérée de 0,75 pour le taux d'homicides + 0,25 pour la perception de la criminalité.

Domaine 8 – Résilience face à la désinformation

Indicateur: Résilience à la désinformation

Description détaillée: La base de données Variety of Democracy (V-Dem) reprend quatre indicateurs de présence de désinformation:

1. Diffusion par le gouvernement de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence le gouvernement et ses agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
2. Diffusion par les partis de fausses informations au niveau national. À quelle fréquence les grands partis politiques et les candidats se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
3. Diffusion par les gouvernements étrangers de fausses informations. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer les politiques nationales dans ledit pays?
4. Publicités des gouvernements étrangers. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils de publicités payantes sur les médias sociaux pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations pour influencer les politiques nationales dans ledit pays?

Chaque pays est classé sur une échelle de Likert allant de «extrêmement souvent» (0) à «jamais ou presque jamais» (4). L'indicateur de résilience face à la désinformation utilisé dans le cadre de l'indice Normandie correspond à la moyenne nationale de chacun de ces quatre indicateurs.

Principe: La capacité des acteurs étatiques et non étatiques à restreindre la libre circulation de l'information est de plus en plus préoccupante, tout comme leur capacité à s'ingérer dans le fonctionnement de la société civile par le biais de campagnes de désinformation. La recherche sur la résilience face à la désinformation est un domaine de quantification relativement nouveau, qui a vu apparaître un certain nombre de sources ces dernières années ([Eurasian States in Transition Research Center, 2018](#); [Indice mondial de la désinformation, 2020](#)). L'indice Normandie suivra de près cette documentation de manière à s'appuyer sur ces mesures dans de prochaines publications.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) ([Université de Göteborg, 2020](#))

URL: <https://www.v-dem.net>

Domaine 9 – Terrorisme

Indicateur: Indice mondial du terrorisme

Description détaillée: Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des prises d'otage liés au terrorisme.

Principe: Il s'agit d'un indicateur clé montrant les incidences multiples du terrorisme sur un pays. Il s'agit de la source de données la plus fiable et la plus cohérente, disponible dans plus de 163 pays et actualisée chaque année depuis 2007.

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2023](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Domaine 10 – Conflits violents

Indicateur: Conflits violents

Description détaillée: Indicateur composite du nombre de conflits violents internes et externes, de leur intensité et du nombre de décès qu'ils causent.

Principe: L'indice mondial de la paix de l'Institut pour l'économie et la paix mesure les quatre indicateurs suivants relatifs aux conflits violents:

Nombre et durée des conflits internes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits qui surviennent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays donné. Les informations relatives à cet indicateur proviennent de trois ensembles de données provenant du

programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits: la série de données sur les décès liés aux combats, celle sur les conflits non étatiques et celle sur la violence unilatérale.

Nombre de décès causés par des conflits internes organisés

Cet indicateur utilise la définition de conflit donnée par le programme d'Uppsala. Celui-ci définit les conflits comme la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année. Les statistiques sont recueillies à partir de l'édition la plus récente de la base de données des conflits armés de l'institut international d'études stratégiques, qui définit les décès liés aux conflits armés comme les pertes de vies militaires et civiles résultant directement d'un conflit armé.

Nombre, durée et rôle dans les conflits externes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits extraterritoriaux dans lesquels un pays est impliqué. Cet indicateur se fonde sur la série de données du programme d'Uppsala sur les décès liés aux combats. Le score d'un pays est déterminé en additionnant tous les scores relatifs aux conflits individuels lorsque ce pays intervient en tant qu'acteur dans un conflit surgissant en dehors de ses frontières légales. Les conflits ne sont pas imputés à un pays s'ils lui ont déjà été imputés pour l'indicateur du nombre et de la durée des conflits internes.

Nombre de décès causés par des conflits externes organisés

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «une incompatibilité litigieuse concernant un gouvernement et/ou un territoire où le recours à la force armée entre deux parties, dont l'une au moins est le gouvernement d'un État, entraîne annuellement au moins 25 décès dans des combats». En l'absence de données, plusieurs autres sources ont été consultées: la base de données sur les conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques; le site web Iraq Coalition Casualty Count et l'EIU.

Chacune de ces sources est notée de 1 à 5. L'indice Normandie retient le plus mauvais score du pays pour l'ensemble de ces indicateurs dans la catégorie «Conflits violents».

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Domaine 11 – Armes de destruction massive

Indicateur: Indicateur des capacités nucléaires et des armes lourdes

Description détaillée: L'indice de paix mondial des capacités nucléaires et des armes lourdes (HWC – Heavy weapons cantonment/cantonement des armes lourdes), soit un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays reçoivent la note 1 lorsqu'ils ont de faibles capacités militaires. La note 5 est attribuée aux pays dotés de l'arme nucléaire.

Principe: Cet indicateur est un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné.

Source: IEP ([Institut pour l'économie et la paix, 2019a](#))

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Indicateur: Indice de menace nucléaire

Description détaillée: L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace.

Le score de l'indice Normandie est calculé en fonction du score minimal du pays dans les trois indicateurs suivants:

1. Menace nucléaire 1: scores pour 22 pays disposant au minimum de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
2. Menace nucléaire 2: scores pour 153 pays, ainsi que Taiwan, disposant de moins de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
3. Sabotage nucléaire: 46 pays, ainsi que Taiwan, disposant d'installations nucléaires, dont des centrales et des réacteurs de recherche d'une capacité supérieure à 2 MW

Enfin, pour saisir les éventuelles répercussions ou tensions que la menace nucléaire des pays voisins ou régionaux fait peser sur un pays, l'indice Normandie incorpore la moyenne du score régional dans le score national du pays.

Le score final d'un pays est calculé par une somme pondérée de 0,75 pour le score national + 0,25 pour le score régional.

Source: Unité de renseignement de «The Economist»

URL: <https://www.ntiindex.org/>

5.1.4. Disponibilité et imputation des données

La méthode mise au point a été conçue pour la faire concorder avec d'autres grands indicateurs mondiaux, et des efforts considérables ont été accomplis pour étoffer l'indice avec les meilleures informations disponibles sur les pays. Toutefois, la principale difficulté inhérente à l'élaboration d'un indice composite harmonisé tient au manque de données homogènes et complètes dans des pays très disparates à travers le monde. Ces derniers diffèrent ainsi considérablement les uns des autres, non seulement par leurs caractéristiques démographiques et géographiques, mais aussi par leurs particularités socio-économiques, qui peuvent souvent influencer sur la collecte et la qualité des données. Le problème des données lacunaires constitue une difficulté courante dans l'élaboration d'un indice. L'OCDE recommande plusieurs techniques statistiques pour procéder à l'imputation des données afin de combler les lacunes (OCDE et al., 2008). Le tableau 2 dresse la liste des méthodes utilisées dans l'indice Normandie. Grâce à la combinaison de ces techniques, l'indice contient ainsi les meilleures données possibles sans devoir se fonder sur une méthode trop complexe

TABEAU 2: Méthode d'imputation des données

| Méthode | Description | Application dans l'indice |
|--------------------------------|--|---|
| Méthode d'imputation cold-deck | Remplacer la donnée manquante par une valeur obtenue à partir d'une autre source de données. | Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie, à savoir qu'il est fait référence au point de données le plus récent d'une série comme point de données actuel, ou que des statistiques nationales supplémentaires sont intégrées pour combler des lacunes. |
| Méthode d'imputation hot-deck | Remplacer la donnée manquante par une moyenne régionale. | Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays. |

5.1.5. Pondération des indicateurs

Étant donné que la stratégie globale de l'UE pour 2018 ne classe pas les domaines par ordre de priorité, une pondération égale de 1 est appliquée dans tous les domaines, ce qui simplifie le calcul de la note finale de l'indice Normandie.

Le seul domaine de l'indice Normandie qui présente plus d'un indicateur est celui de la criminalité, qui comprend les homicides volontaires (pour 100 000 personnes) et la perception des différents niveaux de criminalité, pondérés respectivement à 0,75 et 0,25.

5.1.6. Calculs relatifs aux domaines

Cette section illustre la façon dont est traité chaque indicateur, et donc chaque domaine. Le traitement se fait en deux étapes: 1) la collecte des données, ainsi que 2) l'imputation et la catégorisation.

Dans le cas de l'indice Normandie, catégoriser les données est un moyen de comparer des informations qui, autrement, seraient incongrues. Cette méthode prend en considération chaque indicateur et les place sur une échelle de 0 à 1 par rapport à l'ensemble des données. Pour ce faire, les valeurs minimales et maximales appropriées pour l'ensemble de données sont déterminées de sorte que toute valeur inférieure au minimum est affectée de la note 0, toute valeur supérieure au maximum est affectée de la note 1, et tout le reste est réparti de manière homogène entre les deux. Par conséquent, au cours de l'année y , après imputation des données, le score obtenu après catégorisation est calculé pour l'indicateur i à l'aide de l'équation 1.

Équation 1: Équation de catégorisation

$$Banded_i = \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cut of } f_i}{\text{maximum cut of } f_i - \text{minimum cut of } f_i}$$

Cette méthode de catégorisation traduit l'hypothèse implicite que les niveaux supérieurs de l'indicateur sont meilleurs. Toutefois, des niveaux plus élevés pour certains indicateurs, comme l'indice mondial de terrorisme, sont moins souhaitables pour les pays. Dans ce cas, la valeur obtenue après catégorisation est inversée et est calculée à l'aide de l'équation 2.

Équation 2: Équation de catégorisation inversée

$$Reverse Banded_i = 1 - \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cut of } f_i}{\text{maximum cut of } f_i - \text{minimum cut of } f_i}$$

L'indicateur de catégorisation pour chaque pays est alors le score du domaine, puisque chaque domaine est mesuré par un seul indicateur. Le score de chaque domaine se situe entre 0 et 1.

Une partie intégrante de ce processus consiste à fixer des valeurs seuils minimales et maximales appropriées pour les scores après catégorisation. À cette fin, on dispose de méthodes empiriques et normatives. Bien que certaines données puissent être distribuées normalement et se prêtent donc bien à des techniques mathématiques standard et bien définies, comme la définition des valeurs aberrantes comme étant supérieures à trois écarts-types par rapport à la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances bien établies. En définitive, le choix de la technique utilisée doit dépendre de plusieurs considérations: la nature des données, la distribution sous-jacente, l'objet de l'indice, les renseignements transmis, etc. Après examen des ensembles de données globales utilisés dans l'IDJ, très peu de distributions peuvent être classées comme normales. La présence de valeurs aberrantes influe non seulement sur la moyenne, mais aussi sur la variance, biaisant à la fois les valeurs minimales et maximales.

Pour tenir compte de cette situation, l'IEP fixe parfois des minimums et des maximums artificiels pour s'assurer que les résultats ne sont pas trop fortement influencés par des valeurs aberrantes. En présence de valeurs aberrantes, la limite inférieure fixée pour le processus de catégorisation est le point de données le plus bas qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile sous le premier

quartile (où l'intervalle interquartile est défini comme étant la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, la limite supérieure fixée pour le processus de catégorisation est définie comme étant le point de données le plus grand qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile au-dessus du troisième quartile.

5.1.7. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie

Étant donné que chaque domaine est pondéré également en fonction de l'importance de la menace, le score agrégé final de l'indice peut être obtenu par le calcul de la moyenne des onze scores des domaines. Ainsi, tous les ans, le score final de l'indice Normandie de chaque pays est compris entre 0 et 10.

$$NI\ Score = 11 \times \frac{\sum_{i=D1}^{D11} \text{Country Indicator Banded Score}_i}{11}$$

5.1.8. Bibliographie

[Cohen, G., Joutz, F., & Loungani, P. \(2011\). Mesurer la sécurité énergétique: Tendances dans la diversification de l'offre de pétrole et de gaz naturel.](#)

[Commission européenne \(2019\). INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.](#)

[Union européenne \(2016\). Une stratégie globale pour l'Union européenne.](#)

[Indice mondial de la désinformation, 2020. Indice mondial de la désinformation \(GDI\)](#)

[Enerdata. Enerdata. «Global Energy Statistical Handbook», 2021.](#)

[Goldmann, M. \(2012\). Sovereign Debt Crises as Threats to the Peace: Restructuring under Chapter VII of the UN Charter.](#)

[Institut pour l'économie et la paix \(2019a\). Indice mondial de la paix 2019.](#)

[Indice mondial de la paix 2019. Indice mondial du terrorisme 2019.](#)

[Institut pour l'économie et la paix \(2019c\). Positive Peace Report 2019: Analysing the Factors that Sustain Peace.](#)

[\(Union internationale des télécommunications, 2017\) Indice de cybersécurité dans le monde](#)

[OCDE, Union européenne & Centre commun de recherche \(JCR\) - Commission européenne \(2008\). Manuel sur la construction d'indicateurs composites: méthodologie et guide d'utilisation.](#)

[Fonds pour la paix \(2020\). Indice des États fragiles](#)

[Trading Economics. 'Inflation Rate'.](#)

[Office des Nations unies contre la drogue et le crime \(2020\). Office des Nations unies contre la drogue et le crime - Statistiques.](#)

[Université de Göteborg \(2020\). Varieties of Democracy.](#)

[Forum économique mondial & Zurich Insurance Group \(2019\). Global risks 2019: Insight report.](#)

[Banque mondiale & Nations unies \(2018\). Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict.](#)

[Banque mondiale, 2020 World Bank Open Data.](#)

Avec le retour de la guerre sur le continent européen, il est plus important que jamais de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde - comme le fait l'indice de Normandie. L'indice annuel a été présenté pour la première fois à l'occasion du Forum Normandie pour la Paix en juin 2019, à la suite d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci. Le présent document expose les conclusions de l'exercice 2023, qui s'appuie sur les données compilées en 2022, et explique comment l'indice peut être utilisé pour comparer la paix - définie sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées - entre pays et régions. Il est complété par 61 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

Ce document fait partie de la contribution de l'EPRS au Forum mondial Normandie pour la paix 2023. Il est accompagné de deux documents, l'un sur la contribution de l'Union européenne à la paix et à la sécurité en 2022, l'autre sur les efforts de consolidation de la paix de l'Union européenne en Iraq.

Ce document est une publication du service de recherche pour les députés.
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

PE 751.422
ISBN 978-92-848-0905-9
ISSN 2600-3465
DOI:10.2861/266384